



Couverture

The First of the Ten Thousand,
par John Rutherford
Collection John Rutherford
du Bomber Command Museum
of Canada



OPÉRATIONS FUTURES



AFGHANISTAN RÉTROSPECTIF

- 3 LE COIN DU RÉDACTEUR EN CHEF
6 LETTRE À LA RÉDACTION

OPÉRATIONS FUTURES

- 7 QU'EST-CE QU'UN ACTEUR NON ÉTATIQUE ARMÉ (ANEA)?
par James W. Moore

AFGHANISTAN RÉTROSPECTIF

- 19 « LE JEU EN VALAIT IL LA CHANDELLE? » L'INTERVENTION
DU CANADA EN AFGHANISTAN ET LES PERCEPTIONS DE
SUCCÈS ET D'ÉCHEC
par Sean Maloney

RELATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

- 32 MENACE À LA SÉCURITÉ À LA FRONTIÈRE CANADO-AMÉRICAINNE :
UNE QUÊTE VERS L'IMPOSSIBLE PERFECTION
par François Gaudreault

LEÇONS DU PASSÉ

- 41 DISCOURS D'ADIEU À LA NATION DU PRÉSIDENT DWIGHT
D. EISENHOWER, LE 17 JANVIER 1961 - CONTRADICTIONS ET
CONTEMPORANITÉ
par Garrett Lawless and A.G. Dizboni
47 BRISER L'IMPASSE : LA LUTTE AMPHIBIE AU COURS DE LA GUERRE
DE 1812
par Jean-Francois Lebeau

OPINIONS

- 55 RIEN DE NOUVEAU SOUS LE SOLEIL - DEPUIS SUN TZU :
LES PRINCIPES INTEMPORELS DE L'ART OPÉRATIONNEL
DE LA GUERRE
par Jacques P. Olivier
60 UN CHEMIN DE MÉMOIRE CANADIEN POUR LE CENTENAIRE DE
LA GRANDE GUERRE?
par Pascal Marcotte

COMMENTAIRES

- 64 LA TEMPÊTE PARFAITE DANS L'OcéAN DES ACQUISITIONS
par Martin Shadwick
68 CRITIQUES DE LIVRES

La Revue militaire canadienne / Canadian Military Journal est la revue professionnelle officielle des Forces canadiennes et du ministère de la Défense nationale. Elle est publiée quatre fois par année avec l'autorisation du ministre de la Défense nationale. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du ministère de la Défense nationale, des Forces canadiennes, de la Revue militaire canadienne ou de tout organisme du gouvernement du Canada. La Couronne détient le droit d'auteur. La reproduction des articles doit être autorisée par le rédacteur en chef et la Revue militaire canadienne doit être indiquée comme source. La Revue est publiée en copie papier et en version électronique, cette dernière à www.revue.forces.gc.ca.

Nos coordonnées

Revue militaire canadienne /
Canadian Military Journal
Académie canadienne de la Défense
CP 17000, succursale Forces
Kingston (Ontario)
CANADA, K7K 7B4
Télec. : (613) 541-6866
Courriel : cmj.rmc@forces.gc.ca



RELATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS



LEÇONS DU PASSÉ



OPINIONS

REVUE MILITAIRE CANADIENNE

www.revue.forces.gc.ca

Rédacteur en chef

David L. Bashow
(613) 541-5010 poste 6148
bashow-d@rmc.ca

Directrice de la publication

Claire Chartrand
(613) 541-5010 poste 6837
claire.chartrand@rmc.ca

Traduction

Bureau de la traduction, Travaux publics et
Services gouvernementaux Canada

Commentaire

Martin Shadwick

Conseiller en rédaction

Michael Boire

Comité consultatif

Président

Major-général J.G.E. Tremblay, Commandant, Académie canadienne de la Défense (ACD)

Membres

David L. Bashow, Rédacteur en chef,
Revue militaire canadienne (RMC)

Brigadier-général A.D. Meinzing, Commandant,
Collège militaire royal du Canada (CMRC)

Colonel Marty Cournoyer, représentant du
Chef d'état-major de la Force aérienne (CEMFA)

Major Andrew Godefroy,
représentant du Chef d'état-major - Stratégie terrestre

H.J. Kowal, Ph.D., Recteur du
Collège militaire royal du Canada (CMRC)

Lieutenant-colonel Mark Gendron, Directeur, Centre
de droit militaire des Forces canadiennes (CDMFC),
Académie canadienne de la Défense (ACD)

Capitaine de frégate Hughes Canuel, représentant du
Chef d'état-major de la Force maritime (CEMFM)

Hanya Soliman, représentante du Chef de renseigne-
ment de la Défense (CRD)

Colonel Dalton Cote, représentant de l'Académie
canadienne de la Défense (ACD).

Comité de lecture

Douglas Bland, Ph.D.

Lieutenant-colonel (à la retraite) David Last, Ph.D.

Major (à la retraite) Michael Boire

Chris Madsen, Ph.D.

Major Sylvain Chalifour

Sean Maloney, Ph.D.

Lieutenant-colonel (à la retraite) Douglas Delaney

Brian McKercher, Ph.D.

Rocky J. Dwyer, Ph.D.

Paul Mitchell, Ph.D.

Lieutenant-colonel (à la retraite) Michael Goodspeed

Nezih Mrad, Ph.D.

Major John Grodzinski

Scot Robertson, Ph.D.

David Hall, Ph.D.

Stéphane Roussel, Ph.D.

Michael Hennessy, Ph.D.

Elinor Sloan, Ph.D.

Colonel Bernd Horn

Adjudant-chef C.J. Thibault

Hamish Ion, Ph.D.

Colonel (à la retraite) Randall Wakelam

Phillippe Lagassé

NOTE AUX LECTEURS ET LECTRICES

La Revue militaire canadienne étant bilingue, lorsqu'une citation originale a été traduite, le sigle [TCO] après l'appel de note, qui signifie "traduction de la citation originale", indique que le lecteur trouvera le texte original de la citation dans la version de la Revue rédigée dans l'autre langue officielle du Canada. Afin de faciliter la lecture, le masculin sert de genre neutre pour désigner aussi bien les femmes que les hommes.

Voici, comme un vent de fraîcheur, le 53^e numéro de la *Revue militaire canadienne*, laquelle entame sa 14^e année de publication. Le contenu de ce numéro est plutôt éclectique, et nous espérons y avoir mis de quoi susciter l'intérêt de chacun d'entre vous.

Comme je couche ces mots sur papier pendant la période annuelle des cérémonies nationales du jour du Souvenir, je me permets d'attirer votre attention sur l'illustration de la page couverture. Elle reproduit l'œuvre *The First of the Ten Thousand* de l'artiste britanno-colombien John Rutherford, qui lui a été commandée par le Bomber Command Museum of Canada, situé à Nanton, en Alberta. L'artiste et le musée ont gracieusement autorisé la *Revue* à en faire sa couverture.

Le 4 septembre 1939, au lendemain de la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne à l'Allemagne, le sergent Albert Stanley Prince, natif de Montréal mais expatrié et membre de la Royal Air Force depuis 1935, pilotait l'un des 15 bombardiers Bristol Blenheim chargés de pilonner les navires de guerre amarrés au port de Wilhelmshaven, sur la mer du Nord. Il s'agissait en fait du cuirassé de poche *Admiral Scheer* et du croiseur *Emden*. Les premières vagues de bombardements individuels à hauteur des têtes de mât ont pris les Allemands par surprise, mais ces dernières s'étaient déjà ressaisies quand le sergent Prince s'est approché, plus loin dans la formation d'attaque et parmi les derniers à fondre sur l'*Admiral Scheer* :

Le sergent Prince ne disposait plus d'aucun élément de surprise à son arrivée sur l'objectif. Les tirs allemands étaient nourris et précis. Ils ont abattu trois des quatre bombardiers pendant leur passe d'attaque à basse altitude. Un témoin allemand a décrit ainsi le sort du quatrième : « *L'un des Blenheim de la RAF a mené son attaque à si basse altitude qu'il a été détruit par la déflagration de la bombe qu'il avait lui-même larguée sur le navire* ». Il semblerait que la fusée à retardement ait mal fonctionné... L'avion du sergent Prince est l'un des trois qui auraient été abattus. Aux dires du sergent G.F. Booth, observateur [navigateur] posté dans le nez du Blenheim, à qui un journaliste allemand a plus tard demandé en entrevue s'il avait remarqué comment l'avion s'était abîmé : « Nous avons frappé quelque chose... Je regardais droit devant. J'ai simplement vu venir l'eau et entendu le bruit de l'impact ». L'appareil se serait abîmé rapidement, mais le sergent Prince a dû en garder une certaine maîtrise puisqu'il s'est écrasé dans les eaux du port. Les trois membres d'équipage ont pu s'en extirper et ont été secourus par un bateau pilote, mais le sergent Prince est mort à l'hôpital des suites des blessures subies à l'amerrissage¹. [TCO]

C'est ainsi qu'est revenu à Albert Stanley Prince le triste honneur d'être le premier Canadien à tomber au combat lors de la Seconde Guerre mondiale, toutes forces de combat confondues, cinq jours après la déclaration de guerre officielle du Canada. Il a aussi été le premier des plus de 10 000 membres d'équipage canadiens du Bomber Command à perdre la vie pendant cette guerre. Le Bomber Command ayant eu un effectif canadien d'environ 40 000 hommes, le taux de mortalité de ce dernier s'élève donc à plus de 25 pour 100. Nous nous souviendrons d'eux.

Le présent numéro ne contient pas de rubrique « Vaillance militaire », comme c'est parfois le cas lorsqu'il n'y a eu aucune annonce ou remise officielle de décorations de la vaillance militaire depuis la parution du dernier numéro. L'équipe de la *Revue* maintient toutefois son engagement à souligner la vaillance dont nos soldats, marins et aviateurs font preuve au combat, et nous continuerons de vous informer de toute annonce publique en la matière.

La « première salve » vient de James Moore, Ph. D., scientifique de la Défense. Il examine la multitude d'acteurs non classiques qui sont présents dans l'espace de bataille contemporain. « Différents adversaires irréguliers sont présents dans l'espace de bataille complexe où des membres des Forces armées canadiennes (FAC) pourraient exécuter des opérations au cours de futures campagnes » dit-il. Il estime que devant le « buffet » de termes servant à décrire ces adversaires, en l'occurrence seigneurs de guerre, narcotrafiquants, insurgés ou terroristes, ce qu'il nous faut, « c'est un terme commun et global qui aide à générer et à communiquer les connaissances concernant les intentions, les capacités et les comportements de la foule d'adversaires irréguliers réels ou en puissance que nous pourrions trouver sur notre chemin au cours des opérations postérieures à la mission en Afghanistan ». Il propose donc le terme « acteur non-étatique armé, ou ANEA ».

Vient ensuite la question de pure forme « Le jeu en valait-il la chandelle? » de Sean Maloney, Ph. D., conseiller en histoire de la guerre en Afghanistan auprès de l'Armée canadienne, relativement à la participation du Canada à cette guerre. M. Maloney avance beaucoup d'arguments convaincants, puis soutient que oui, le jeu en a valu la chandelle, et que de nombreux efforts ont été déployés, avec l'aide du Canada, pour mettre les Afghans sur la voie de la réussite. Il précise cependant que « Ce que les Afghans choisiront de faire (et ils sont parfaitement capables de prendre les décisions de cette nature) avec tout le soutien offert est une autre question. Leur capacité en tant que société de continuer sur cette trajectoire ou de retomber dans le chaos est entre leurs mains, pas les nôtres ».

L'article suivant consiste en l'appréciation que fait François Gaudreault de la menace à la sécurité qui plane le long de la frontière canado-américaine. M. Gaudreault, officier de la Marine en service actif et actuellement gestionnaire de la recherche du renseignement au Commandement des opérations interarmées du Canada, en vient à la conclusion que, malgré les grands progrès réalisés pour améliorer la sécurité frontalière dans la foulée des attaques terroristes du 11 septembre, l'essentiel maintenant est d'en arriver à bien mieux cerner en quoi consiste précisément la menace et à déterminer ce qui constitue un niveau de risque acceptable.

Puis, dans un article qui jette un pont entre les questions de science politique et d'économie contemporaines et les leçons tirées du passé, le major Garrett Lawless et le professeur A.G. Dizboni se penchent de plus près sur le discours d'adieu du président Dwight David Eisenhower au peuple américain la veille de son départ à la retraite en 1961. Eisenhower y lançait un appel à l'équilibre à bien des égards, mais avant tout à « la mobilisation d'une population vigilante et avertie ». Comme le disent les auteurs, « D'ailleurs, l'utilité contemporaine de ce discours réside dans notre interprétation consciencieuse des réalités contradictoires qui ont suscité cet appel à l'équilibre à l'époque. Ainsi, nous prendrons conscience du peu de connaissance que nous avons aujourd'hui de ces grands sujets... ». Enfin, nos articles de fond se terminent sur une note historique. Le lieutenant de vaisseau Jean-François LeBeau

LE COIN DU RÉDACTEUR EN CHEF

analyse pour nous les motifs pour lesquels la lutte amphibie a été si généralisée pendant la guerre de 1812. Il en attribue la raison d'être aux contraintes géographiques, aux effets psychologiques, à l'initiative et aux plans d'action désavantageux ainsi qu'à la mobilité et à la souplesse opérationnelles accrues.

Vous trouverez dans ce numéro deux articles d'opinion fort différents. Dans le premier, le capitaine de frégate Jacques Olivier traite des enseignements de Sun Tzu, de Machiavelli et de Clausewitz et déclare « nous sommes en droit de nous demander si la nature de l'art opérationnel de la guerre a véritablement connu des changements fondamentaux au fil des deux derniers millénaires ». Ensuite, la professeure Pascale Marcotte, de l'Université de Moncton, présente un plaidoyer convaincant en faveur de l'aménagement, pour le centenaire de la Première Guerre mondiale, d'un chemin de mémoire canadien qui passerait par différentes villes et différents villages de la France et de la Belgique que des soldats canadiens ont libérés pendant la Grande Guerre.

Martin Shadwick, dont les opinions sur l'acquisition de matériel de défense au Canada ne manquent jamais de susciter la réflexion, nous entretient cette fois des besoins d'approvisionnement propres à chacune des trois armées ainsi que des enjeux et problèmes connexes. Pour conclure, quelques critiques de livres viendront éclairer vos choix de lectures hivernales.

Bon divertissement!

Le rédacteur en chef de la Revue militaire canadienne

David L. Bashow



Gracieuseté du Projet de restauration d'Halifax, à Trenton

Un équipage canadien d'Halifax heureux à la fin de la guerre.

NOTE

1. Dave Birrell, « Sergeant Pilot Albert Stanley Prince: The First of the 10,000 », dans *Airforce*, Vol. 23, N° 2 (été 1999), p. 54.

ADDENDA AU COIN DU RÉDACTEUR EN CHEF

Photo du sergent Alain Martineau, MDN, FA2012-1038-002



Un monument commémorant la tragique perte de 55 573 hommes du Bomber Command provenant du Commonwealth et de pays alliés pendant la Deuxième Guerre mondiale a été inauguré dans Green Park, à Londres, le 28 juin 2012. Sa Majesté la Reine Elizabeth II a dévoilé une statue de bronze représentant sept membres d'équipage du Bomber Command debout au milieu d'une structure. Le toit est fabriqué d'aluminium récupéré d'un bombardier Handley Page Halifax III canadien du 426^e Escadron abattu au-dessus de la Belgique le 12 mai 1944. Ses huit membres d'équipage y ont perdu la vie et figurent parmi les 10 659 aviateurs canadiens qui ont péri en servant au sein du Bomber Command pendant la guerre. Le monument rend également hommage aux gens de tous les pays qui ont succombé pendant les campagnes de bombardement de 1939 à 1945.

Hommage au Bomber Command

Le Bomber Command a joué un rôle crucial dans la victoire des Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale. Il leur a procuré leur seul outil offensif qui déplaçait le combat en territoire ennemi, suscitant de ce fait l'espoir et la fierté chez les citoyens des pays alliés. Par ses interventions, il a conféré à la Grande-Bretagne et à ses dominions une dimension politique qui leur a permis d'influer sur le déroulement de la guerre. Il a obligé les Allemands à détourner des ressources considérables destinées au front de l'Est, aidant ainsi l'USSR dans son apport à l'effort interalliés. Il a miné considérablement et sans répit le moral de l'ennemi. Il a semé le désarroi chez les grands stratèges de guerre allemands, les poussant à adopter une

position *réactive*, plutôt que *proactive*, et à décentraliser la production industrielle, ce qui a fait peser un fardeau insupportable sur un réseau de transport déjà à la limite de ses capacités. Ce réseau imposant, diversifié et complexe a d'ailleurs lui-même encaissé nombre de coups durs. La campagne de bombardement a également mis fin à la supériorité aérienne allemande, a indubitablement fragilisé la base industrielle du Reich et a fini par tarir l'approvisionnement du pays en produits pétroliers. Elle a dans les faits paralysé la mobilisation économique et le développement technologique à bien des égards et a amené les Nazis à se lancer dans des campagnes de représailles inefficaces. Elle a coûté le prix fort en vie humaines, mais a donné de formidables résultats.

RMC



Représentation extraordinairement réaliste d'un équipage de bombardier de sept hommes épuisés, de retour sur la terre ferme après une sortie de combat, mais scrutant l'horizon avec inquiétude pour voir poindre les appareils de leurs compagnons d'armes.

Photos du sergent Alain Martineau, MDN, FA2012-1038-007-01 et FA2012-1038-014

LETTRE À LA RÉDACTION

Le désengagement des Forces canadiennes de l'Afghanistan en 2014. ...C'est à Bieber de jouer, maintenant.

par le lieutenant de vaisseau David Lewis

Le Canada et les forces coalisées doivent se retirer de l'Afghanistan en 2014. L'une des principales préoccupations des Afghans est l'incertitude entourant l'après-désengagement. Beaucoup craignent de revivre l'ère qui avait suivi le départ des Soviétiques en 1989. Le retrait de l'URSS et le désintéressement de l'Occident avaient laissé un vide du pouvoir, qu'avaient ensuite comblé des éléments radicaux.

La situation a bien changé depuis que les derniers soldats russes ont traversé le pont de l'amitié vers l'Ouzbékistan. En 1989, ils ont laissé derrière un Afghanistan isolé et fermé qui avait à peine évolué au cours des millénaires. L'information y était diffusée presque exclusivement par les chefs tribaux. D'ailleurs, l'Afghanistan a toujours été un désert d'information contrôlé par les seigneurs de guerre.

De nos jours, le monde est beaucoup plus à la portée de tous qu'il ne l'était il y a deux décennies. Les frontières internationales, les différences culturelles et les barrières sociales, toutes, sont brouillées par l'avalanche des nouveaux médias faciles d'accès. L'Afghanistan n'est plus dans l'ombre. Au cours des dix dernières années, le progrès spectaculaire de Facebook, Twitter, YouTube et d'autres médias sociaux l'ont changé dans des proportions titanesques.

Les Talibans avaient interdit l'usage d'Internet. Ils le considéraient comme un outil de propagande occidentale sur lequel était diffusé du matériel obscène, immoral et anti-islamique. Les Afghans n'ont pu avoir accès à Internet qu'après l'entrée au pouvoir du gouvernement Karzaï en 2002. Depuis, le nombre d'entreprises de communications sans fil, de fournisseurs de services Internet, de stations radio et de canaux de télévision a connu un essor phénoménal. Le secteur des télécommunications est en tête de la reconstruction économique; quatre fournisseurs de services sans fil couvrent 75 pour 100 du pays à l'aide de 2 400 tours. Dès 2012, environ 85 pour 100 de la population du pays avait accès à des services de communication. Plus de 18 millions d'utilisateurs de téléphone disposent du service 4G, lancé en 2013.

Les Afghans utilisent aussi Twitter et Facebook comme outils de changement social. En 2012, plus d'un demi-million de comptes Facebook étaient enregistrés en Afghanistan. La plupart des Afghans qui utilisent Internet ont entre 18 et 35 ans; une excellente tranche démographique à mobiliser pour transformer le pays.

Alors que la dernière rotation (ROTO) de l'*Op Attention* vient de partir pour l'Afghanistan, je me remémore les 10 dernières années et mon expérience personnelle là-bas. Les Forces armées canadiennes ont fait montre de courage et ont payé très cher la défaite qu'ils ont aidé à infliger aux Talibans, en plus de collaborer à la « reconstruction » d'un pays qui n'avait en fait jamais été « bâti ». Nous avons fait beaucoup de bonnes choses en Afghanistan. À mon avis, l'histoire pourrait prouver que notre plus grand accomplissement, celui qui a produit les meilleures retombées, est la création, pour la première fois dans l'histoire de ce pays, d'un climat propice à l'émergence d'autres voix. Ces autres voix ont influencé, éveillé, inspiré et mobilisé le peuple afghan. De l'isolement, celui-ci est passé à l'inclusion.

Certains qualifieront ce raisonnement de simpliste. Il existe, nul doute, de nombreux autres facteurs qui influenceront sur l'Afghanistan après 2014. Nous devons toutefois reconnaître que ce pays est aujourd'hui largement différent de ce qu'il a été à n'importe quel moment de son histoire. Les murs qui l'isolaient des forces externes se sont écroulés sous l'effet d'un mouvement intérieur. Le peuple afghan a les yeux grand ouverts, et il a soif de tout. L'islamisme radical sera défait par l'essor de la classe moyenne musulmane. Les Afghans vont dorénavant sur le Web, sur eBay, sur Amazon, sur Autotrader, ils consultent plus de 3 800 canaux de télévision en ligne et ils explorent le monde; ils refuseront de retourner au vide. Certes, les chefs tribaux et les Talibans auront toujours une voix, mais (ils ne seront plus qu'une voix parmi des milliers).

Un million de fillettes afghanes qui veulent écouter Justin Bieber avec leur iPhone pourraient faire plus pour opérer un changement durable que toutes les forces coalisées (mises ensemble). Le legs de 2014 n'aura rien à voir avec celui de 1989.

~David Lewis

Le lieutenant de vaisseau David Lewis était directeur adjoint des médias sociaux pour la Mission de formation de l'OTAN en Afghanistan, stationnée au camp Eggers, à Kaboul, en 2011.



Photo de Mohammad Ismail, Reuters RTR2RZ91

Une jeune Afghane se sert d'un iPhone à Kaboul.



Photo de Karim Kâdim, La Presse canadienne/AP 1639692

Manifestation de chiites radicaux à Bagdad contre les attaques israéliennes au Liban le 21 juillet 2006.

QU'EST-CE QU'UN ACTEUR NON ÉTATIQUE ARMÉ (ANEA)?

James W. Moore

Introduction

Insurgés. Terroristes. Seigneurs de guerre. Narcotrafiants. Différents adversaires irréguliers sont présents dans l'espace de bataille complexe où des membres des Forces armées canadiennes (FAC) pourraient exécuter des opérations au cours de futures campagnes. De plus, comme notre liste préliminaire le suggère, il existe une multitude de termes servant à décrire ces acteurs non classiques. Pourtant, paradoxalement, cette surabondance de terminologie peut en fait entraver plutôt qu'aider notre compréhension de l'environnement opérationnel de l'avenir. Ce qu'il nous faut, plutôt qu'un « buffet » d'appellations où l'on se sert à volonté, c'est un terme commun et global qui aide à générer et à communiquer les connaissances concernant les intentions, les capacités et les comportements de la foule d'adversaires irréguliers réels ou en puissance que nous pourrions trouver sur notre chemin au cours des opérations postérieures à la mission en Afghanistan. Nous proposons dans le présent article un candidat à ce titre : l'acteur non étatique armé, ou ANEA.

Nous commençons par une discussion des lacunes des termes, tels que les termes susmentionnés, couramment utilisés pour décrire ces acteurs non classiques. Ces termes tendent à reposer sur l'émotion et sur l'évaluation et, souvent, ils embrouillent les

choses autant qu'ils les éclairent. De plus, ils n'aident pas vraiment à distinguer les groupes qui sont des hybrides de types multiples et qui changent constamment. Il nous faut donc un terme global et neutre correspondant à cette notion. Dans la section qui suit, nous proposons une expression différente – acteur non étatique armé – et, en l'absence d'une définition établie, présentons une définition pratique du terme, à savoir :

~ Groupe opérationnel planifié autonome qui a la capacité d'utiliser la violence à des fins politiques.

Nous la comparons ensuite à une expression concurrente rencontrée fréquemment dans les documents du domaine de la défense et de la sécurité : acteur non étatique violent (ANEV), tout en précisant que l'ANEA est effectivement une sous-catégorie

James W. Moore, Ph. D., LL. M., est scientifique de la Défense à la section des systèmes sociocognitifs du RDDC Toronto. Il a auparavant travaillé pendant vingt ans comme analyste stratégique responsable des recherches et des rapports sur le Moyen-Orient à la DARO (Direction d'analyse et de recherche opérationnelle) de la Direction de l'analyse stratégique, au Quartier général de la Défense nationale, à Ottawa. Il a obtenu son doctorat en science politique du Massachusetts Institute of Technology et a une maîtrise en droit international public de l'Osgoode Hall Law School de l'Université York¹.



Deux guérilleras des FARC du Blocque Móvil Arturo Ruíz, dans un des camps des FARC.

d'ANEV. Pour terminer, nous concluons par des réflexions plus larges sur le besoin et l'utilité d'une terminologie commune claire pour accroître notre compréhension de ces acteurs sociaux.

Lacunes des termes courants

Pourquoi devons-nous accorder la place d'honneur à une expression telle qu'ANEV? Nous avons déjà des appellations qui sont régulièrement appliquées aux individus et aux groupes civils ou paramilitaires irréguliers auxquels nous faisons face dans l'espace de combat. De plus, contrairement à ANEA (voir la section suivante), bon nombre de ces termes ont des définitions précises dans le contexte militaire. Si nous consultons le dépôt lexicographique central des FAC, c'est-à-dire la Banque de terminologie de la Défense (BTD), nous trouvons un terme courant – « insurgé » – dont la définition est « groupe ou mouvement organisé, souvent idéologiquement motivé, cherchant à provoquer ou à empêcher le changement politique ou à renverser l'autorité gouvernant un pays ou une région, et axé sur la persuasion ou la contrainte envers la population par l'utilisation de la violence et de la subversion ». (C'est une version légèrement remaniée de la définition que le BTD donne du terme insurrection², car la Banque n'inclut pas à proprement parler de définition du terme insurgé.) Cette définition distingue – du moins en termes lexicaux – l'« insurgé » du « terroriste », qui est « membre d'une faction dissidente qui recourt à la violence pour des raisons politiques en vue d'intimider et de contraindre la population³ ».

Pourquoi passer de ces appellations plus courantes à ce que certains pourraient qualifier d'expression plus difficile et encombrante comme ANEA? Pour commencer, ces appellations de tous les jours sont beaucoup trop chargées sur le plan des émotions. Des termes tels que « combattant de la liberté », par exemple, peuvent faire naître des émotions positives comme la confiance et l'admiration, tandis que des termes tels que « terroriste » peuvent

éveiller des émotions négatives comme la peur et la colère. Ce qu'il nous faut, plutôt que ces appellations très chargées sur le plan des émotions, c'est un terme neutre qui désigne une partie des acteurs dans l'espace des conflits sociaux, mais qui ne nous fait pas inconsciemment prendre parti ni contre eux. En utilisant un terme impartial comme ANEA, nous pouvons, avec un peu de chance, éviter les partis pris inhérents aux autres termes plus chargés évoqués ici.

Dans le même ordre d'idées, ces appellations courantes reposent sur l'évaluation plutôt que sur l'analyse en ce sens qu'elles expriment une certaine approbation ou, le plus souvent, la désapprobation du groupe auquel on les applique. On les utilise à la manière d'armes de guerre politique qui en disent plus sur les acteurs qui s'en servent que sur les groupes qu'elles prétendent décrire. Sans surprise, ces termes chargés sur le plan politique peuvent évoluer selon les circonstances. Par exemple, durant les premières années de l'occupation de l'Iraq par les États-Unis, les forces armées américaines ont grosso modo regroupé toutes les factions sunnites – y compris les groupes laïques ou idéologiques, tribaux et religieux ou islamistes – sous les rubriques « insurgés », « Forces anti-iraquiennes » ou, selon la description imagée du Secrétaire à la défense de l'époque, Donald Rumsfeld, « des jusqu'au boutistes⁴ [TCO] ». La terminologie américaine applicable à ces ANEA a toutefois changé énormément quand beaucoup d'entre eux se sont retournés contre al-Qaïda en Iraq (AQI) en 2005-2006 et ont commencé à combattre aux côtés des forces américaines⁵. Plutôt que des insurgés, ces combattants auparavant opposés à la coalition sont devenus les « Fils de l'Iraq ». Nous devrions, pour échapper aux caprices d'un langage politique de ce genre, éviter le plus possible l'utilisation de termes subjectivement évaluatifs tels qu'« insurgé » et « terroriste » en faveur d'un terme plus objectivement analytique tel qu'ANEV.

Les appellations courantes de ce genre sont non seulement lourdes de préjugés, mais, de plus, elles ne saisissent pas pleinement

Photo de La Presse canadienne/AP 539060 (anonyme)



Un taliban monte la garde dans un champ de pavot à opium dans le district de Naway, dans la province du Helmand, dans le Sud-ouest de l'Afghanistan, le 25 avril 2008.

la nature complexe de ces groupes d'intérêt. La plupart des adversaires irréguliers, si ce n'est la totalité, sont des hybrides des types amorphes et mal définis auxquels ces appellations renvoient. Par exemple, il est possible qu'un groupe exécute des frappes militaires contre les forces de sécurité d'un État et exécute au même moment des attaques terroristes contre des objectifs civils tout en comptant sur les profits d'activités criminelles parallèles (enlèvements, trafic de stupéfiants, vols à main armée et ainsi de suite) pour financer sa campagne de violence. Les talibans afghans sont un exemple typique de ce genre de groupe. La plupart de leurs opérations militaires sont des attaques classiques (tirs d'armes légères, tirs de RPG et ainsi de suite) dirigées contre les forces de sécurité afghanes et les forces militaires internationales⁶. Le groupe vise aussi délibérément les civils, en particulier ceux qui, à ses yeux, soutiennent le régime de Kaboul et ses alliés de la coalition ou collaborent avec eux. En 2011, par exemple, les IED, les attentats-suicides à la bombe et les assassinats ciblés ont coûté la vie à 2 332 civils, soit 77 p. 100 de toutes les morts civiles associées au conflit cette année-là⁷. Pour financer leur campagne, les talibans comptent de plus en plus sur les recettes tirées d'activités criminelles. La Drug Enforcement Administration (DEA) des États-Unis estime que 70 p. 100 des fonds opérationnels des talibans proviennent du commerce de l'opium (impôt exigé des producteurs de pavot et protection du transport assuré par les trafiquants de drogue)⁸. L'argent – estimé à 500 millions de dollars américains seulement en 2007⁹ – entraîne le groupe de plus en plus profondément dans le commerce de la drogue. Selon l'ancien chef du groupe antidrogue de l'ambassade des États-Unis à Kaboul, Doug Wankal, ce processus « fait des talibans l'équivalent des FARC¹⁰ [TCO] » (Forces armées révolutionnaires de Colombie), en référence à l'ANEA colombien qui, au fil des ans, a succombé à l'attrait du profit dans le commerce de la cocaïne. Comment un groupe tel que les talibans devrait-il être classé? Est-ce une organisation d'insurgés, un groupe terroriste ou un gang de criminels? Ou les trois?

De plus, ces groupes sont des entités sociales dynamiques dont la nature peut changer au cours d'un conflit. Un groupe peut, au début, être une

organisation d'insurgés motivée par le désir de corriger un ou des griefs socio-économiques ou encore politiques perçus par son groupe d'appartenance. Toutefois, plus le conflit s'éternise, plus la motivation initiale que le grief représente peut diminuer à mesure que des occasions économiques illicites d'enrichissement se présentent et que l'avidité devient le motif dominant qui le pousse à poursuivre le combat. Le groupe peut donc se métamorphoser en organisation criminelle et s'engager de plus en plus dans des activités telles que la contrebande, l'extorsion, le chantage, les enlèvements, le trafic de stupéfiants, l'exploitation illégale des ressources et ainsi de suite, tout en abandonnant sa *raison d'être* politique originale.

La transformation apparente de Jaish al Mahdi (JAM, ou armée du Mahdi), la milice chiite du chef religieux iraquien Moqtada al-Sadr, illustre cette dynamique. À l'origine une milice nationaliste qui a émergé en juin 2003 dans le cadre de l'opposition parfois violente à l'invasion et à l'occupation de l'Iraq par les États-Unis, elle a fini par être considérée par de nombreux chiites iraqiens comme leur seul défenseur durant les mois de l'intense violence interconfessionnelle qui ont suivi l'attentat à la bombe contre la mosquée al 'Askarī à Samarra en février 2006. Toutefois, à mesure que la menace provenant des insurgés sunnites diminuait et que le conflit interconfessionnel déclinait, la milice est tombée dans des activités criminelles. De jeunes membres de la milice – qui n'étaient pas sous la direction et l'autorité de chefs pris dans les coups de filet de la contre-insurrection américaine – se sont lancés dans le racket de la protection, le vol d'automobiles et la confiscation des biens de chiites morts ou déplacés et de sunnites. De nombreux chiites se tournent de plus en plus contre eux et qualifient cette milice de « bande de voyous sans idéologie¹¹ [TCO] ».

L'armée du Mahdi a par la suite essayé de s'éloigner de la violence et des activités criminelles et de se métamorphoser en un mouvement social et culturel non violent. Durant l'été de 2008, quelques mois à peine après avoir subi un cuisant revers militaire au cours de combats à Bassora et dans d'autres parties du sud contre les forces gouvernementales iraqiennes et les forces américaines, al-Sadr a ordonné à la base de la milice de déposer les armes et de se joindre à une nouvelle aile religieuse et culturelle du mouvement appelé Momahidoun (« ceux qui ouvrent la voie »). D'après



Des membres de l'armée du Mahdi défilent dans Bagdad, le 26 mars 2005.

AP photo 050326014185 by Samir Mizban



Des véhicules blindés de transport de personnel devant la Villa Somalia à Mogadishu, le 27 juillet 2006. La milice islamique qui s'est emparée de la capitale installait un tribunal religieux dans la vaste enceinte de la villa.

des leaders de l'époque associés à al-Sadr, cette organisation prévoyait offrir des services d'aide sociale, des programmes d'alphabétisation et des cours sur les enseignements et l'éthique de l'islam en général – ouverts à tous les Iraquiens, sans égard à l'affiliation confessionnelle ou politique – afin de lutter contre la « culture du meurtre » qu'al-Qaida avait selon eux amenée en Iraq¹². Ce qui est à noter ici dans cette brève narration de l'apparente transformation de l'armée du Mahdi, c'est que ces acteurs ne sont pas des entités sociales immuables auxquelles on peut accoler des appellations intemporelles comme insurgé, guérillero ou terroriste. De fait, il est possible qu'ils ne demeurent même pas des acteurs non étatiques *armés*, tout dépendant de la manière dont ils s'adaptent à l'évolution de l'environnement social dans lequel ils évoluent et dont ils sont un produit.

Un autre nom : l'acteur non étatique armé (ANEA)

Pour ces raisons, les termes que nous utilisons couramment pour désigner les acteurs non classiques dans l'espace de combat ne nous aident pas particulièrement à mieux les comprendre. Il est donc urgent de trouver une autre appellation qui soit globale et neutre au plan analytique : acteur non étatique armé. Mais qu'entend-on exactement par ANEA? Quand on envisage des questions de définition en *lingua militare*, on devrait en premier recours consulter la Banque de terminologie de la Défense (BTD), la principale source définitive de terminologie approuvée au sein du MDN/des FAC. Une recherche dans cette base de données ne mène toutefois pas à une définition précise de l'expression. Selon la définition de la BTD, le terme plus général « acteur non étatique » désigne une « personne ou organisation qui n'est pas associée à un gouvernement officiellement reconnu¹³ ». Les « groupes armés » (c'est-à-dire les forces d'opposition rebelles, les milices, les seigneurs de guerre, les insurgés et les compagnies militaires privées) sont un des neuf types d'acteurs qui constituent la classe plus vaste des acteurs non étatique, mais la BTD ne précise pas davantage cette sous-catégorie.

Si nous acceptons ANEA comme descripteur de rechange, comment devrions-nous le définir? D'un certain point de vue c'est une question d'unité d'analyse¹⁴. Quand nous parlons d'ANEA, de qui ou de quoi parlons-nous : d'individus ou de groupes? ANEA a servi dans les documents du domaine de la défense et de la sécurité à désigner tant des individus que des groupes, ce qui crée une certaine confusion. Il nous incombe donc de préciser l'unité d'analyse, à savoir l'individu ou le groupe, dont nous parlons quand nous utilisons le terme. Dans ce contexte, la section qui suit décrit la dérivation d'une définition pratique d'ANEA au niveau du groupe.

Notre quête d'une définition pratique part de la prémisse selon laquelle un ANEA est un agent, c'est-à-dire un acteur social qui a la capacité d'agir de façon réfléchie ou délibérée. Un agent peut être soit un individu, soit un groupe, mais, comme nous l'indiquons plus haut, la définition d'ANEA s'applique seulement aux groupes, alors que les individus sont considérés comme des membres de groupes qui sont des ANEA. En général, le terme « groupe » désigne « ... un ensemble de personnes, défini par des critères formels ou informels d'appartenance, qui partagent un sentiment d'unité ou qui sont unis dans des ensembles relativement stables d'interactions¹⁵ [TCO] ». Ce « sentiment d'unité » commun ou cette fraternité des membres est un élément clé de l'ANEA. Pour adopter le terme que le politologue Benedict Anderson a utilisé dans son étude fondamentale de 1983 sur le nationalisme, un ANEA est une « collectivité imaginée » au sens que « chaque [membre] vit dans sa tête l'image de la communion de l'ensemble¹⁶ [TCO] ». Bien qu'il existe « sur le plan horizontal une profonde camaraderie¹⁷ [TCO] » entre ses membres, un ANEA est rarement une entité monolithique ou monoculturelle. Il est possible que des individus, des cliques et des factions aient des intérêts, des valeurs et des croyances différents qui peuvent entrer en conflit et, s'ils divergent trop, leurs divergences peuvent paralyser l'action collective et, au bout du compte, menacer l'ordre et la cohésion du groupe.

Les groupes peuvent être qualifiés de planifiés ou d'émergents. Un groupe planifié est un groupe formé délibérément par ses membres ou par une autorité extérieure¹⁸. Ce genre de groupe

inclut les organisations traditionnelles à structure verticale dans lesquelles les relations hiérarchiques entre les éléments constitutifs sont ordonnées de façon formelle ou institutionnelle, ainsi que les réseaux horizontaux dans lesquels des cellules autonomes synchronisent approximativement leurs actions avec celles d'autres cellules de façon plus ou moins ponctuelle. Un groupe émergent, en revanche, est un ensemble d'individus qui se regroupent spontanément pour agir sans entente préalable¹⁹. Un ANEA est donc considéré comme un groupe planifié plutôt que comme un groupe émergent. Un attroupement tumultueux n'est pas un ANEA, même si des membres d'un ANEA peuvent participer à l'émergence de pareil regroupement violent ou, de fait, l'encourager activement.

Les groupes peuvent également être classés en acteurs étatiques et non étatiques. Selon la formule classique du sociologue Max Weber (1919/1946), la caractéristique qui distingue l'État dans la gamme des communautés humaines est le fait qu'il « revendique avec succès pour son propre compte le *monopole de la violence physique légitime*... [souligné par l'auteur] dans les limites d'un territoire déterminé²⁰ ». L'État peut de temps à autre déléguer le droit de recourir à la force à d'autres institutions ou individus, mais il demeure « l'unique source » de ce « droit²¹ ». Conformément à cette conceptualisation, « acteur étatique » désigne le ou les groupes qui dominent l'amalgame des institutions du pouvoir – qu'il s'agisse d'une structure bureaucratique moderne, féodale ou tribale ou d'une autre structure – que les gens associent généralement à l'architecture de gouvernance dans une entité territoriale particulière. À l'inverse, un « acteur non étatique » est simplement un groupe qui ne dirige ou ne domine pas ces institutions (peu importe qu'il veuille ou non les dominer).

En ce qui concerne de façon particulière les acteurs non étatiques armés, beaucoup de définitions pratiques ont été proposées, dont les suivantes :

« Groupes qui sont armés et recourent à la force pour atteindre leurs objectifs, et qui ne sont pas sous le contrôle de l'État²² [TCO]. »

« Groupes armés qui agissent au-delà du contrôle de l'État²³ [TCO]. »

« Tout acteur armé doté d'une structure de commandement élémentaire agissant hors du contrôle de l'État qui recourt à la force pour atteindre ses objectifs politiques ou supposément politiques²⁴ [TCO]. »

« Tout groupe identifiable qui recourt à des méthodes armées et qui ne fait pas partie de la structure formelle d'un État reconnu²⁵ [TCO]. »

Noter que ces définitions, qui proviennent en grande partie de la communauté de l'aide humanitaire et des droits de la personne, sont des définitions prescrites par l'orientation de l'entité qui les utilise plutôt que des définitions scientifiques. Elles définissent les acteurs avec lesquels, soutiennent-elles, les organisations humanitaires doivent communiquer à un niveau pratique pour atteindre des objectifs politiques particuliers, par exemple un accès négocié pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire en zone de guerre.

Les similitudes des définitions qui précèdent sautent aux yeux. Plus généralement, les définitions des ANEA mettent l'accent sur quatre caractéristiques²⁶.



Photo de Karim Kadim. La Presse canadienne/AP. 1806359

Des manifestants de l'armée du Mahdi à Sadr City, dans la banlieue de Bagdad, le 21 juillet 2006.

Une structure de commandement élémentaire

Un ANEA a une cohérence organisationnelle élémentaire, qui inclut des structures de commandement allant de structures décentralisées vagues (c'est-à-dire des réseaux) à des hiérarchies plus rigides et plus centralisées. L'aspect clé, dans ce cas, est l'ampleur du contrôle que la structure de commandement donne aux dirigeants sur le groupe, c'est-à-dire le fait que le contrôle suffit pour permettre aux dirigeants de l'ANEA de soumettre la conduite de ses combattants à un minimum de retenue. Toutefois, le passage d'al-Qaida (la base – AQ) d'un « terrorisme corporatif » à des « franchises de terreur », ou la transformation apparente du mouvement djihadiste mondial, plus largement, en ce que le sociologue Marc Sagemann (2008) décrit comme un « djihad sans leader²⁷ », remet en question la nécessité de cette caractéristique.

Le recours à la violence à des fins politiques

Un ANEA recourt à la violence en tant que moyen – bien que ce ne soit pas nécessairement le seul moyen ou le moyen principal – de s'opposer au pouvoir politique de gouvernements, de puissances étrangères ou encore d'autres acteurs non étatiques²⁸. Les objectifs politiques pratiques des ANEA sont aussi variés que les groupes eux-mêmes. Il est possible que les ANEA cherchent à protéger ou à promouvoir les intérêts de leur clan, tribu, groupe ethnique ou communauté religieuse à l'intérieur d'un cadre national ou transnational. Il est possible qu'ils cherchent à renverser un gouvernement ou une autorité d'occupation ou, plus fondamentalement, à fomenter une transformation révolutionnaire du régime politique national ou international. Il est possible qu'ils cherchent à conquérir et à dominer un territoire national ou à en détacher une région. Il est possible qu'ils cherchent à préserver un statu quo ou à retourner à un statu quo antérieur qui privilégie leur situation politique, sociale ou encore économique ou celle du groupe qu'ils prétendent représenter. Peu importe

l'état final particulier visé, c'est la capacité – c'est-à-dire les moyens et l'intention – de recourir à la violence pour atteindre des objectifs politiques qui distingue principalement un ANEA d'autres groupes violents et non violents.

Déterminer la capacité de violence politique d'un groupe n'est pas nécessairement aussi simple qu'il n'y paraît. Prenez, par exemple, le groupe islamiste radical Hizb ut-Tahrir al-Islami (le Parti de libération islamique – HT). Le HT est un mouvement islamique international fondé en 1953 par un érudit islamique palestinien et juge du tribunal d'appel de la charia, Taqiuddin an-Nabhani. Le groupe a le même objectif politique que beaucoup de groupes djihadistes violents : la réunification de l'oumma au sein d'un État musulman unique authentique – le califat. Le groupe, qui est un réseau international couvrant plus de 40 pays, qui compte selon une estimation prudente plus d'un million de membres et qui est doté d'une structure clandestine cellulaire qui rappelle celle des bolchéviques russes²⁹, aurait à ce qu'il semble la capacité de recourir à la violence. Mais en a-t-il également l'intention?

Le HT rejette publiquement la violence et ne se livre pas lui-même à des attaques terroristes. Toutefois, le directeur du Nixon Center for International Security and Energy Programs, Zeyno Baran (2004), entre autres, juge son « discours de démocratie et... [son] message de non-violence » superficiel³⁰ [TCO]. M^{me} Baran prétend que le groupe n'a jamais condamné la violence d'autres groupes djihadistes ni dénoncé les attaques terroristes³¹. Sur ce point, au moins, Zeyno Baran se trompe. Le HT a condamné les atrocités commises par le Groupe islamique armé (GIA) durant la guerre civile qui a sévi en Algérie de 1992 à 2002, les attaques du 11 septembre 2001 et les attaques du 7 juillet 2005 en Grande-Bretagne³² (bien qu'on ne puisse pas reprocher à Zeyno Baran de ne pas avoir mentionné les attaques survenues au Royaume-Uni, car elles sont postérieures à la publication de sa monographie). Quoi qu'il en soit, elle continue ainsi :

Le HT fait à bien des égards partie d'un élégant partage des tâches. Le groupe lui-même est actif dans la préparation idéologique des musulmans, alors que d'autres organisations se chargent de la planification et de l'exécution d'attaques terroristes. En dépit de ses objections à cette caractérisation, le HT sert aujourd'hui de facto de courroie de transmission aux terroristes³³ [TCO].

Pour sa part, le gouvernement du Royaume-Uni ne partage pas cette vision simpliste de « courroie de transmission » du HT. Un document « à diffusion restreinte » divulgué au *Sunday Telegraph* en 2010 et intitulé « Government strategy towards extremism » (Stratégie gouvernementale relative à l'extrémisme) se lit ainsi :



Photo de Getty Images 51398725

Des guérilleros des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), à Uribia, en Colombie, le 25 octobre 1999.

Certains soutiennent parfois que les extrémistes violents sont graduellement devenus des terroristes par le biais d'un engagement passager envers un extrémisme islamiste non violent, par exemple un engagement du genre qui est associé à al-Muhajiroun ou à Hizb ut-Tahrir... Nous ne croyons pas qu'il soit exact de voir la radicalisation, dans notre pays, comme une « courroie de transmission » linéaire entre les revendications et la violence... Cette thèse semble à la fois mal interpréter le processus de radicalisation et donner trop de poids aux facteurs idéologiques³⁴ [TCO].

Le politologue Emmanuel Karagiannis et le psychosociologue Clark McCauley (2006) ont présenté une analyse plus fine de l'approche du HT à la violence politique. Ils soutiennent que « [l]e contenu de l'idéologie du Hizb ut-Tahrir, qui est basée sur une interprétation sélective de la théologie et de l'histoire islamiques, sert de barrière à l'adoption de la violence en tant que méthode d'établissement d'un état islamique³⁵ [TCO] ». La stratégie du HT, qui est essentiellement la même depuis plus de cinquante ans, consiste en un programme d'action en trois étapes qui imite la progression de la mission du prophète Mahomet : a) recrutement de l'avant-garde, b) islamisation de la société et c) établissement de l'État et propagation de l'islam par le djihad³⁶. Le HT se voit à la deuxième étape du processus, qui concerne le renversement pacifique des régimes musulmans existants. Le groupe a pour tâche de persuader la société et, surtout, les forces de sécurité d'embrasser l'islam, parce que ce sont elles qui vont faire les *coups d'État* pacifiques qui vont faire tomber les régimes actuels³⁷. La guerre que le HT livre au cours de la deuxième étape est une guerre pour le cœur et l'esprit des musulmans; ce n'est pas une guerre livrée sur le champ de bataille. Cela ne veut pas dire que le HT rejette la violence en soi. Dans la troisième étape du plan d'action, le djihad est la méthode par laquelle l'État musulman réunifié propage l'islam dans le monde. Toutefois, seul le calife peut déclarer le djihad; le HT – ni aucun autre groupe non étatique, à son avis – ne peut prendre sur soi de le déclarer. (La résistance à une occupation étrangère, comme en Iraq et en Afghanistan, est toutefois permise, en l'absence de la sanction du calife). En ce sens, la conception que le HT a de la violence politique ressemble à la vision centrée sur l'État de l'Occident : la violence sanctionnée par l'État (islamique) est légitime, alors que la violence dans laquelle on s'engage sans l'autorité de l'État constitue du terrorisme (encore une fois, sauf dans le cas de l'invasion du territoire musulman par des forces étrangères)³⁸.

Karagiannis et McCauley (2006) supposent toutefois que, dans certaines circonstances, le HT et ses partisans pourraient recourir à la violence. Le groupe pourrait par exemple décider de s'écarter du modèle en trois étapes du prophète Mahomet. Il pourrait d'un autre côté soutenir que la situation a déjà atteint la troisième étape du djihad, par exemple si un leader musulman véritable prenait le pouvoir dans un État et déclarait de manière crédible le rétablissement du califat. Une action répressive de l'État contre le groupe, en particulier la suppression ou l'élimination de ses dirigeants, pourrait amener le mouvement à se fracturer, des factions dissidentes recourant par la suite à la violence. Le groupe pourrait également s'associer dans certains pays aux forces militaires à l'occasion d'un coup d'État violent³⁹.

La question est toujours la même : Le Hizb ut-Tahrir est-il un ANEA? Le groupe devrait-il se retrouver sous le microscope de notre analyse? Étant donné les ambiguïtés de l'idéologie et de la stratégie du groupe concernant le recours à la violence, dont le point saillant est le fait que nous ne pouvons pas avec confiance

exclure le recours par le groupe à ce genre de méthodes dans certaines circonstances, il est possible de soutenir que nous devrions, pour les fins de l'analyse, considérer le HT comme un ANEA.

Noter la réserve « pour les fins de l'analyse ». Le terme ANEA n'est pas une désignation prescrite par une politique. Le simple fait qu'un groupe est considéré comme un ANEA ne sous-entend pas nécessairement que les gouvernements devraient intervenir contre lui en recourant à un genre ou un autre de suppression. Il s'agit là de décisions qui doivent s'appuyer sur un genre différent d'évaluation, à savoir une évaluation de la menace reposant sur le renseignement. Nous sommes ici seulement intéressés à améliorer la compréhension que nous avons des motivations et des intentions d'un groupe donné d'acteurs non étatiques. Le terme ANEA sert à désigner ce groupe d'intérêt particulier du point de vue de la recherche pure plutôt que de celui du maintien opérationnel de l'ordre ou de la sécurité nationale.

Autonomie par rapport au contrôle de l'État

Un ANEA existe hors de la structure institutionnelle formelle de l'État, mais il conserve également la capacité de prendre indépendamment des décisions. Autrement dit, c'est une entité autonome, pas simplement un appendice d'un État ou de ses forces de sécurité; il agit au-delà du contrôle responsable des gouvernements⁴⁰. Bien qu'il puisse soutenir activement un régime et collaborer avec lui, et avoir en retour le soutien du régime, cette collaboration découle d'une coïncidence perçue des intérêts de l'ANEA et de l'État plutôt que d'une réaction à des ordres supérieurs.

La relation entre les Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia – Ejército del Pueblo (Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée populaire, connues sous le nom de FARC – EP ou FARC) et le régime vénézuélien de feu le président Hugo Chavez illustre bien ce point. En mai 2011, l'International Institute for Strategic Studies (IISS) a publié un dossier de 240 pages analysant les échanges de courriels et des documents stratégiques trouvés dans huit supports de données informatiques appartenant à Luis Edgar Devía Silva (alias Raúl Reyes), un des sept membres du conseil suprême des FARC (officiellement appelé le Secrétariat) et chef de son Comité international (COMINTER)⁴¹. Reyes a été tué et les archives électroniques ont été récupérées à l'occasion d'un raid des forces militaires de la Colombie contre un camp des FARC situé de l'autre côté de la frontière en Équateur, en mars 2008. Ces archives ont mis en lumière la relation d'ordre pragmatiquement collaborative mais souvent orageuse entre les FARC et le gouvernement du Venezuela. Aux yeux du président Chavez, l'ANEA colombien était un allié stratégique dans la défense de sa révolution bolivarienne contre l'agression américaine de même qu'un partenaire dans la formation d'un bloc révolutionnaire dans toute la région. Il l'a en conséquence autorisé à maintenir des zones de soutien dans les régions voisines de la Colombie et promis un soutien financier et d'autres formes de soutien matériel (même si, souvent, il n'a pas respecté ces promesses, à la grande déception des leaders des FARC). Même si les relations ont mal tourné en 2004, Chavez a cherché à se réconcilier avec le groupe après une rupture de 18 mois, initiative qui a coïncidé avec une détérioration marquée des relations avec Bogotá. En échange du soutien du Venezuela, les FARC ont aidé à donner aux forces paramilitaires du régime une instruction en guérilla et en guerre urbaine après le coup d'État de 2002 qui a brièvement chassé Chavez du pouvoir. Les archives laissent aussi entendre qu'on aurait demandé aux FARC d'assassiner deux des adversaires politiques intérieurs de

Chavez. Néanmoins, bien que disposées à collaborer avec Caracas pour faire progresser leurs intérêts, les FARC ont conservé leur indépendance opérationnelle. En 2008, l'enquêteur principal de la NEFA Foundation, Douglas Farah, a conclu d'après son analyse antérieure des mêmes documents de Reyes, que « la longue relation cordiale entre les FARC et Chávez a cessé d'être une relation d'amitié pour se transformer en relation entre alliés et associés [souligné par l'auteur] dans laquelle chacun [se sert] de l'autre pour faire progresser un programme particulier⁴² [TCO] ». Autrement dit, les FARC n'étaient pas et ne sont pas « simplement un instrument » du régime de Chavez.

Un certain contrôle du territoire

Un ANEA contrôle efficacement un territoire (qui n'est pas nécessairement délimité avec précision) et sa population. Cette domination n'exige pas nécessairement une présence visible permanente. La présence de l'ANEA peut être intermittente et sa domination peut être exercée par l'entremise d'agents « cachés » intégrés à la population⁴³.

privées (CSP) et compagnies militaires privées de sécurité (CMPS). Ces caractéristiques nous offrent néanmoins les éléments fondamentaux nécessaires pour formuler une définition pratique des ANEA :

groupe opérationnel planifié autonome qui a la capacité d'utiliser la violence à des fins politiques.

Notez qu'elle fait abstraction de l'exigence relative à la territorialité – c'est-à-dire la mesure dans laquelle les aspirations ou encore les activités d'un ANEA sont liées à un territoire particulier – afin d'englober dans la définition les acteurs déterritorialisés ou transnationaux. Notez aussi la caractéristique de « groupe planifié », dont il a été question plus haut, qui s'ajoute afin de distinguer les ANEA des groupes spontanés d'individus qui se forment dans, disons, des manifestations sur la place publique ou des émeutes.

Le théoricien des relations internationales Ulrich Schneckener (2009) adopte une définition semblable à celle que nous présentons ici⁴⁴. Il est cependant significatif qu'il ne limite pas les ANEA à la poursuite d'objectifs politiques, de sorte qu'il inclut ainsi dans son univers des ANEA les criminels,

les maraudeurs et mercenaires et les CSP et CMPS. Pour notre part, nous ne les considérons pas comme des ANEA, mais nous les incluons dans la catégorie plus vaste des acteurs non étatiques violents (ANEV)⁴⁵. Selon la définition du spécialiste des relations internationales Kledja Mulaj (2009), les ANEV sont des « ...groupes non étatiques armés qui font de la violence organisée un outil qui leur permet d'atteindre leurs objectifs⁴⁶ ([TCO] »). Bien que semblables, ces deux termes, ANEA et ANEV, ne sont pas tout à fait identiques. Tout comme Schneckener (2009), Mulaj ne qualifie pas le terme « objectifs » dans sa définition. Par conséquent, le terme ANEV peut s'appliquer à une large gamme d'acteurs qui sont ou peuvent être violents, par exemple les groupes criminels, les milices, les seigneurs de guerre et les autres acteurs qui poursuivent une large gamme d'objectifs qui ne sont pas strictement politiques. De fait, c'est précisément la nature de ces objectifs qui distingue les ANEA des ANEV. Un ANEV peut poursuivre n'importe quel objectif – criminel, mercenaire, politique, millénariste et ainsi de suite – alors qu'un ANEA est expressément limité à la poursuite, dans l'ensemble, d'objectifs politiques.

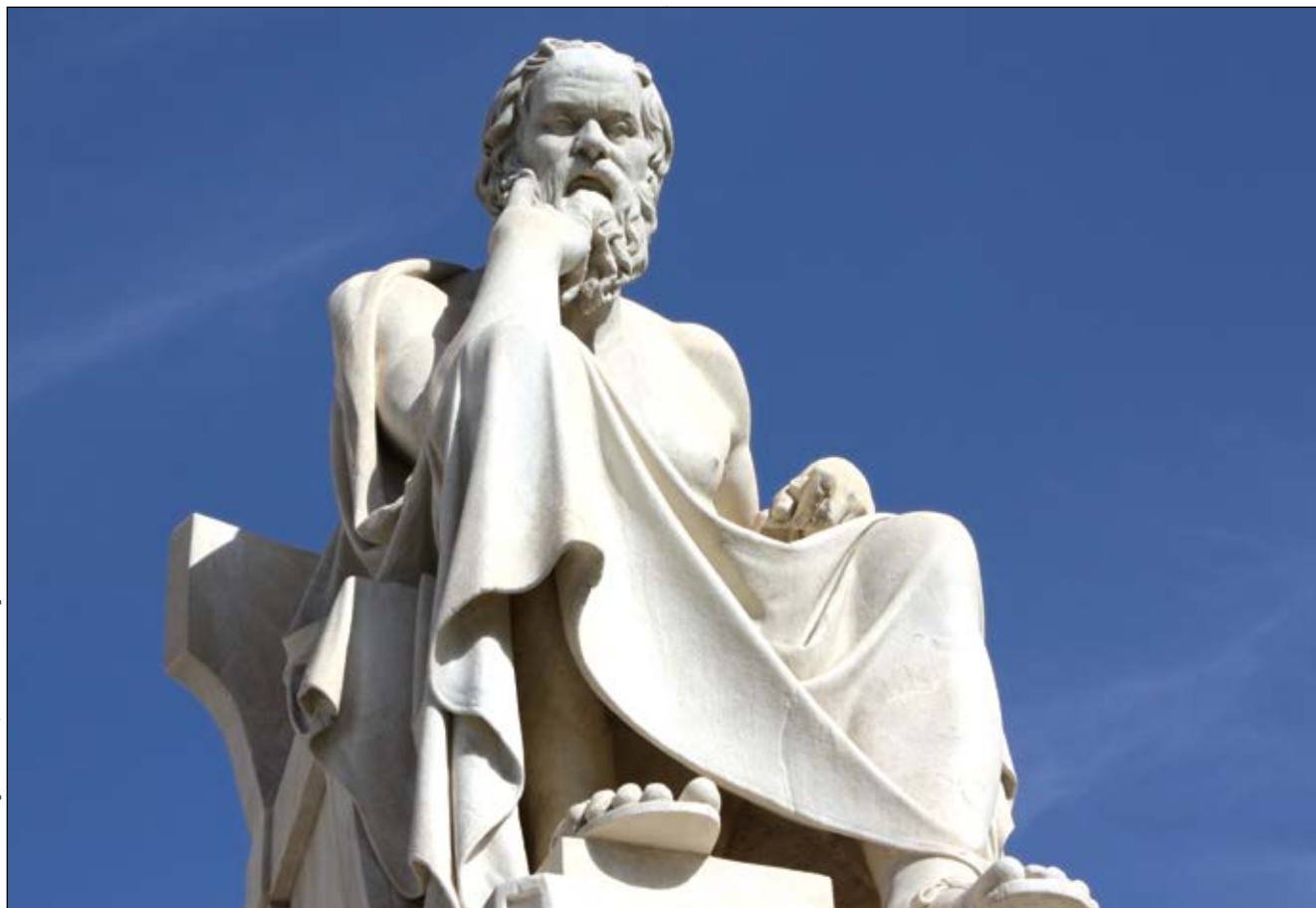


Présence des FARC au Venezuela, 1999-2010.

Il faut reconnaître que ces quatre caractéristiques déterminantes sont restrictives. Elles limitent les ANEA à un sous-ensemble d'acteurs non étatiques qui recourent à la violence dans un contexte de conflit social. Les acteurs ainsi exclus sont notamment les groupes criminels, les forces paramilitaires relevant de l'État et les compagnies de sécurité

Les ANEA constituent par conséquent logiquement une sous-catégorie des ANEV. Autrement dit, un ANEA est nécessairement un ANEV, mais un ANEV n'est pas nécessairement un ANEA. Tout dépend donc des objectifs que l'acteur non étatique en question poursuit par le recours à la violence ou la menace d'un recours à la violence.

Photo de Brígida Soriano, Shutterstock image 64895350



Socrate à Athènes.

Les ANEA sont-ils les seuls groupes qui sont ou peuvent être violents dans l'espace de combat? Certainement pas. Sont-ils même les ANEV les plus importants dans l'environnement opérationnel? Pas nécessairement. Prenez, par exemple, l'actuelle situation meurtrière au Mexique. Dans l'État du Chiapas, dans le sud, l'ANEA révolutionnaire de gauche connu sous le nom d'Ejército Zapatista de Liberación Nacional (Armée zapatiste de libération nationale, ou EZLN) a lancé en 1994 un soulèvement armé contre le gouvernement du Mexique. Ce soulèvement est-il la source de la violence généralisée qui afflige depuis plusieurs années le Mexique? La réponse est non. Depuis sa brève insurrection avortée du milieu des années 1990, l'EZLN a principalement concentré ses efforts sur des moyens non violents pour attirer l'attention nationale et internationale sur ses exigences politiques. Ce sont plutôt les cartels de la drogue tels que le cartel de Sinaloa et le cartel de Los Zetas, plutôt que l'EZLN⁴⁷, qui portent complètement la responsabilité de la mort de quelque 47 515 personnes au Mexique au cours des cinq dernières années⁴⁸.

Il est certain que les ANEA font partie de l'équation complexe dans l'espace de combat, mais, ainsi que l'expérience du Mexique le démontre, il existe aussi dans cet espace d'autres groupes violents. Ces autres ANEV n'entrent toutefois pas dans notre définition pratique d'ANEA, car ils ne respectent pas les exigences élémentaires que sont la prise autonome des décisions et le recours à la violence pour des raisons politiques. Bien qu'ANEA soit plus inclusif qu'insurgé ou terroriste, ce n'est pas un terme général qui englobe chacun des acteurs qui sont ou peuvent être violents dans l'espace où se déroule un conflit.

Il y a une autre raison pour laquelle nous préférons ANEA comme désignation privilégiée de ces acteurs. Bien que, ainsi que la définition de Mulaj (2009) l'indique clairement, la violence soit un outil – et pas nécessairement l'outil *par excellence* ou le seul outil – auquel les ANEV recourent, acteur non étatique « violent » pourrait donner à tort à ceux qui ne connaissent pas les subtilités de la terminologie (en particulier les personnes qui sont au niveau où s'élaborent les politiques) l'impression que la violence est tout pour ces groupes. Cela masque le fait que les ANEA ne sont pas tous complètement irréconciliables et qu'ils ne pourront jamais, en aucune circonstance, changer d'objectif ou de stratégie, tout particulièrement pour ce qui est de recourir à une violence politique collective, et cela explique notre préférence pour le terme ANE « armé ». Plutôt qu'une stratégie qui ne varie pas ou une caractéristique inhérente, cela suggère un potentiel ou une capacité de violence que ces groupes peuvent exploiter dans un ensemble de circonstances donné.

Conclusion

La sagesse commence dans la définition des termes.

~Socrate

Les arguments présentés dans les pages précédentes sont relativement simples. Les termes que nous utilisons couramment pour désigner des adversaires irréguliers dans l'environnement opérationnel contemporain ne passent pas le test. Ils sont chargés sur le plan émotif, incendiaires sur le plan politique et limités sur le plan analytique. Nous offrons à leur

place une autre appellation – acteur non étatique armé – qui est un terme descriptif global neutre sur le plan de l'analyse et des émotions, et proposons une définition pratique de cette expression technique. Si l'on suppose que ces arguments ont été persuasifs, on se demande toujours si cela a de l'importance. Est-ce que ce qui précède est une démarche sémantique intéressante, mais essentiellement non pertinente? Pour répondre à cette question, nous devons la situer dans le contexte plus large du développement des connaissances et de la communication dans la communauté de la défense et de la sécurité.

Une terminologie commune normalisée est nécessaire pour la production et le développement des connaissances en matière de science et technologie (S et T) dans le domaine de la défense. L'environnement opérationnel contemporain est extrêmement complexe, trop considérable pour qu'une personne seule puisse intuitivement le saisir entièrement ou de façon globale. Cela dépasse tout simplement les capacités cognitives des êtres humains. Nous comptons par conséquent sur le développement des connaissances grâce à la méthode analytique : subdiviser le tout en ses éléments constitutifs pour qu'il soit plus facile « d'aller en profondeur » dans ces parties plus petites et ensuite rassembler les parties pour mieux comprendre le nouveau tout. Il est essentiel, dans ce processus de développement des connaissances, de commencer par préciser et définir les termes normalisés – comme ANEA. Cela nous permet de déterminer clairement les entités qui présentent un intérêt dans l'espace des conflits sociaux pour que nous puissions ensuite concentrer de façon efficiente et efficace nos ressources intellectuelles (limitées) sur la population en cause. Cela nous permet également de cerner l'espace associée au problème, de ramener la complexité du tout à des proportions raisonnables et, ce faisant, de soutenir et entretenir le processus de développement des connaissances de S et T dans le domaine de la défense.

Une terminologie commune normalisée est aussi essentielle pour que la communication soit claire. L'énoncé de la Politique de la terminologie de la défense du MDN est sur ce point sans équivoque :

Une terminologie d'accès facile, cohérente et normalisée est nécessaire à la création et au maintien d'un vocabulaire courant, qui permet une compréhension et des communications claires et accroît l'interopérabilité avec les gens et les systèmes d'information au MDN et dans les CF [sic], avec nos principaux alliés, les autres ministères et organismes gouvernementaux, les autres niveaux [sic] de gouvernement et certains organismes non gouvernementaux⁴⁹.

Une terminologie que tous comprennent et définissent avec précision dans le domaine de la défense et de la sécurité nous permet de nous parler sans devoir retourner aux premiers principes dans chaque conversation. Des termes normalisés – comme ANEA – expriment une abondance d'information implicite. Chaque fois que nous voulons parler de cette catégorie d'acteur non classique, nous utilisons simplement le terme abrégé ANEA en partant du principe que nos interlocuteurs ont la même connaissance de base de ce terme que nous. Autrement dit, nous ne sommes pas obligés de reprendre les points dont traite en long et en large le présent article chaque fois que nous parlons d'un ANEA. L'utilisation de termes communs et définis d'une manière uniforme rend la communication beaucoup plus compréhensible et la transmission des connaissances beaucoup plus efficiente.

Pour résumer, la présente démarche d'élaboration terminologique est plus qu'un piège à con. Du point de vue du développement et de la communication des connaissances en matière de S et T dans le domaine de la défense, elle est la première étape cruciale pour améliorer la compréhension que nous avons d'une catégorie de plus en plus importante d'adversaires irréguliers dans l'espace de combat de l'avenir.



Photo de Stringer Afghanistan, Reuters PTXQ75F

Un combattant taliban, arme à la main, dans un lieu non dévoilé en Afghanistan, le 30 octobre 2009.

Photo de Nabil Juranee, La Presse canadienne/AP 1135535



Chiites manifestant contre les opérations des troupes de la coalition en Iraq, le 12 août 2004.

NOTES

1. Au RDDC Toronto, il réalise des travaux de recherche exploratoire et appliquée sur le rendement cognitif et social humain dans des contextes de débat contradictoire liés au domaine de la défense et de la sécurité et se spécialise notamment dans la psychosociologie de l'insurrection et du terrorisme. Il occupe actuellement le poste d'administrateur d'un projet pluriannuel d'élaboration d'un cadre conceptuel permettant de comprendre les motivations, les intentions et les comportements des acteurs non étatiques armés (ANEA). L'auteur désire remercier Keith Stewart, Peter Tikuisis et Dwayne Hobbes, de la section des systèmes sociocognitifs du RDDC Toronto, pour leurs commentaires sur une version antérieure du présent article. Les opinions exprimées ici sont toutefois exclusivement celles de l'auteur.
2. « Insurrection », dans la *Banque de terminologie de la Défense*, à <http://terminology.mil.ca/TermBaseWeb/Print.aspx?srcexpid=1932417>, consulté le 28 mai 2012.
3. « Terroriste », dans la *Banque de terminologie de la Défense*, à <http://terminology.mil.ca/TermBaseWeb/Print.aspx?srcexpid=2013557>, consulté le 28 mai 2012.
4. M. Kelly, « Rumsfeld downplays resistance in Iraq », dans *Associated Press*, 19 juin 2003.
5. G. Bruno, « Backgrounder: Finding a place for the "Sons of Iraq" », Council on Foreign Relations, 9 janvier 2009.
6. Afghanistan NGO Safety Office, *Quarterly data report Q.1 2012*, Kaboul, Afghanistan, ANSO, 2012, p. 6. Les attaques exécutées à l'aide d'engins explosifs improvisés (IED) et de tirs indirects viennent respectivement au deuxième et au troisième rangs dans les choix tactiques des talibans.
7. Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, *Afghanistan: Annual report 2011 – Protection of civilians in armed conflict. Executive summary and recommendations*, Kaboul, Afghanistan, MANUA, 2012, p. 1.
8. G. Peters, *Seeds of terror: How heroin is bankrolling the Taliban and al Qaeda* (New York, NY, St. Martin's, 2009), p. 14.
9. *Ibid.*
10. *Ibid.*, p. 13.
11. S. Tavernise, « Relations sour between Shiites and Iraq militia », dans *The New York Times*, 12 octobre 2007.
12. T. Peter, « After setbacks, Sadr redirects Mahdi Army », dans *The Christian Science Monitor*, 11 août 2008.
13. « Acteur non étatique », *Banque de terminologie de la Défense*, à <http://terminology.mil.ca/TermBaseWeb/Print.aspx?srcexpid=2112183>, consulté le 28 mai 2012.
14. Concernant la distinction entre *unité* et *niveau* d'analyse, voir A. Yurdusev, « "Level of analysis" and "unit of analysis": A case for distinction », dans *Millennium: Journal of International Studies*, vol. 22, n° 1, 1993, p. 77-88.
15. J. Scott et G. Marshall (éditeurs intellectuels), *A dictionary of sociology* (3^e édition) (Oxford, R.-U., Oxford University Press, 2005), p. 257. Le terme *groupe* désigne aussi des ensembles ou catégories d'individus (c'est-à-dire des classes sociales, des groupes démographiques et ainsi de suite) qui peuvent ne pas partager un sentiment d'unité ou avoir une interaction sociale régulière. D'autres définitions, dans la documentation sur les sciences sociales, soulignent des caractéristiques différentes des liens sociaux en question et mettent entre autres l'accent sur les aspects du groupe touchant la communication, les structures, la psychologie ou encore l'identité. Pour différentes définitions, voir D. Forsyth, *Group dynamics* (4^e édition) (Belmont, CA, Thomson Wadsworth, 2006), p. 4, tableau 1-1.
16. B. Anderson, *Imagined communities: Reflections on the origin and spread of nationalism* (édition revue) (Londres, Verso, 2006), p. 6.
17. *Ibid.*, p. 7.
18. Forsyth, *Group dynamics*, p. 6.
19. *Ibid.* L'évolution des médias sociaux accroît énormément la coordination qui peut être à la base de rassemblements en apparence « spontanés » tels que les manifestations prodémocratie de la place Tahrir du Caire durant le printemps arabe. Ainsi qu'un activiste égyptien l'a fait remarquer, « Nous utilisons Facebook pour communiquer le lieu et l'heure des manifestations, Twitter pour les coordonner et YouTube pour en parler au monde entier » – cité dans P. Howard, « The Arab Spring's cascading effects », dans *Miller-McCune*, 23 février 2011.
20. M. Weber, « Le métier et la vocation d'homme politique » [conférence donnée à l'Université de Munich, en janvier 1919], dans Julien Freund (trad.), *Le Savant et le politique* (Chicoutimi, Bibliothèque Paul-Émile Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi, 2001), p. 28-71.
21. *Ibid.*
22. D. Petrasek, *Ends and means: Human rights approaches to armed groups* (Versoix, Suisse, International Council on Human Rights Policy, 2001), p. 5.
23. C. Holmqvist, « Engaging armed non-state actors in post-conflict settings », dans A. Bryden et H. Hänggi (éditeurs intellectuels), *Security governance and post-conflict peacebuilding* (Berlin, Lit Verlag, 2005), p. 45.
24. Geneva Call, *Armed non-state actors and landmines: Vol. 1. A global report profiling NSAs and their use, acquisition, production, transfer and stockpiling of landmines* (Genève, Geneva Call,

- 2005), p. 10.
25. Y. Moser-Puangsuwan, « Non-state armed groups », *Landmine Monitor Fact Sheet*, avril 2007, p. 1, n° 1, à <http://www.icbl.org/lm/content/download/24808/440570/file/NSAG.pdf>, consulté le 28 mai 2012.
 26. Voir Bruderlein, *The role of non-state actors...*, p. 6-7; Glaser, *Negotiated access...*, p. 20-22; P. Policzer, *Neither terrorists nor freedom fighters*, Armed Groups Project Working Paper 5 (Calgary, AB, Université de Calgary, Latin American Research Centre, 2005), p. 6.
 27. M. Sagemann, *Leaderless jihad: Terror networks in the twenty-first century* (Philadelphie, PA, University of Pennsylvania Press, 2008).
 28. Pour une discussion d'autres fonctions de la violence politique collective, voir J. Moore, « Note au dossier : Les fonctions de la violence insurrectionnelle : une perspective systématique », dans *Le Journal de l'Armée du Canada*, vol. 14, n° 2.
 29. E. Karagiannis et C. McCauley, « Hizb ut-Tahrir al-Islami: Evaluating the threat posed by a radical Islamic group that remains nonviolent », dans *Terrorism and Political Violence*, vol. 18, 2006, p. 317.
 30. Z. Baran, *Hizb ut-Tahrir: Islam's political insurgency* [monographie] (Washington, D.C., The Nixon Center, 2004), p. 1.
 31. *Ibid.*, p. 11.
 32. Concernant les brochures du HT où se trouvent ces condamnations, voir « Banning non-violent Hizb ut-Tahrir (HT), is the real threat to the British way of life » [pétition en ligne], dans *Petition Online*, à <http://www.petitiononline.com/HTban/petition.html>, consulté le 28 mai 2012. Prière de noter que la référence qui figure dans le présent article sur le contenu de la pétition n'est absolument pas synonyme d'approbation ni de soutien de la pétition elle-même.
 33. Baran, *Hizb ut-Tahrir...*, p. 11.
 34. A. Gilligan, « Hizb ut Tahrir is not a gateway to terrorism, claims Whitehall report », dans *The Telegraph*, 25 juillet 2010.
 35. Karagiannis et McCauley, « Hizb ut-Tahrir al-Islami... », p. 329.
 36. *Ibid.*, p. 318.
 37. *Ibid.*, p. 326.
 38. *Ibid.*, p. 328.
 39. *Ibid.*, p. 329-330.
 40. Pour plus de détails concernant le concept du contrôle responsable, voir James Moore, « Beyond the pale? The international legal basis of the Bush Doctrine » [mémoire de maîtrise non publié] (Toronto, ON, Université York, Osgoode Hall Law School, 2006).
 41. J. Lockhart Smith et N. Inkster (éditeurs intellectuels), *The FARC files: Venezuela, Ecuador and the secret archive of 'Raúl Reyes'* (Londres, International Institute for Strategic Studies, 2011); examiné dans S. Romero, « Venezuela asked Colombian rebels to kill opposition figures, analysis shows », dans *The New York Times*, 10 mai 2011.
 42. D. Farah, « What the FARC papers show us about Latin American terrorism », NEFA Foundation, 1^{er} avril 2008, p. 8, 16.
 43. Glaser, *Negotiated access...*, p. 20.
 44. U. Schneckener, *Spoilers or governance actors? Engaging armed non-state groups in areas of limited statehood*, SFB-Governance Working Paper No. 21 (Berlin, DFG Research Center (SFB) 700, octobre 2009), p. 8-9.
 45. Pour une étude exhaustive de la documentation sur les sciences sociales relative aux ANEV, voir L. Fenstermacher, L. Kuznar, T. Rieger et A. Speckhard (éditeurs intellectuels), *Protecting the Homeland from international and domestic terrorism threats: Current multi-disciplinary perspectives on root causes, the role of ideology, and programs for counter-radicalization and disengagement* (Arlington, VA, Office of Secretary of Defense, Director, Defense Research & Engineering, 2010).
 46. K. Mulaj, « Introduction—Violent non-state actors: Exploring their state relations, legitimation and operationality », dans K. Mulaj (éditeur intellectuel), *Violent non-state actors in world politics* (New York, Columbia University Press, 2009), p. 3.
 47. Pour un tour d'horizon de la sanglante dispute territoriale dans le nord-est du Mexique entre les deux cartels et leurs alliés respectifs, voir « Mexico security memo: Zetas-Sinaloa conflict », Stratfor Global Intelligence, 16 mai 2012.



Des combattants talibans pakistanais à bord d'un camion dans la vallée de Buner qui est située au nord-ouest d'Islamabad, le 24 avril 2009.

Photo de STR New, Reuters RTXECTS

Photo de Finbarr O'Reilly, Reuters RTRIRERL



Des soldats canadiens fatigués font une pause pour fumer une cigarette, le 3 juillet 2007.

« LE JEU EN VALAIT-IL LA CHANDELLE? » L'INTERVENTION DU CANADA EN AFGHANISTAN ET LES PERCEPTIONS DE SUCCÈS ET D'ÉCHEC

Sean Maloney

Introduction

En 2012, la direction de l'Université du Manitoba m'a invité à donner une conférence sur les opérations canadiennes en Afghanistan, en particulier du point de vue des grands enjeux de l'intervention canadienne et occidentale dans ce pays au cours des 20 dernières années. J'ai donc préparé une présentation fondée sur mes travaux préliminaires touchant l'histoire de l'Armée canadienne en Afghanistan entre 2001 et 2011, c'est-à-dire le projet dont je m'occupe actuellement pour l'Armée canadienne. J'ai cependant réalisé, au cours de cette présentation et par la suite, que la conférence que j'avais préparée était trop détaillée et présumait une trop grande connaissance du sujet de la part des membres d'un public diversifié. Le temps me manquait pour définir un terrain commun pour moi et le public. De plus, durant des conversations informelles à l'occasion de mes rencontres dans divers lieux avant et après ma conférence, il m'est apparu clairement que beaucoup des gens que je rencontrais s'intéressaient avant tout à un complexe politico-médiatique particulier, et ce, sans égard à toute nouvelle information ou à

toutes pistes que j'étais en mesure de fournir en raison de mon niveau d'accès à l'information sur la guerre en Afghanistan, tant sur le plan de la documentation que sur le plan de l'expérience personnelle que j'ai acquise à l'occasion des dix déploiements en opération auxquels j'ai participé entre 2003 et 2011.

J'ai évidemment été surpris qu'un *même*¹ des médias puisse dominer à ce point au sein d'un groupe d'universitaires et de spécialistes. J'ai été formé selon une tradition universitaire où les idées sont débattues et la quête de points de vue différents, de nouvelles informations et de perspectives inédites est au cœur de la profession. Habituellement, il s'agit d'un processus litigieux, mais professionnel. Généralement, le mélange de ces éléments confirme nos préjugés ou crée un genre de nouvelle synthèse qui lance une autre ronde de discussions. Je n'ai pas constaté ce même processus à l'occasion de ma présentation sur l'Afghanistan. J'ai

Sean M. Maloney, Ph. D., enseigne l'histoire au Collège militaire royal du Canada et a enseigné pendant longtemps des cours du Programme en études sur la conduite de la guerre du Collège. Il occupe actuellement le poste de conseiller en histoire de la guerre en Afghanistan auprès de l'Armée canadienne.



Un soldat canadien tourne le dos à un hélicoptère *Blackhawk* qui décolle de la base d'opérations avancée de Ma'sum Ghar, le 1^{er} juillet 2007.

plutôt vu des opinions fermement arrêtées sur l'implication du Canada en Afghanistan, des opinions qui faisaient abstraction des faits présentés par une personne chargée de comprendre notre implication dans un pays démographiquement endommagé et presque postapocalyptique. Ces opinions étaient conditionnées par les modèles de recherche existants sur la manière dont le Canada se comporte habituellement ou s'est comporté par le passé ou *devrait* se comporter sur la scène internationale, ainsi que par l'information diffusée par les médias. Cependant, aucun de ces modèles n'explique adéquatement ou plus que très superficiellement la raison pour laquelle le Canada est allé en Afghanistan et ce que les Canadiens y ont fait. Certainement aucune mesure de « valeur » n'a été présentée jusqu'à maintenant qui soit susceptible de faire consensus.

Le même

Le même « Le jeu en valait-il la chandelle? » est apparu en juillet 2011 au moment où le Canada mettait fin à ses opérations dans le sud de l'Afghanistan. L'idée de se questionner sur la valeur des opérations du Canada en Afghanistan n'était pas nouvelle : les critiques de la mission, en particulier ceux appartenant au Nouveau parti démocratique (NPD) et ceux sensibles aux pertes, posaient les mêmes questions à l'automne 2006 et à nouveau au printemps 2007. La différence, en 2011, était que l'opération *Athena* était terminée et qu'il était naturel de regarder en arrière pour voir le chemin parcouru par le Canada après de si nombreuses années. Aucun commentaire détaillé n'a été diffusé sur ces questions par le gouvernement Harper, pas plus que par les bureaucrates non élus. Le même « Le jeu en valait-il la chandelle? » est, essentiellement, une création des médias et de leurs compagnons d'armes, les sondeurs.

La fin de la mission à Kandahar en Afghanistan et l'annonce publique que la fin de cette mission mettait un terme aux opérations de combat du Canada en Afghanistan ont amené la Canadian Broadcasting Corporation à poser la question « Le jeu en valait-il la chandelle? » durant son programme intitulé *Cross-Country Checkup* du 10 juillet 2011². Le *Ottawa Sun* a commandité un sondage à la firme Léger Marketing et l'a publié dans son édition du 4 août 2011; 30 % des personnes interrogées pensaient que oui, le jeu en valait la chandelle, tandis que 58 % étaient d'avis que nos objectifs n'étaient pas atteints au moment où nous avons « quitté » l'Afghanistan à l'été 2011³. Le *National Post* a ensuite publié un long article à ce sujet le 8 août 2011, à l'instar d'autres publications moins importantes comme le *Socialist Worker*⁴. En l'espace d'environ quatre semaines, la majorité des médias canadiens ont posé la même question, de la même manière, mais seulement quelques-uns d'entre eux y ont répondu, et ce, en se référant à eux-mêmes.

Ensuite, ce même a amorcé une phase de dormance avant de refaire surface dans la couverture médiatique précédant le jour du Souvenir en novembre 2011. Comme il s'agissait du premier jour du Souvenir depuis la fin des opérations de combat en Afghanistan, presque tous les médias ont jugé pertinent de reposer la même question. Après une autre période de dormance, Paul Koring, du *Globe and Mail*, a réactivé le même dans son article du 6 février 2012 exposant l'opinion de l'ex-ambassadeur Chris Alexander, de l'ancien commandant du Commandement de la Force expéditionnaire canadienne (COMFEC), le lieutenant-général Michel Gauthier, du détenu et critique Amir Attaran, de l'ancien chef de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), Nipa Bannerjee, de l'activiste antiguerre Raymond Legault et du colonel à la retraite Pat Stogran, commandant du contingent canadien de l'opération *Apollo* en 2002⁵.

Les divers médias, à l'unisson, posaient la même question encore et encore : « Le jeu en valait-il la chandelle? ». Aucun ne fournissait d'explications supplémentaires sur ce qu'ils entendaient par « valeur ». Tous sous-entendaient, sans le dire clairement au départ, que ce qu'ils entendaient par « valeur » était le nombre de Canadiens ayant perdu la vie. Certains avançaient le coût estimatif de notre implication, mais il était évident qu'ils voulaient vraiment utiliser le nombre de morts comme critère d'efficacité.

Tout au long du conflit, les médias canadiens sont restés obnubilés par les cérémonies de débarquement des dépouilles et par les morts et blessés canadiens, à l'exclusion presque totale de tout autre sujet concernant l'Afghanistan. Cette couverture médiatique des morts canadiens a eu un effet direct sur le chef de l'opposition et sur ses demandes répétées de retrait du Canada en 2006, puis à nouveau en 2007. M. Layton a expressément mentionné les pertes canadiennes comme principal motif de son opposition à la poursuite des opérations de combat⁶. Il n'est pas surprenant que les médias, et les critiques de l'implication canadienne, souhaitent utiliser leurs propres critères d'efficacité lorsqu'ils analysent la « valeur » de la participation du Canada à la guerre en Afghanistan.

Ce même se définit donc comme suit :

- L'implication du Canada en Afghanistan a entraîné des pertes chez les Canadiens et la dépense de beaucoup d'argent des contribuables.
- Aucun progrès réel n'a été accompli.
- Le Canada s'est retiré en 2011.
- Le jeu en valait-il la chandelle?

Ce même ressort clairement de l'échantillonnage de médias suivant : *CBC, The Sun, The National Post, The Globe and Mail*, et est exprimé ouvertement dans *The Socialist Worker*.

C'est donc ce même qui constitue notre point de départ commun. Il existe certaines divergences d'opinions ici et là (p. ex., Rosie Dimanno dans le *The Toronto Star*⁷) et les opinions minoritaires exprimées dans l'article de Koring⁸) mais, en grande partie, c'est ce même qui a été diffusé abondamment et largement dans les médias canadiens entre juillet 2011 et février 2012. De plus, il tendait à dominer le système de croyances d'une majorité du large éventail de personnes que j'ai rencontrées à l'occasion de cette conférence, qu'elles soient en faveur ou contre la participation canadienne.

Critères d'efficacité (CE)

Les CE de la guerre en Afghanistan ont tourmenté presque tous les quartiers généraux de la Force opérationnelle interarmées Afghanistan que j'ai visités à compter de 2006 et par la suite, en particulier lorsque nous avons entrepris la phase de contre-insurrection au niveau des provinces et des districts en 2007. Une combinaison de bureaucrates d'Ottawa et de représentants des médias a relié l'idée « d'efficacité » au concept de « progrès ». Si nous « progressions », nous étions « efficaces ». La question était de choisir quels aspects examiner : développement et reconstruction, détenus, etc. Je ne veux pas ici examiner en détail la propension historique en faveur du « progrès » en Occident au XIXe siècle, même si elle a certainement exercé une influence, au même titre que la méthode scientifique et la prouvabilité. L'idée que l'insurrection s'aggravait parce qu'il n'y avait pas assez de développement était en faveur chez un certain nombre de commentateurs, mais peu d'entre eux étaient en mesure d'apporter des données à l'appui de leur opinion.



Photo de Jorge Silva, Reuters RTXIYAS

Des soldats canadiens dorment alors qu'une fusée éclairante brûle dans le ciel pendant une opération spéciale à Sanjaray, dans la province de Kandahar, le 18 mai 2009.



Un chef de char de l'Escadron B, du Royal Canadian Dragoons, membre de l'escadron de reconnaissance de la Brigade multinationale de Kaboul (BMK), reçoit un appel sur la route vers Sarobi, en Afghanistan, le 16 mars 2005.

J'avancerais également que la culture nord-américaine largement tributaire du sport a un besoin très profondément ancré de tenir le pointage pour savoir qui gagne et qui perd. Beaucoup frissonnent, à juste titre, à l'idée d'utiliser le décompte des cadavres comme mesure des progrès accomplis durant la phase américaine de la guerre du Viêt-nam. C'est pourtant ce décompte qu'utilise le même comme CE – en l'occurrence un décompte des victimes du côté du Canada seulement. Non pas un décompte comparatif des victimes canadiennes et des victimes ennemies. Uniquement les victimes canadiennes... L'idée que le Canada pouvait livrer une guerre sans effusion de sang dépasse l'entendement. Devant l'horreur de certains Canadiens face au nombre relativement peu élevé de morts canadiens, il est probable que certains ont peut-être même commencé à éprouver de la pitié pour l'ennemi dans la mesure où le rapport des morts canadiens aux morts insurgés est peut-être de 1/20 à 1/50, ou même plus.

Le même n'aime pas utiliser le nombre d'écoles construites et occupées comme critère d'efficacité, mais ceux qui sont contre le projet canadien en Afghanistan aiment mentionner le nombre de champs de pavot destinés à la fabrication d'opium. Mais encore là, ils n'aiment ce critère que si la discussion repose sur les chiffres de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), pris hors contexte, pour s'assurer que ces chiffres montrent une croissance exponentielle chaque année. Année après année, les journaux et autres médias utilisent sans s'en rendre compte pratiquement les mêmes manchettes à ce sujet⁹.

Le manque de « progrès » devient cependant le principal point litigieux pour les observateurs attentifs du conflit. Ils ne définissent jamais ce qu'est le progrès, mais sous-entendent encore une fois qu'il suppose une réduction du niveau de corruption et du niveau de violence. L'argument invoqué est donc que lorsque la production de drogue, la corruption et la violence tendent toutes à la hausse, il n'y a pas de progrès. Cet argument repose sur le fait que des réductions dans tous ces domaines sont nécessaires pour réduire la « violence » et que cette réduction va miraculeusement

conduire à la reconstruction et à la fin du conflit. Apparemment, le « progrès » ne peut exister en dehors de ces catégories. Pas plus qu'il ne pouvait vraiment y avoir de progrès *graduels* dans ces domaines. Le progrès devait être *majeur et immédiat*. Il fallait également que ce progrès majeur soit compréhensible pour le Canadien moyen, ou il ne comptait pas.

Le lien entre le caractère immédiat et le progrès est fort. Il faut des résultats maintenant ou le progrès n'est pas suffisant. Ou encore, notre période d'attention est courte : si le progrès n'est pas accompli entre maintenant et le moment où notre attention se déplace, il n'y a alors pas de progrès. Il n'y a pas de place à l'erreur dans ce monde parfait des critiques, pas de place pour les écueils ni pour l'inefficacité qui se crée au sein de ce qui est supposé être une « machine parfaite », et ce, en raison du fait que

nous dépensons autant d'argent pour la faire marcher. Parfait, critique, consumériste... il n'est pas surprenant que les critiques de l'implication du Canada en Afghanistan cherchent des critères de mesure simplistes qui renforcent leurs préjugés.

Un des critères d'efficacité dont nous disposons, dans le domaine public, est la Stratégie de développement national de l'Afghanistan (SDNA). Cette stratégie, qui remonte aux années 2005 et 2006, énonçait des objectifs essentiels combinés à un échéancier. Reposant sur un partenariat entre Afghans et Canadiens, la stratégie s'appuyait sur les leçons durement apprises en Bosnie. Je n'ai pas vu un seul produit des médias canadiens qui explique la SDNA et son importance pour les Canadiens. Pour faire connaître cette stratégie, j'ai affronté un journaliste à Kandahar en 2007 et à nouveau en 2008. Je l'ai mis au défi, lorsqu'il proclamait que le Canada n'avait pas de stratégie et aucun objectif, d'aller se renseigner sur le site Web de la SDNA. Est-ce qu'un article explicatif a fait suite à notre confrontation? Non. Il était plus facile de compter les morts canadiens, un peu comme le pointage d'une partie de hockey funeste, que d'expliquer qu'il y avait maintenant un plan stratégique dans un environnement presque postapocalyptique et *qu'en soi*, c'était toute une réalisation et que cette stratégie ouvrait la porte à des améliorations, était axée sur cet objectif et l'a atteint. Malheureusement, la planification stratégique est un sujet ennuyeux. Et les gens qui fréquentent les médias veulent être divertis. La mort, la violence et le sensationnalisme divertissent. Par contre, le fait de créer une stratégie qui va procurer des structures de gouvernance aux Afghans pour que la communauté internationale soit plus encline à fournir des budgets pour la reconstruction n'est pas particulièrement divertissant, ni excitant. Voilà le défi qui se présente à nous : comment aller au-delà du complexe morbide du décompte des morts créé par nos médias, avec la complicité de la société, pour trouver un moyen d'expliquer ce que nous avons accompli en Afghanistan d'une manière qui est à la portée du Canadien moyen?

Approches universitaires

J'aurai cru que la communauté des universitaires se serait levée pour essayer de relever ce défi, en particulier durant ce conflit. Globalement, elle ne l'a pas fait. La question « Le jeu en valait-il la chandelle? » s'est rapidement transformée en « Aurions-nous dû même y aller? », une créature connexe du même créée par les médias. Chez les universitaires que j'ai interrogés durant la conférence, j'ai généralement constaté que l'intervention canadienne en Afghanistan était interprétée à l'aune des préjugés et des approches existants, et qu'elle n'était pas vue comme une série d'événements unique méritant une analyse détaillée par des spécialistes. J'ai identifié trois grands points de vue chez les universitaires.



Photo du caporal Lou Penney, MDN APD02 5000-149

Des éclaireurs du groupement tactique du 3^e Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry, se déplacent dans un ravin pendant l'opération Anaconda et fouillent des grottes à la recherche de talibans et de combattants d'Al-Qaïda, le 15 mars 2002.

Il y a d'abord le point de vue « rester chez soi » ou « isolationniste ». Cette approche repose sur une analyse coût-bénéfice simpliste qui comptabilise les pertes canadiennes et les sommes investies et les compare à l'état de l'Afghanistan aujourd'hui tel que présenté par les médias et dans divers rapports de groupes de réflexion et d'organisations internationales. La situation est mauvaise en Afghanistan, nous avons suffisamment dépensé, nous devrions quitter, ou, nous n'aurions pas dû nous y déployer au départ. Cette opinion a tendance à provenir du Québec et fait écho aux voix qui se sont opposées à la Première et à la Seconde Guerres mondiales.

Les faiblesses évidentes de cet argument découlent de sa simplicité. L'argument ne tient pas compte de la détérioration progressive de la situation en Afghanistan, laquelle n'est vraiment largement apparue que vers 2005-2006. Il évite toute analyse des intérêts ou valeurs canadiens et du rôle qu'ils jouent dans la prise de décision. Il ne tient pas compte du rôle de la crédibilité dans les affaires internationales. Essentiellement, c'est une approche adolescente des relations internationales.

Deuxièmement, il y a le point de vue de la « suprématie de l'ONU ». En vertu de ce concept, les États-Unis d'Amérique sont le « démon » et ne doivent pas être autorisés à agir unilatéralement afin de les empêcher de se comporter illégalement aux yeux de la Cour pénale internationale. Le Canada doit se distancier des États-Unis pour éviter d'être infecté par ce « démon ». Par conséquent, le Canada n'aurait dû s'impliquer en Afghanistan que dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et des organisations contrôlées par elle.

Encore une fois, le mythe du gardien de la paix canadien au sein de l'ONU est actif dans cette opinion et se manifeste sous le couvert des critiques extrêmes exprimées contre les États-Unis en raison de leurs politiques de restitution extraordinaires, de Guantanamo, d'Abou Ghraïb, de la théorie de la conspiration du pétrole, etc. De ce point de vue, la seule manière de protéger les valeurs canadiennes est d'œuvrer sous l'égide de l'ONU, et le Canada ne peut être sauvé que par les bons soins de l'ONU.

Troisièmement, il y a le point de vue des relations canado-américaines, lequel se présente sous plusieurs formes. Les universitaires canadiens ont créé une industrie de l'analyse des relations canado-américaines qui remonte aux années 1950, mais qui a connu son âge d'or dans les années 1960 et 1970, à l'époque où le nationalisme de bas niveau propagé par le régime Trudeau cherchait à identifier et à grossir le plus grand nombre possible de différences entre le Canada et les États-Unis. Dans beaucoup de cas, il est plus facile de considérer le « Canada en Afghanistan » comme une extension du « Canada et des États-Unis » que d'examiner en profondeur la pléthore de motifs bureaucratiques et émotifs susceptibles d'avoir joué un rôle dans la décision du Canada de s'impliquer en Afghanistan.

Il existe trois variantes de l'approche des « relations canado-américaines ». Premièrement, il y a la variante liée au commerce. La vaste majorité du commerce canadien se fait avec les États-Unis d'Amérique et il est du devoir du Canada d'avancer aux côtés des États-Unis dans le cadre d'un bloc nord-américain. Deuxièmement, il y a la variante qui laisse entendre que le Canada a été forcé, subtilement, de prendre le parti des États-Unis pour renforcer la crédibilité de la coalition. Troisièmement, il y a la variante de solidarité, un genre de sentiment de « confrérie des armes/tous ensemble pour la patrie ».

Finalement, il y a la théorie de la guerre personnelle de Hillier selon laquelle l'ancien chef d'état-major de la Défense, Rick Hillier, a plus ou moins entraîné le gouvernement canadien de plus en plus profondément dans l'aventure afghane pour des motifs douteux associés à la solidarité américaine ou pour amener



Le lieutenant-général Rick Hillier, commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), parle avec le sergent Gaétan Cyr du 3^e Bataillon, Royal 22^e Régiment, à Kaboul, le 14 février 2004.

La réalité complexe

Dans une large mesure, ni les médias ni les universitaires n'ont vraiment examiné en profondeur l'hypothèse selon laquelle le Canada a fait des choix pour s'engager profondément en Afghanistan au cours de la période de dix ans à l'étude et que les décisions prises à cet égard étaient peut-être fondées sur ses intérêts et ses valeurs. En général, l'idée que le Canada agit indépendamment est louangée lorsque ce comportement s'oppose aux décisions américaines. L'idée que le Canada choisit indépendamment de *prendre le parti* des États-Unis et de les *accompagner* est habituellement écartée sous la rubrique générale de la coercition. Peut-être devrions-nous envisager un autre point de vue : que le Canada a fait le choix et, dans le cas de l'Afghanistan, à plusieurs reprises et à différents moments, de rester engagé et que ces décisions ont été prises en raison

de la nature de plus en plus vacillante du projet international d'aide à l'Afghanistan. Cette idée présuppose également que notre participation au projet international en question reflétait aussi, d'une certaine manière, notre système de valeurs.

Nous devrions peut-être aussi envisager la possibilité qu'il y avait un concept sous-jacent de crédibilité nationale et internationale qui a joué dans la nature progressive de notre implication en Afghanistan. Nous nous sommes engagés dans une cause. Cette « cause » était importante pour nous pour diverses raisons et nous avons plusieurs fois réitéré notre engagement à préserver la crédibilité canadienne dans le système international, ainsi qu'à maintenir la crédibilité du projet de l'Afghanistan. Je pense que l'argument voulant que le Canada a fait tout cela dans le seul but de développer ou de cultiver sa crédibilité auprès des États-Unis est beaucoup trop restrictif.

D'après mon analyse, l'implication du Canada en Afghanistan est passée par plusieurs phases.

1. Opération *Apollo*, 2001-2002 : déploiement d'un groupement tactique dans le sud de l'Afghanistan dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom* menée par les Américains.
2. Opération *Athena*, 2003-2005 : le Canada a été le chef de file dans la prise en charge par l'OTAN du projet international en Afghanistan dans la région de Kaboul et dans la conversion de la mission de la FIAS menée par les Européens en une mission dirigée par l'OTAN.
3. Opération *Argus*, 2005-2008 : le Canada encadre l'Afghanistan dans la création d'une stratégie de développement national et

les Forces canadiennes à exécuter des opérations de combat, quelles qu'elles soient, pendant que le ministère des Affaires extérieures essayait vaillamment de le retenir.

Dans aucune de mes conversations le nom Al-Qaïda n'a été évoqué, sauf lorsque je lançais une discussion sur les événements du 11 septembre et sur la longue histoire de la guerre d'Al-Qaïda contre son « ennemi direct » et son « ennemi par association » remontant au début des années 1990. L'ennemi était presque toujours étiqueté « taliban » sans qu'aucun lien ne soit fait entre les deux ou avec aucune autre organisation. Aucun lien n'était certainement établi entre les attaques du 11 septembre et la présence d'Al-Qaïda en Afghanistan. Le sujet du rôle du Pakistan dans tous ces événements n'était pas davantage abordé autrement que minimalement.

Aucun de mes interlocuteurs n'a mentionné la *défense* ou la *protection* des valeurs canadiennes ou le fait que les valeurs d'Al-Qaïda et des talibans étaient diamétralement opposées aux valeurs canadiennes. Certains de mes interlocuteurs ne concevaient absolument pas que l'ennemi représentait plus qu'une simple menace terroriste locale à la reconstruction. C'est même seulement lorsque j'ai présenté ce raisonnement qu'un universitaire a rejeté toute implication en Afghanistan parce que pour lui, les talibans et Al-Qaïda ne constituaient pas une menace « existentielle » pour le Canada.

Personne n'a mentionné, de près ou de loin, quelque impératif humanitaire que ce soit ni le fait que l'Afghanistan était le pays le plus pauvre sur terre et le plus endommagé dans sa démographie et ses infrastructures. Pas plus qu'il ne valait la peine de mentionner que le Canada venait en aide aux Afghans et à l'Afghanistan.

de structures de gouvernance basées à Kaboul. Il s'agissait d'une entente bilatérale entre l'Afghanistan et le Canada.

4. Opération *Archer*, 2005 : le Canada accepte la responsabilité de l'équipe de reconstruction provinciale (ERP) à Kandahar et travaille à identifier les grands problèmes qui nuisent à la province. Au départ, cette opération se déroulait dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom*, mais est passée sous l'égide de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) en août 2006.
5. Force opérationnelle multinationale (CTF) *Aegis* et Force opérationnelle (FO) *Orion*, 2006 : l'opération *Archer* est renforcée au moyen de forces de combat au moment où la situation se détériore dans la province de Kandahar, jusqu'à ce que la phase d'expansion de l'étape III soit terminée à l'été 2006 et jusqu'à ce que la mission soit prise en charge par l'OTAN.
6. Opération *Athena*, 2006-2011 : Cette mission de contre-insurrection *se poursuit* pendant que le Canada organise une campagne de perturbation sous les auspices de la FIAS pour prévenir l'interférence des insurgés dans la reconstruction et le développement des capacités. Après une opération de perturbation de trois ans, les Forces canadiennes ont été progressivement relevées sur place par les forces américaines en 2010-2011.
7. Opération *Attention*, 2011-2012 : la mission en Afghanistan se transforme en une mission de mentorat et de formation auprès de l'Armée nationale afghane, surtout à Kaboul.

Pour mesurer l'efficacité de ces missions, il faut comprendre les objectifs fixés au départ. C'est seulement à partir de là qu'on peut se demander si ces objectifs étaient réalistes, compte tenu des circonstances, des ressources et de la connaissance que nous avions à l'époque. Cela est bien différent d'un décompte des cercueils sortant d'un avion à la BFC Trenton ou du brandissement

du rapport annuel sur les narcotiques de l'ONUSUD comme s'il s'agissait d'une chemise ensanglantée. Bien différent également des plaintes de corruption...

Les principaux objectifs du Canada se réduisent à deux choses, premièrement, la suppression du bouclier taliban qui protégeait le parasite Al-Qaïda qui se nourrit des talibans. À partir du moment où le gouvernement taliban et ses forces sont écartés, il est possible de faire des progrès dans l'attaque d'Al-Qaïda mondialement. Deuxièmement, Al-Qaïda a développé sa relation parasitique avec les talibans à cause des conditions perturbatrices de guerre civile qui existaient en Afghanistan après l'effondrement du gouvernement Najibullah en 1993. Le deuxième objectif du Canada était de s'assurer qu'Al-Qaïda et d'autres groupes terroristes mondiaux ne pouvaient plus utiliser le territoire d'Afghanistan pour mener leurs opérations et la reconstruction était le moyen de le réaliser. Fondamentalement, ces objectifs canadiens sont restés actuels pendant toute la présence des Forces canadiennes sur le terrain en Afghanistan.

Ces objectifs ont été fixés après l'examen de la direction que prenait l'opération américaine *Enduring Freedom* en novembre 2001. L'objectif stratégique de l'ensemble de l'opération était l'organisation Al-Qaïda. Personne ne savait ce qu'Al-Qaïda allait faire ensuite. Il y avait plus de trente installations d'Al-Qaïda en Afghanistan : instruction, communications et recherche. La seule façon de savoir ce que préparait Al-Qaïda était de la surveiller, de saisir ses installations et capturer son personnel clé, et d'en extraire tous les renseignements possibles pour se former une image globale plus vaste des activités de cette organisation. Le Canada a fourni des forces en Afghanistan et ailleurs dans le cadre de cette entreprise.

Essentiellement, l'opération *Enduring Freedom* a retiré le bouclier taliban et a forcé Al-Qaïda à s'enfuir d'Afghanistan. Les installations de cette dernière ont été exploitées très avantageusement par les forces de la coalition. De nombreuses attaques semblables à celles du 11 septembre qui étaient en cours de planification ont été tuées dans l'œuf, au même titre que des plans d'acquisition d'armes ou de matériel biochimiques et nucléaires. En fait, il n'y a pas eu d'autre attaque d'Al-Qaïda de la même envergure que celle du 11 septembre 2001, même si plusieurs attaques de cette nature étaient en cours de planification¹⁰. Ce seul accomplissement devrait être considéré comme un énorme succès, mais il a été amoindri par l'excitation entourant la préparation du conflit en Irak par les Américains. En effet, la crédibilité affaiblie d'Al-Qaïda aujourd'hui et son inefficacité à détourner concrètement le printemps arabe jusqu'à maintenant sont directement attribuables à l'opération *Enduring Freedom* en Afghanistan, combinée à la destruction d'Al-Qaïda en Irak. Le Canada a participé aux efforts de la coalition en Afghanistan. Les objectifs d'Al-Qaïda, énoncés par Oussama ben Laden, n'ont pas encore été atteints, dix ans après les événements du 11 septembre et presque vingt ans après le début des opérations d'Al-Qaïda¹¹.



Le déploiement s'éternise? Un commandant de char du Royal Canadian Dragoons avance ses lèvres pour faire un baiser à un habitant de la région à Sarobi, en Afghanistan, le 16 mars 2005.

Photo du caporal Dan Shouinard, MDN KA2005-R1.05-0156d



Image fixe d'après une archive vidéo montrant Osama Ben Laden et son bras droit, Ayman al-Zawahiri, dans un lieu non identifié qui doit être une base d'Al Qaïda en Afghanistan, le 21 mai 2003.

Durant les premières phases des opérations contre Al-Qaïda, il est devenu de plus en plus évident aux planificateurs et représentants du Canada à Tampa (Floride) (où se trouve le US Central Command) ainsi qu'à leurs homologues d'autres pays du Commonwealth, que les plans des Américains n'avaient pas prévu clairement ce qui est arrivé après la phase d'exploitation. De façon générale, les chefs politiques américains ont collaboré avec d'autres partenaires internationaux pour établir le processus de Bonn, qui était censé jouer un rôle important dans la reconstruction. L'opération *Enduring Freedom* a changé de direction quelque part en 2002-2003 pour se réorienter plus particulièrement sur l'Irak et la Corne de l'Afrique.

Les raisons du réengagement du Canada en Afghanistan étaient nombreuses et compliquées, cette fois-ci sous les auspices de la Force internationale d'assistance à la sécurité. Aux fins de notre discussion, cependant, la mission de la FIAS était tombée en panne en 2003 et personne ne voulait en assumer la direction. Le gouvernement provisoire d'Afghanistan s'enfonçait sous le poids d'innombrables problèmes : il n'avait aucune crédibilité auprès de ceux qui possédaient les armes lourdes et des armées des factions, et n'avait aucune légitimité auprès de la population. Il n'y avait pas de bureaucratie pour accepter les sommes données par les donateurs internationaux pour la reconstruction. En réalité, la possibilité d'un retour à l'état des années 1993-1994 était très réelle en 2003. Et, comme nous nous en souvenons, la création du mouvement taliban en 1996 était une conséquence directe de ces conditions au départ.

Dans une campagne formulée par le major-général Andrew Leslie, à l'époque, et son état-major, la FIAS dirigée par l'OTAN, mais dominée par le Canada a atteint plusieurs objectifs. Premièrement, les armes lourdes contrôlées par diverses factions à Kaboul ont été remises. Deuxièmement, un coup d'État contre le gouvernement provisoire a été déjoué. Troisièmement, des opérations spéciales alimentées par le renseignement ont émasculé le groupe terroriste Hezb-e-Islami Gulbuddin (HiG) qui essayait de miner Kaboul. Quatrièmement, l'Armée nationale afghane a accueilli de plus en plus de formateurs et de mentors

canadiens et américains pour améliorer sa capacité de concurrencer les factions armées.

Ces étapes ont créé un environnement psychologique positif qui a permis la tenue de la Jirga constitutionnelle et des élections de 2004. C'est seulement à partir de ce moment, en présence d'un gouvernement légitime reconnu internationalement, que les budgets d'aide consentis par divers pays ont pu être disponibles pour la reconstruction. Cet effort était cependant menacé par deux choses.

D'abord, il y avait une faille dans le plan stratégique. Le Canada est donc intervenu, à la demande du gouvernement afghan, et a collaboré avec les Afghans à la préparation d'un plan stratégique pour le pays. L'équipe consultative stratégique Afghanistan (ECS-A) canadienne était un intervenant clé dans cet effort. La stratégie de développement national de l'Afghanistan était le produit de cette planification et elle a été acceptée à la conférence de Londres en 2006 en même temps que la convention sur l'Afghanistan. L'ECS-A a également collaboré à l'établissement d'une fonction publique nationale et à l'amélioration de la capacité du gouvernement. Essentiellement, la SDNA a aidé à faire le lien entre les processus de la sécurité et du développement, et a su identifier les composantes clés du développement qui s'étendaient vers le bas jusqu'au niveau des communautés.

En 2005-2006, le Canada avait fait d'énormes progrès, aux côtés de ses alliés de la coalition, pour empêcher l'Afghanistan de retomber dans son état de 1993-1994. Il y avait maintenant un gouvernement; il y avait un plan; il y avait des budgets de reconstruction; et les menaces pesant sur le gouvernement et le plan étaient réduites le plus possible, en particulier à Kaboul. Il s'agissait de progrès énormes en trois ans, surtout si on considère que l'Afghanistan était essentiellement un environnement post-apocalyptique. Le défi suivant consistait à étendre la présence et



Photo du caporal-chef Brian Walsh, MDN KA2003-A344A

Le major-général Andrew Leslie, commandant adjoint de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), dans un véhicule blindé léger (VBL III) avant le départ de Camp Julien pour la zone d'opérations du Canada à Kaboul, le 30 octobre 2003.



Carte indiquant la répartition des tribus afghanes.

C'est durant ces trois années que le Canada s'est immergé dans la contre-insurrection et la reconstruction inter-organisationnelles dans les districts entourant la ville de Kandahar. Il a rencontré de nombreux problèmes durant cette période. Cependant, aucun de ces problèmes n'a empêché le Canada de perturber les plans des insurgés et de forcer les insurgés à continuellement modifier leurs méthodes.

À noter également que durant cette période, le projet canadien avait un état final fluctuant. Cette fluctuation était le fait, dans une certaine mesure, des politiques d'un gouvernement minoritaire. Il est facile de regarder en arrière et de caractériser cette période, mais à l'époque, les planificateurs canadiens devaient travailler sur une perspective de deux ans, ce qui provoquait une discontinuité substantielle dans les efforts déployés.

l'autorité du gouvernement à l'extérieur de Kaboul. C'est à partir de ce moment que le projet de l'Afghanistan a rencontré de graves difficultés...

Trois problèmes sont apparus. Premièrement, peu de pays étaient disposés à se joindre à l'effort et à diriger des projets de reconstruction dans les provinces, et l'Afghanistan n'avait pas cette capacité à l'époque. Deuxièmement, il y avait des troubles dans une province clé du sud, Kandahar. Certains pensaient que ces troubles étaient liés aux efforts de développement déséquilibrés qui favorisaient le nord de l'Afghanistan au détriment du sud. Ces troubles ont dissuadé de diverses façons la mise en œuvre de projets internationaux efficaces. Troisièmement, les talibans semblaient reprendre vie dans le sud après s'être reposés et regroupés au Pakistan grâce à de nouvelles sources de financement international.

Il était crucial pour le projet international global que les problèmes à Kandahar soient définis et réglés. Encore une fois, le Canada a choisi de s'engager en faveur de ce plan d'action, cette fois-ci dans le cadre de l'opération *Archer*. Pour commencer, une équipe de reconstruction provinciale canadienne a été déployée, suivie d'un quartier général de brigade et d'un groupement tactique. Une fois ces éléments déployés sur le terrain, cependant, la situation au plan de la sécurité s'est détériorée et un taliban revigoré, soutenu par le réseau de soutien mondial d'Al-Qaïda, a propagé l'insurrection dans la province. Les objectifs des talibans étaient entre autres *d'isoler* et de *prendre* la ville de Kandahar au moyen d'un coup de main ou par *foco* (focalisme ou révolution par la guérilla – note de l'éditeur). De 2006 à 2009, le Canada a perturbé leurs projets. Les talibans n'ont jamais réussi à isoler la ville, le commerce régional s'est poursuivi sans réduction et les insurgés ont été incapables de prendre le contrôle de la ville.

Le Canada a également cherché des renforts durant cette période, mais n'a réussi à convaincre aucun de ses alliés de l'OTAN. À la même époque, la politique américaine était en profonde mouvance. Il y avait des problèmes en Irak ainsi que des élections nationales aux États-Unis. Le renforcement du projet de l'Afghanistan à Kandahar n'était pas garanti, mais les efforts du Canada ont fait pencher la balance et, à partir de 2009 et en 2010, les Américains sont venus renforcer massivement les Forces canadiennes dans la province de Kandahar. Le Canada a joué un rôle certain pour amener l'administration américaine à prendre une décision sur le futur plan d'action en Afghanistan à cette époque.

Pendant ce temps, Al-Qaïda était sous pression ailleurs, surtout au Pakistan, et incapable d'organiser de grandes opérations internationales efficaces comme elle le pouvait avant le 11 septembre. L'organisation était incapable de rétablir son infrastructure en Afghanistan et était continuellement attaquée par des véhicules aériens sans pilote (UAV) armés et des plateformes de renseignement/surveillance et reconnaissance (RSR) basées en Afghanistan. Autrement dit, les objectifs stratégiques du Canada datant de la fin de l'année 2001 continuaient de se réaliser en 2010. Al-Qaïda a continué d'être perturbée dans son action. Les talibans et les autres groupes insurgés, cependant, continuaient de nuire au projet de l'Afghanistan de multiples façons.

Ces défis et d'autres encore n'ont que ralenti les efforts de reconstruction sans toutefois les arrêter. Il y a maintenant un système de gouvernance afghan en place. Est-ce qu'il est parfait et incorruptible? Non. Il y a maintenant des forces militaires et de police afghanes qui relèvent du gouvernement national. Sont-elles corrompues et inefficaces jusqu'à un certain point selon les normes



Des soldats canadiens traversent un champ de pavot dans le village de Markhanai, le 5 mai 2002.

occidentales? Oui. Représentent-elles une amélioration par rapport aux bandes armées loyales aux chefs locaux? C'est discutable dans certaines régions. Il n'y avait pas de telles forces il y a dix ans.

La capacité technique des Afghans s'est considérablement améliorée, en particulier au plan de la construction. La prolifération géométrique des compagnies de construction qui reçoivent des contrats du gouvernement afghan, des agences internationales, etc., est à souligner. Est-ce que cette capacité de construction et l'activité connexe sont sans reproches? Non. L'idée de donner un contrat, de quelque nature que ce soit, était impensable en 2001, à plus forte raison à une compagnie de construction afghane disposant de toute une gamme d'équipement lourd. La prolifération continue des biens de consommation, en particulier les appareils électroniques, au niveau du district est un bon indicateur d'une économie qui fonctionne de mieux en mieux. Quelqu'un quelque part se procure ces marchandises et les vend, et quelqu'un les achète¹². L'argent de ce commerce vient de quelque part.

Cependant, les critiques du projet afghan regardent rarement le niveau microéconomique et se concentrent plutôt sur le manque de progrès dans l'économie du pavot, au niveau de la corruption et dans l'égalité entre les sexes. Le niveau de violence croissant est interprété comme signifiant que les choses ne vont pas. Je n'ai pas encore vu une ventilation de cette violence. Quel pourcentage est imputable à l'*insurrection* et quel pourcentage au *commerce*? Est-ce qu'une partie de cette violence est imputable à la Pachtounwali ou à d'autres mécanismes de résolution des conflits entre les tribus? Quelle partie est imputable aux rivalités intertribales? À quel endroit tous ces conflits se rejoignent-ils? Il y a de hauts niveaux de violence et corruption dans d'autres pays (par exemple en Colombie et au Mexique), mais il y a encore une économie stable et des progrès sociaux généraux. À ce sujet, aux fins de comparaison, le taux d'homicides de civils au Mexique dans la ville de Ciudad Juárez, à raison de 2 000 par année, se compare au taux d'homicides de civils afghans *dans l'ensemble du pays* (9 759 morts entre 2006 et 2011)¹³.

Tout cela pour dire qu'il y a à peine dix ans que les talibans ont été délogés et qu'on a empêché une autre guerre civile d'éclater. L'Afghanistan vient de connaître 20 ans de guerre et a perdu entre 1,5 et 2 millions de ses habitants dans les années 1980 seulement¹⁴. Les progrès du projet de l'Afghanistan en si peu de temps sont remarquables lorsqu'on les regarde sans tenir compte des problèmes et défis immédiats et qu'on adopte un point de vue plus général.

N'oublions pas non plus que le projet de l'Afghanistan est la cible d'attaques continues de la part de forces extérieures qui ne veulent pas qu'il réussisse. Je parle ici particulièrement du Pakistan, mais également de ceux qui fournissent des armes aux insurgés. Au cours de mes voyages, j'ai vu des fusils sans recul de 82 mm chinois fraîchement sortis d'usine avec munitions, des RPG iraniens avec projectiles perforants, des composants de détonateurs d'IED fabriqués en série par les Iraniens et des copies pakistanaises de mines antichars italiennes en plastique. Il y a beaucoup trop de critiques visant l'effort international et pas suffisamment à l'égard de ceux qui ont décidé de faire avorter le projet. Ce problème est généralement particulier aux Canadiens en ce que les éléments antiaméricains de notre culture *ciblent* facilement et *critiquent exagérément* les activités américaines sans en contrepartie donner une couverture égale au comportement néfaste des autres. Il n'y a pas eu de reportage canadien, et encore moins d'analyse universitaire condamnant l'Iran, la Chine ou le Pakistan pour leur rôle dans le trafic d'armes à destination des insurgés afghans.

N'oublions pas l'*origine* et la *motivation* de l'émergence du mouvement taliban. Malgré les affirmations répétées dans les médias que Kandahar est le foyer spirituel des talibans, ce mouvement était au départ une milice à la solde des intérêts économiques de Quetta qui voulait libérer de toute interférence la route 4 entre Quetta et Kandahar pour faciliter le commerce avec les anciennes républiques russes au nord. Par la suite, les talibans ont reçu diverses formes de soutien lorsque des éléments au sein du système de sécurité pakistanais ont compris que si les énergies des Pachtounes étaient dirigées ailleurs, elles ne seraient pas concentrées sur la

création d'un Pachtounistan aux dépens du Pakistan. D'autres encore ont accepté l'idée qu'un Afghanistan indépendant pourrait s'aligner avec l'Inde, ce qui aurait des conséquences stratégiques néfastes pour le Pakistan¹⁵. Si le motif du soutien aux talibans et aux autres groupes antiafghans est l'émasculature de l'Afghanistan, on pourrait affirmer que le Pakistan se livre au colonialisme et qu'en conséquence, les efforts du Canada pour protéger la population afghane contre cette menace externe sont louables, acceptables au plan moral et efficaces jusqu'à maintenant.

Plus important encore, la variante de l'Islam qui a toujours dominé le sud de l'Afghanistan est le soufisme sunnite. Les musulmans fondamentalistes, qu'ils soient chiites ou sunnites adeptes du wahhabisme, considèrent le mysticisme soufie inclusif comme une hérésie. En fait, les tenants du déobandisme au Pakistan, qui sont étroitement alignés avec les sunnites adeptes du wahhabisme d'Arabie Saoudite et les talibans, sont violemment opposés au soufisme. Les musulmans chiites d'Iran se sont alignés avec les groupes Hazara pour soutenir l'alliance du nord contre les talibans, mais n'ont pas fourni d'armes aux groupes sunnites soufis. Compte tenu de ces faits, on pourrait également affirmer que le Canada protège une minorité islamique modérée contre le nettoyage ethnique ou, plus précisément, un génocide selon sa définition reconnue : la destruction d'une culture¹⁶. Même si le gouvernement canadien n'était pas en mesure de comprendre pleinement tous ces enjeux à l'époque, le résultat inattendu reste le même. Nous avons fait ce que nous pouvions pour protéger la population afghane du sud de l'Afghanistan, peu importe le cadre dans lequel nous voulons examiner notre action.

Pour mettre fin aux questions sur le bien-fondé de notre intervention

J'avancerais que l'affaiblissement et la discréditation du mouvement Al-Qaïda à eux seuls valaient l'effort consenti. Cette corporation terroriste avait pris son élan et gagnait en crédibilité dans le monde musulman *avant* et *bien après* les événements du 11 septembre. Le succès attire le succès. Cet élan a été stoppé grâce à l'intervention en Afghanistan, laquelle nous a permis d'examiner le mouvement de l'intérieur et de le mettre en fuite. La pression constante exercée sur les restes d'Al-Qaïda au Pakistan par l'entremise de l'Afghanistan, combinée à l'intervention en Afghanistan et à la défaite d'Al-Qaïda en Irak a empêché cette dernière de gagner du terrain dans le contexte du printemps arabe (jusqu'à maintenant) et, du point de vue occidental, l'élimination d'Oussama ben Laden a mis un point final à l'affaire du 11 septembre. Même si on peut discuter de l'impact réel de cette élimination, il reste qu'Al-Qaïda ne terrorise plus psychologiquement l'Ouest de la manière dont elle le faisait en 2001 et en 2002. Si l'élimination d'Oussama ben Laden en 2011 a contribué à ce recul, une mission qui, rappelons-le, a été lancée depuis l'Afghanistan, il faut envisager la possibilité que notre intervention en Afghanistan a obtenu une certaine mesure de succès. Certes, d'autres moyens utilisés par l'administration Clinton, par exemple les tirs de missiles Cruise, se sont révélés inefficaces et les efforts diplomatiques et autres pour séparer ben Laden des talibans n'ont rien donné. La seule façon d'attaquer Al-Qaïda était de s'en prendre à ses installations et à ses chefs en Afghanistan.

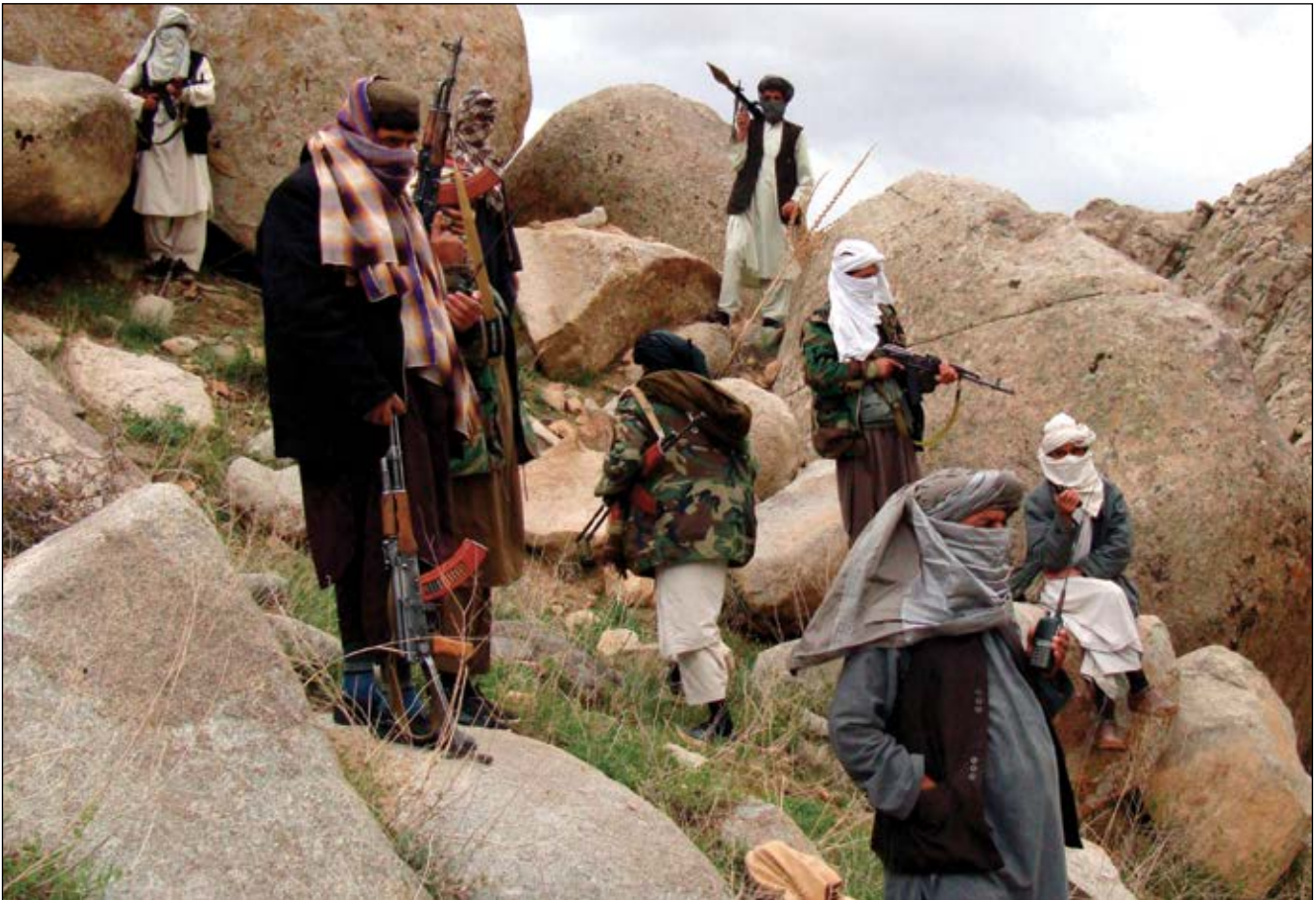


Photo de Stringer, Afghanistan. Reuters RTXF64N

Des talibans dans un lieu non divulgué en Afghanistan, le 8 mai 2009.

En outre, si on applique le raisonnement selon lequel le responsable du problème a aussi la responsabilité de le régler, la communauté internationale avait la responsabilité morale d'aider les Afghans à retrouver l'équilibre dans le monde post-taliban. Les mêmes critiques qui se faisaient entendre au sujet de l'inefficacité des efforts de stabilisation de l'Afghanistan se seraient probablement fait entendre tout aussi fort s'il n'y avait pas eu d'efforts de reconstruction du tout, et que l'Afghanistan était retombé dans le scénario des événements de 1993-1994. Le Canada a choisi de prendre part à ce projet en 2003 et a joué un rôle clé dans la stabilisation de Kaboul et dans le soutien de l'administration transitoire afghane. Les efforts déployés dans ce contexte ont eu des effets positifs mesurables. À Kandahar, le Canada s'est lancé dans une opération de stabilisation et de reconstruction, mais s'est retrouvé la cible d'attaques de plus en plus rusées de la part des insurgés. L'incapacité des insurgés d'atteindre leur principal objectif dans le sud de l'Afghanistan entre 2006 et 2009 à cause de la présence du Canada et de ses activités de perturbation est un élément de succès mesurable. Certes, les progrès réalisés au plan de la reconstruction n'ont pas été ce qu'ils auraient pu ou dû être. Oui, l'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas encore généralisée. Oui, des écoles restent fermées, mais ne rien faire aurait été encore pire. L'effondrement de l'intervention de la coalition à Kandahar aurait condamné le projet international en Afghanistan il y a cinq ans. On voit plutôt que le projet afghan progresse, mais péniblement, cinq pas en avant, trois pas en arrière.

Au cours d'une récente conversation que j'ai eue avec un général à la retraite, nous avons discuté indirectement du même « Le jeu en valait-il la chandelle? » L'une des manières dont il a essayé de répondre à cette question était de chercher des effets permanents de l'implication du Canada, particulièrement en matière de reconstruction. C'était son critère d'efficacité. Est-il trop tôt pour dire si nous aurons des effets durables? Oui et non. Une route asphaltée a un effet important sur le transport des marchandises;

un effet mesurable. N'oublions pas que les idées suivent également les routes qui serpentent dans les régions rurales qui étaient précédemment coupées de l'influence de la société en général. Il faudra des années, sinon des dizaines d'années, pour mesurer l'impact de cette influence. Nous n'avons peut-être pas réussi à obliger les Pachtouns à changer de vue sur l'égalité homme-femme conforme aux valeurs canadiennes. Mais comment savoir si quelque part, une jeune fille afghane qui a eu une rencontre positive avec des soldats féminins du Canada ne décidera pas de rompre avec le système sociétal afghan ou même de le défier? Nous ne savons tout simplement pas encore à ce stade-ci.

Je veux simplement dire que le Canada, par ses contributions au projet international en Afghanistan, a fait ce qu'il a pu pour préparer les Afghans à connaître du succès. Ce que les Afghans choisiront de faire (et ils sont parfaitement capables de prendre les décisions de cette nature) avec tout le soutien offert est une autre question. Leur capacité en tant que société de continuer sur cette trajectoire ou de retomber dans le chaos est entre leurs mains, pas les nôtres. L'héritage durable de l'implication du Canada en Afghanistan devrait se composer d'un amalgame de ces aspects. On est loin de la Seconde Guerre mondiale et des défilés du jour de la victoire. L'héritage permanent du Canada à l'occasion de cette guerre aurait pu être décrit, avant 1990, non seulement comme la destruction du totalitarisme nazi, mais également comme une Allemagne détruite et divisée et un monde au bord de l'holocauste nucléaire pour l'accès à Berlin. Après 1990, la situation a changé un peu. L'héritage durable est maintenant une Allemagne pacifiste et unifiée possédant une croissance économique immense et le niveau de vie le plus élevé au monde. On ne peut prévoir avec certitude ce que sera l'Afghanistan dans 20 ou 40 ans. La réponse à la question « Le jeu en valait-il la chandelle? » est, de bien des façons, nécessairement provisoire, prématurée et politiquement motivée.

RMC

Photo du sergent Matthew McGregor, MDN IS2011-1013-10



Après une vérification minutieuse, deux hommes et un enfant sur une moto sont autorisés à traverser un groupe de militaires canadiens dirigeant une activité de fouille de champs et d'enclos en début de matinée pendant l'opération *Athena*, à Kandahar, en Afghanistan, le 4 juin 2011.

Photo du sergent Matthew McGregor, MDN IS2011-1013-31



Le caporal Marie-Anne Hardy, entourée d'enfants afghans alors qu'elle prend une pause pendant une fouille de champs et d'enclos en début de matinée, le 4 juin 2011.

NOTES

1. Un *mème* est une idée, un comportement ou un style qui se répand de personne en personne au sein d'une culture ~ note de l'éditeur
2. CBC Cross Country Check Up, 10 juillet 2011, « Canada's Combat Role in Afghanistan Ends... Was it Worth It? ».
3. Thane Burnett, « War Wounds: Polls Suggest we don't feel Afghanistan Mission was Worth It » dans *The Ottawa Sun*, 4 août 2011.
4. « The Afghanistan War: Was it Worth It? » dans *The Socialist Worker*, numéro 533, août 2011.
5. Paul Koring, « Was it Worth It? Canadians Reflect on the War in Afghanistan » dans *The Globe and Mail*, 6 février 2012.
6. (20 novembre 2007) Bibliothèque du Parlement, « Afghanistan : Chronologie des faits marquants au Parlement canadien »; (février 2008) CBC News, « The Afghan Debate: Where the Parties Stand on the Deployment of Troops »; *Hansard*, 16 avril 2007; www.ndp.ca « Debate Fact Check: Duceppe Wrong on NDP Afghan Vote ».
7. Rosie DiManno, « Little Reason to ask if of the Afghanistan Mission is worth it » dans *The Toronto Star*, 8 juillet 2011.
8. Koring, « Was it Worth It? ».
9. Sean M. Maloney, « On a Pale Horse? Conceptualizing Narcotics Production in Southern Afghanistan and its relationship to the Narco-Terror Nexus » dans *Small Wars and Insurgencies*, vol. 20, numéro 1, 2009.
10. George Tenet, *At the Center of the Storm: My Years at the CIA*, New York, Harper Collins, 2007, chapitre 14.
11. Voir Osama bin Laden, *Messages to the World: The Statements of Osama bin Laden*, London, Verso Press, 2005, et Anonymous (Mike Sheuer), *Through Our Enemies' Eyes: Osama bin Laden, Radical Islam, and the Future of America*, Washington DC, Brassey's, 2002, pour une description des objectifs d'Al-Qaïda.
12. D'après les observations de l'auteur dans les districts de Panjwayi et de Zharey sur une période de cinq ans.
13. Voir June S. Beittel, « Mexico's Drug Trafficking Organizations: Source and Scope of Rising Violence », Congressional Research Service, 7 janvier 2011, et <http://www.guardian.co.uk/news/datablog/2010/aug/10/afghanistan-civilian-casualties-statistics#data> (d'après des données de l'ONU) pour l'Afghanistan.
14. Voir Stéphane Courtois et al, *Le livre noir du communisme*, Paris, R. Laffont, 1998, pour une ventilation des souffrances que l'Union Soviétique a infligées aux Afghans.
15. Voir Zhaid Hussain, *Frontline Pakistan: The Struggle with Militant Islam*, New York, Columbia University Press, 2007, et Neamatollah Nojumi, *The Rise of the Taliban In Afghanistan: Mass Mobilization, Civil War, and the Future of the Region*, Londres, Palgrave publishing, 2002 sur les origines des talibans.
16. John R. Schmidt, *The Unraveling: Pakistan in the Age of Jihad*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2011, chapitre 3.



Le World Trade Center en ruines, le 11 septembre 2001.

MENACE À LA SÉCURITÉ À LA FRONTIÈRE CANADO-AMÉRICAINNE : UNE QUÊTE VERS L'IMPOSSIBLE PERFECTION

François Gaudreault

Introduction

Les Américains et leurs alliés ont été profondément ébranlés par les attaques du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Ces attaques ont complètement modifié la dynamique mondiale et ont eu une incidence profonde sur la politique en Amérique du Nord. Le gouvernement américain, pris par surprise, a depuis adopté des mesures majeures pour assurer la sécurité de la population.

La nouvelle réalité politique aux États-Unis se résume aisément par « la sécurité nationale avant tout ». Des investissements massifs, une profonde réorganisation des institutions et des changements politiques considérables sont autant de mesures mises de l'avant dans cette quête de « sécurité absolue ». Ce qui aurait autrefois fait l'objet de partenariats multilatéraux, fondés sur la négociation et les bénéfices mutuels, correspond désormais à ce que Frank P. Harvey, professeur à l'Université Dalhousie, appelle des décisions unilatérales, fondées sur les impératifs de la « sécurité intérieure »¹.

Le meilleur exemple est probablement la frontière entre le Canada et les États-Unis, qui, depuis des décennies, est connue

comme étant la « plus grande frontière non défendue » au monde. Selon Deborah Waller Meyers du Migration Policy Institute, elle fait maintenant l'objet d'une certaine « militarisation »². Le premier objectif de cette nouvelle politique frontalière est de maintenir les menaces, principalement le terrorisme, à l'extérieur du pays et d'empêcher qu'elles n'y pénètrent.

Le Canada a aussi emboité le pas et adapté sa politique frontalière pour accroître la sécurité et contrer le terrorisme, en sa qualité de voisin responsable, d'important partenaire commercial et de proche allié³. Mais aux yeux de plusieurs aux États-Unis, et même au Canada, Ottawa n'en fait pas assez pour lutter contre le terrorisme. Certains observateurs estiment encore que les mesures prises par le Canada pour lutter contre le terrorisme sont trop molles et accusent ce dernier de ne pas prendre cette menace suffisamment au sérieux⁴.

Le lieutenant de vaisseau François Gaudreault est membre des Forces armées canadiennes depuis 2003. Officier du renseignement depuis 2008, il occupe actuellement le poste de gestionnaire de la collecte du renseignement au Commandement des opérations interarmées du Canada à Ottawa. Le lieutenant Gaudreault termine actuellement une maîtrise en études sur le renseignement à la American Military University.

Le Canada est le principal partenaire commercial des États-Unis, avec lesquels il partage une frontière de 8 895 kilomètres qui compte 133 points d'entrée, franchis par plus de 200 millions de personnes par année, sans oublier que les deux pays réalisent des échanges commerciaux d'une valeur de 1,4 milliard de dollars chaque jour⁵. En raison de cette circulation massive de personnes et de marchandises, et de l'impossibilité de contrôler totalement l'ensemble de la frontière, le Department of Homeland Security (DHS) considère la frontière canado-américaine comme un maillon faible de la sécurité nationale des États-Unis. Washington s'attend à ce que le Canada déploie plus d'efforts en termes de sécurité, de façon à égaler les mesures de sécurité et de lutte contre le terrorisme déjà mises en œuvre par les Américains.

Le dilemme d'Ottawa est donc le suivant : continuer à accroître les efforts et le budget de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme, même si cela est une mesure impopulaire au sein de la population canadienne et peu importe si cela va à l'encontre des priorités nationales; ou consacrer moins de fonds à la sécurité et être prêt à accepter la possible réduction des échanges commerciaux avec notre voisin du sud. Comme la clé de ce dilemme réside dans le niveau de menace terroriste perçue au Canada, la question principale devrait être : la menace terroriste connue à la frontière canado-américaine justifie-t-elle que les gouvernements des deux pays investissent davantage dans les mesures de sécurité?

Ce qu'il manque dans la politique de sécurité canadienne et son pendant américain, c'est l'état final recherché. Quand la sécurité à la frontière sera-t-elle satisfaisante, et quand les coûts dépasseront-ils les avantages? L'hypothèse sur laquelle repose le présent article est que des progrès importants ont été faits depuis le 11 Septembre en ce qui a trait à la sécurité de la frontière, et que tout nouvel investissement devrait être approuvé en fonction d'un processus décisionnel bien établi qui tient compte de la myriade de facteurs en jeu et non seulement de l'urgence d'agir que ressent la sphère politique.

Dans cette optique, le but du présent article est de déterminer si les améliorations apportées en termes de sécurité à la frontière depuis le 11 Septembre suffisent pour atteindre le niveau de sécurité raisonnable auquel s'attendent les Canadiens, de même que de déterminer comment planifier les nouveaux investissements et engagements. L'article ne porte que sur la menace posée par le terrorisme et non sur les autres types de menace, qui sont principalement liés aux activités criminelles. L'expression « niveau de sécurité raisonnable » renvoie ici aux outils et aux mesures nécessaires pour *prévenir* ou *intercepter* les menaces terroristes avant qu'elles n'atteignent les États-Unis, tout en maintenant une frontière ouverte, qui rend possible le commerce et les déplacements entre les deux pays.

Discussion

Dans des études antérieures, plusieurs auteurs ont fourni des informations sur l'état des choses à la frontière avant le 11 Septembre, et ces études constituent un bon point de départ pour évaluer les changements qui ont eu lieu depuis 2001. Jason Ackleson de la New Mexico State University, dans son essai, *From Thin to Thick*, dit de la frontière canado-américaine avant le 11 Septembre qu'elle est : « ... au mieux une mince frontière légale, relativement faible⁶ [TCO]. » L'économie et le commerce entre les deux pays étaient alors le seul point de mire. L'auteur présente une liste d'accords économiques, ayant tous pour but « [...] de faciliter le commerce, de coordonner les politiques et de gérer efficacement la frontière⁷ [TCO]. » Ces accords ont permis une augmentation majeure des échanges commerciaux, comme le mentionne le Colonel américain C.P. Stacey (à la retraite) dans son article intitulé *Undefended no More*. Selon les statistiques, les exportations canadiennes aux États-Unis ont augmenté pour atteindre 80 % des exportations du Canada et les importations se sont chiffrées à 250 milliards de dollars par année. Le nombre de personnes franchissant la frontière a également augmenté, passant à plus de 200 millions par année, le poste frontalier de Windsor/Detroit ayant le volume le plus élevé de passages au monde⁸.

En ce qui concerne la sécurité de la frontière avant le 11 Septembre, un aperçu précis nous en est donné par Brigit Matthiesen, conseillère senior auprès du gouvernement américain, et les experts de la conférence *Safe and Secure Canada-United States Border* qu'elle a présentée en 2009⁹. À cette époque, les agents du service frontalier canadien n'étaient pas armés et étaient souvent seuls à leur poste de travail. La communication entre les services frontaliers des deux pays était aussi à cette époque fort minime et il y avait peu de partage de renseignement, non seulement entre les services frontaliers des deux pays, mais aussi avec les autres organisations canadiennes chargées de faire respecter la loi.



Photo de iStockphoto. 17887275

Le pont Ambassador, qui relie Detroit, au Michigan à Windsor, en Ontario. D'après une étude de Partenariat de transport frontalier de 2004, 150 000 emplois régionaux et 13 milliards de dollars américains de production annuelle dépendent de ce passage frontalier.

Certains observateurs soutiennent que l'engagement du Canada est insuffisant pour assurer la sécurité. Dans *Borders Matter: Homeland Security & the Search for North America*, Daniel Drache, professeur à la York University, soutient que le gouvernement du Canada considère encore les questions relatives aux frontières comme étant d'ordre économique¹⁰. Le Colonel C.P. Stacey cite également un rapport de 2004 du DHS qui indique que la frontière avec le Canada « [...] est trop poreuse et représente une menace pour la sécurité des États-Unis¹¹[TCO]. »

Au niveau politique, certains considèrent que le Canada adopte une attitude trop libérale. Paul Rosenzweig, ex-secrétaire adjoint délégué aux Affaires internationales pour le DHS, a écrit un article intitulé *Why the US doesn't Trust Canada*¹². Dans cet article, il dénonce plusieurs politiques canadiennes comme étant trop libérales par rapport à la menace terroriste. Il donne en exemple les politiques canadiennes d'asile qui, à son avis, permettent à des citoyens d'un trop grand nombre de pays de voyager en sol canadien sans visa. Kent Roach, de l'Université de Toronto, souligne également les différences majeures entre les politiques canadiennes et américaines de lutte contre le terrorisme. Selon lui, « [L]a Loi antiterroriste canadienne respecte davantage les droits de la personne; les dispositions sur les droits de la personne, sur l'arrestation préventive, sur les investigations et sur les modalités relatives au secret font en sorte que l'application de la loi est plus restreinte que dans d'autres démocraties¹³[TCO]. »

D'autres essais traitent du manque de sécurité sous l'angle de l'opinion populaire. Deborah Waller Meyers, dans son essai *Does 'Smarter' Lead to Safer?* se penche sur la perception du Canada qu'ont les États-Unis, soit que : « les Canadiens estiment que les questions relatives à la sécurité et à la frontière sont un problème purement américain et que les Canadiens ne prennent pas les questions de sécurité suffisamment au sérieux¹⁴[TCO]. ». Frank P. Harvey cite également un sondage de IpsosReid de 2005 qui indique que près de la moitié des populations américaine et canadienne estime que les mesures prises par le Canada pour assurer la sécurité de la frontière ne sont pas suffisantes¹⁵.

En revanche, certains auteurs estiment que la contribution du Canada à la sécurité et à la lutte contre le terrorisme est suffisante. Ackleson donne comme exemple la création des équipes intégrées de la police des frontières (EIPF) qui ont pour mission de patrouiller la frontière. Les EIPF fournissent « [...] une approche intégrée du renseignement et de la tactique qui combine l'application de la loi et la lutte contre le terrorisme¹⁶[TCO]. » Grâce à ces équipes, la coopération et l'efficacité à la frontière ont été grandement améliorées, notamment entre les points d'entrée. Deborah Waller Meyers mentionne également l'existence des systèmes NEXUS et US-VISIT et indique qu'il s'agit de mesures efficaces pour faciliter les déplacements tout en assurant la sécurité¹⁷.

John A. Winterdyk de la Mount Royal University et Kelly W. Sundberg, président et PDG de l'International Institute of Criminal Justice Research, présentent la majorité des mesures prises par les deux pays pour assurer la sécurité de la frontière et lutter contre le terrorisme. Ils en viennent à la conclusion que tous

les investissements et les changements apportés aux politiques n'ont pas permis de créer l'environnement sécuritaire promis, ont entraîné de multiples violations des droits de la personne et ont porté de sérieux coups à la politique et à la démocratie nord-américaines. Selon eux, « le Canada et les États-Unis ont pris des mesures drastiques afin d'assurer la sécurité de leur frontière contre des menaces extérieures potentielles. Quel en sera le coût à long terme¹⁸?[TCO] » Warren Coons, directeur des EIPF du Canada, confirme que « [...] la sécurité nationale est la priorité de l'ensemble des organismes d'application de la loi des deux pays¹⁹ [TCO]. » Mais à ses yeux, même si la sécurité nationale figure en tête de liste des priorités, la principale menace aux frontières est la criminalité. Harvey donne également son avis sur la politique de sécurité nationale canadienne. La priorité du gouvernement est étroitement liée à celle des États-Unis : lutter contre le terrorisme international et empêcher la prolifération des armes de destruction massive (ADM)²⁰. Selon Harvey, ces priorités n'ont aucun sens, car la plupart des Canadiens ne les considèrent pas comme étant les principales menaces à la sécurité du Canada.

Un autre élément qui ressort des différentes recherches est qu'atteindre une sécurité absolue est impossible. Quels que soient les montants d'argent investis pour la sécurité, il demeurera toujours un risque d'échec. Comme l'affirme Meyers : « [...] il n'existe pas une seule mesure réaliste qui peut être prise aux frontières et qui permettrait de prévenir avec une certitude totale un autre incident terroriste²¹[TCO]. ». Harvey soutient que le gouvernement américain ne sera satisfait que lorsqu'une sécurité absolue sera établie, ce qui est impossible. Pour cette raison, il estime que les dépenses continueront de croître, même si le but ne sera jamais atteint. Il pousse la réflexion encore plus loin, indiquant que malgré toutes



Le poste frontalier de Peace Arch, à Surrey, en Colombie-Britannique.

les ressources investies dans la sécurité depuis le 11 Septembre, si une autre attaque survenait, ce qui est selon lui inévitable, la population accuserait automatiquement les autorités de ne pas avoir pris suffisamment de mesures, pavant de ce fait le chemin à des investissements supplémentaires. Essentiellement, cela créerait un tourbillon où des sommes colossales seraient englouties, encore une fois, et ne donnerait lieu qu'à des gains minimaux. De l'avis d'Harvey, à ce jeu, les terroristes sont avantagés, puisque de petites actions auraient d'énormes conséquences²².

Photo de Chuck Stoodly, La Presse canadienne 1488450



Photo de David Duprey, AP 03916423

Le 6 octobre 2011, des agents de la patrouille frontalière inspectent un train de marchandises venant du Canada au International Railway Bridge, à Buffalo, dans l'État de New York.

Winterdyk et Sundberg présentent aussi un autre concept intéressant, soutenant que la politique frontalière, les investissements majeurs dans le domaine de la sécurité et le martelage auprès de la population de l'existence d'une importante menace terroriste à la frontière pourraient, en entraînant une « panique psychologique », donner naissance à une menace réelle de *plus grande importance*²³. Ce concept, mentionné à l'origine par le criminologue britannique Jock Young, renvoie à une réaction sociologique à une intense couverture médiatique d'un problème populaire. Même si le problème n'est pas vraiment réel, avec le temps, les gens commencent à se fier à ce qu'ils voient ou entendent et, tôt ou tard, cela crée un problème là où il n'y en avait pas auparavant²⁴.

Finalement, un des aspects fondamentaux du problème semble ne pas avoir été examiné dans la plupart des recherches : existe-t-il une menace terroriste au Canada? Quelques auteurs en font mention, soutenant qu'il existe peu de preuves de la présence de terroristes au Canada. Rosenzweig laisse entendre que comme les politiques du Canada relatives à l'immigration et aux visas sont très libérales, il serait très facile pour les membres de groupes terroristes d'entrer au Canada et d'y vivre²⁵. Il ne fournit cependant aucune preuve à l'appui de cette affirmation. Le cas le plus médiatisé est celui d'Ahmed Ressam, terroriste connu, qui a tenté d'entrer aux États-Unis en 1999 à bord d'une voiture remplie de matériaux explosifs²⁶. Il s'agit, en fait, du seul cas connu du public où un terroriste a tenté de franchir la frontière canado-américaine.

La référence la plus directe à une menace terroriste se trouve dans un livre intitulé *Cold Terror: How Canada Nurtures and Exports Terrorism around the World*, écrit par Stuart Bell, un journaliste torontois spécialiste du terrorisme et de la sécurité²⁷. Dans son livre, Bell qualifie le Canada de terreau fertile pour les terroristes. Il croit que des membres de la plupart des organisations terroristes les plus dangereuses au monde se trouvent au Canada et que des liens peuvent être établis entre la majorité des attaques les plus meurtrières du XX^e siècle et le Canada.

Il existe de nombreux ouvrages sur les politiques frontalières et la sécurité, qui couvrent une vaste gamme d'opinions et de concepts. Il n'existe pas de consensus clair sur le sujet, et aucune tendance ne se dégage qui pourrait démontrer que les dépenses publiques sont suffisantes, ou même que la menace terroriste est bien réelle. Cela est probablement dû au fait qu'il est très difficile

de définir clairement ce qui constitue une sécurité suffisante. Il est très peu fait mention de la question fondamentale, au niveau politique, qu'est l'absence d'une définition claire de l'état final recherché ou du niveau de sécurité optimal où tous les objectifs seraient atteints. Cela est essentiel, car sans une telle orientation, les dépenses continueront de monter en flèche, pour tenter de combler le gouffre imaginaire d'une « sécurité absolue ».

Qu'est-ce qui a changé depuis le 11 Septembre?

Plusieurs nouvelles lois et politiques ont été promulguées à la suite des attaques du 11 Septembre, bien souvent dans une mouvance plutôt « unilatéraliste » de la part des États-Unis. Plusieurs de ces lois et politiques ont eu une incidence directe sur la frontière canado-américaine. La première et plus importante a été, en 2001, la création du DHS, une organisation formée par l'amalgame de toutes les agences responsables de la sécurité aux États-Unis, « intérieure, continentale et globale²⁸ ». Son objectif demeure d'assurer la protection des États-Unis, et elle dispose de l'autorité requise pour prendre toute mesure nécessaire afin d'assurer cette protection. Le DHS est une organisation massive comptant plus de 216 000 employés et disposant d'un budget grandissant, qui est passé de 20 milliards de dollars en 2001 à 57 milliards de dollars aujourd'hui²⁹. Le DHS a ni plus ni moins annulé la majorité des accords frontaliers en vigueur et a mis en place de nouvelles règles, auxquelles le Canada et le Mexique doivent se plier. Ces règles ont été instaurées sans que le Canada ou le Mexique ne soient consultés. Cet unilatéralisme a eu une profonde incidence sur l'économie, car toute l'industrie d'importation/exportation des trois pays a dû s'adapter à de nouveaux coûts et à de nouveaux règlements. Après la création du DHS, le nombre d'agents à la frontière avec le Canada a triplé. Cet accroissement a été accompagné d'une hausse importante du nombre d'inspections, faisant appel à des technologies de surveillance sophistiquées et de nouveaux motifs d'interdiction d'accès aux États-Unis³⁰. Conformément aux nouvelles règles des services frontaliers, les visiteurs de plus de 50 pays ont maintenant besoin d'un visa pour entrer aux États-Unis³¹, et les Canadiens, depuis 2009, doivent avoir avec eux un passeport valide pour franchir la frontière. La politique relative aux passeports a même été raffinée pour exiger des Canadiens nés à l'extérieur du pays qu'ils possèdent un visa pour entrer aux États-Unis³². En 2002,

le Canadien d'origine syrienne Maher Arar a été arrêté pendant qu'il était en voyage aux États-Unis. Arar a été déporté en Syrie, sans que les autorités canadiennes n'en soient avisées³³.

Les nouveaux règlements affectent également le transport transfrontalier de marchandises. Comme le réseau routier nord-américain est intégré, « sans guère de consultations et en l'absence de toute négociation, les États-Unis firent savoir au Canada et au Mexique que la totalité du système de transport continental avait été une nouvelle fois réglementée³⁴. ». Toutes les compagnies de transport ont dû s'adapter à de nouvelles normes de sécurité rigoureuses, y compris à des préautorisation et à des préinspections par du personnel américain, à de nouveaux frais et à de nouveaux délais à la frontière. Les chauffeurs de camion eux-mêmes doivent obtenir une autorisation avant d'entrer sur le territoire américain.

Les mesures de sécurité en vigueur à la frontière obéissent à une logique progressive, où le partage du renseignement entre le Canada et les États-Unis permet d'intercepter des menaces avant qu'elles n'atteignent la frontière. Dans plusieurs cas, le DHS a également déployé du personnel des douanes et de la sécurité ailleurs qu'à la frontière afin d'empêcher des tentatives illégales d'immigration. On procède à des barrages routiers, à des fouilles et à des interrogatoires aussi loin que 100 miles au sud de la frontière. Comme l'indique le journaliste américain Colin Woodard, dans certaines régions de l'État de New York sans accès à la frontière, le nombre d'agents de douanes et d'immigration a été augmenté, ce qui donne souvent lieu à une présence très importante et dynamique près des universités où les étudiants étrangers font l'objet d'un suivi serré³⁵.

Le Canada a emboîté le pas en ce qui concerne la réforme de la sécurité post 11 Septembre. Certaines ententes bilatérales ont été signées, la plus importante étant la Déclaration sur la frontière intelligente de 2001, mais la plupart des mesures qui ont été prises reproduisaient celles adoptées par les États-Unis. Les lois C-11 (*Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*), et C-36 (*Loi antiterroriste*) ressemblent énormément à certaines lois américaines, soit l'*American Patriot Act* et la *National Security Act* en ce qui a trait à leur *intention*, même si leur *application* est plus limitée au Canada³⁶. En 2003, le Canada a créé l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), qui est le pendant canadien du DHS. En regroupant différentes organisations en une seule entité, le Canada voulait « [...] créer d'importantes synergies entre

la sécurité nationale et la gestion des urgences, les services correctionnels et la prévention des crimes, les réseaux d'information de la justice et les organismes d'application de la loi³⁷ » pour améliorer l'efficacité ainsi que le partage du renseignement et de données, et pour faciliter la coopération avec le DHS.

Le Canada avait également déjà affecté des ressources additionnelles aux équipes intégrées de la police des frontières (EIPF) formées conjointement par le Canada et les États-Unis en 1996. Ces équipes rendent possible la surveillance, par des spécialistes de l'application de la loi des deux pays, des vastes et problématiques parties de la frontière qui s'étendent entre les points d'entrée officiels. Le Canada s'est également joint à la US Foreign Terrorist Tracking Task Force. Après avoir constaté les succès de cette organisation, le Canada a accepté de revoir sa politique sur l'immigration et les visas, et a également augmenté le nombre d'agents d'immigration affectés à l'étranger³⁸.

Parmi les autres initiatives de sécurité et de lutte contre le terrorisme du Canada, on compte le plan antiterroriste, qui a prévu un montant additionnel de 5 milliards de dollars pour « [...]



Stephen Harper, premier ministre du Canada, salue des gardes-frontière canadiens, à son arrivée au poste frontalier canado-américain de Cloverdale, le 31 août 2006. Il venait juste d'annoncer qu'à partir de septembre 2007, les gardes frontière canadiens seraient armés, comme leurs homologues américains.

augmenter l'effectif de la GRC, des douanes et de l'immigration, améliorer la sélection des immigrants, des demandeurs du statut de réfugié et des visiteurs, améliorer l'infrastructure de protection et de préparation aux situations d'urgence, prendre des mesures pour régler les problèmes de sécurité aux frontières et augmenter le recours à la détention³⁹ [TCO]. » Le Canada a aussi mis sur pied le Fonds pour l'infrastructure frontalière, allouant 600 millions de dollars pour l'amélioration de la sécurité physique des postes frontaliers. L'effectif des postes frontaliers a aussi été augmenté, et les agents sont maintenant armés⁴⁰.

Photo d'Andy Clark, Reuters RTR/IGV56



Photo de Todd Korol, Reuters RTXOWFO

Un agent frontalier américain regarde des écrans vidéo diffusant les images de caméras placées le long de la frontière américano-canadienne au poste frontalier américain de Sweetgrass, au Montana, le 28 mai 2009.

Réussites et échecs

Plus d'une décennie d'investissements et de nouveaux règlements à la frontière ont donné lieu tant à des réussites qu'à des échecs. Du côté des Américains, l'approche adoptée pour les vérifications est maintenant progressive, des inspections et des vérifications étant possibles ailleurs qu'à la frontière, habituellement avant que le chargement ne quitte le pays. Cette approche augmente grandement la sécurité de la frontière, car elle permet d'éviter les surprises de dernière minute et elle facilite une utilisation maximale du renseignement par les différentes organisations impliquées⁴¹. Des deux côtés de la frontière, le renseignement est maintenant mieux utilisé grâce au partage de données entre les deux pays et les différentes organisations liées à la sécurité de la frontière. La création des organisations centralisées que sont le DHS et l'ASFC a favorisé ce résultat en éliminant la duplication de personnel et de responsabilités, et en prônant le recours (voulu) à des bases de données normalisées. Ces initiatives facilitent l'interception de menaces avant qu'elles n'atteignent la frontière, ce qui était presque impossible auparavant⁴².

Plusieurs initiatives ont été mises en place afin de réduire le plus possible l'incidence des mesures de sécurité supplémentaires sur l'économie. Des programmes tels que NEXUS (canadien) et US-VISIT sont maintenant en place, permettant aux voyageurs qui franchissent souvent la frontière d'obtenir une carte de pré-autorisation et d'ainsi sauver du temps lors du passage de la frontière⁴³. Des programmes semblables ont été mis sur pied par les États-Unis pour le transport terrestre de marchandises commerciales, sous l'égide du Programme de partenariat douanes-commerce contre le terrorisme (CTPAT). Ce programme permet à des entreprises d'expédition d'être certifiées par les agents des douanes américaines, et d'ainsi éviter des inspections et des délais supplémentaires à la frontière⁴⁴. Cela permet une plus grande stabilité des importations/exportations entre le Canada et les États-Unis, car la plupart des chaînes d'avitaillement sont basées sur le principe de la livraison « juste à temps » des produits, qui fait en sorte que tout délai additionnel

à la frontière peut devenir fort coûteux⁴⁵.

Les EIPF constituent également une importante amélioration de la sécurité à la frontière, notamment aux endroits les plus vulnérables entre les postes frontaliers. Ces unités rendent possible la coopération entre les nombreuses organisations nationales des deux côtés de la clôture. Le partage du renseignement par l'entremise des EIPF permet maintenant d'intercepter des milliers de personnes qui autrefois auraient franchi la frontière ni vu ni connu. Selon Warren Coons, directeur canadien des EIPF, les équipes ont réussi à contrecarrer plusieurs attaques terroristes qui étaient encore à l'étape de la planification⁴⁶.

Malheureusement, un certain nombre d'initiatives se sont soldées par des échecs. Chez les Américains, le DHS a été accusé à

de nombreuses reprises de gaspiller les fonds publics, de manquer d'efficacité et même de faire preuve de corruption. En 2008, la radio américaine a indiqué que le moral des membres de l'organisation était bas, que les délais n'étaient pas respectés et que les succès remportés étaient douteux⁴⁷. Plus tôt, en 2005, un rapport du DHS avait indiqué que des millions de dollars avaient été mal dépensés par l'organisation et que 146 membres de son personnel avaient été arrêtés pour avoir accepté des pots-de-vin⁴⁸. L'un des programmes les plus discutables mis de l'avant par le DHS a été le programme de « clôture virtuelle » SBINet. Développé par Boeing, le programme a finalement été annulé après un dépassement de coûts de 400 millions de dollars⁴⁹.

Du côté canadien, l'ASFC a également connu son lot d'échecs. En 2007, 1 200 stagiaires ont été embauchés en vertu d'un programme d'emploi d'été afin de travailler à différents postes frontaliers. Cependant, ces employés temporaires n'avaient pas l'expérience et la maturité requises pour bien accomplir les tâches qui leur étaient assignées. Plusieurs incidents sont survenus, causés par des actes irresponsables ou inappropriés posés par ces jeunes employés. La crédibilité des employés réguliers de l'ASFC a également été atteinte en 2007, lorsque les médias ont publié l'information selon laquelle un agent frontalier sur cinq avait échoué à son test de tir⁵⁰. Le magazine *Maclean's* a également accusé l'ASFC d'utiliser la majorité de ses ressources pour maximiser les revenus générés à la frontière plutôt que pour assurer un maximum de sécurité⁵¹. Pour donner un exemple de cas survenu en 2007, le US Accountability Office a procédé à une vérification de sécurité, au cours de laquelle deux de ses agents ont franchi la frontière avec « un sac qui semblait contenir des matériaux radioactifs⁵² [TCO] » sans que les agents frontaliers canadiens ne s'en aperçoivent.

Deux échecs majeurs sont également survenus en ce qui a trait au partage du renseignement entre l'ASFC et le DHS. Le premier est lié à l'incompatibilité des différentes bases de données utilisées par les organisations, qui rend le partage d'informations très difficile

et inefficace. Le deuxième réside dans le conflit apparent entre la nécessité de partager du renseignement et celle de protéger la vie privée des personnes. Le DHS demande des informations personnelles sur les citoyens canadiens pour des raisons de vérification et de sécurité, mais il n'existe pas d'entente sur ce qui advient de ces informations une fois qu'elles sont entre les mains des Américains. Essentiellement, il n'existe pas de consensus clair sur quelle information peut être *partagée* et quelle information doit être *protégée* en vertu des lois sur la protection des renseignements personnels.

Finalement, un rapport de 2004 du vérificateur général du Canada critique le gouvernement canadien sur la façon dont ce dernier a géré ses dépenses en matière de sécurité immédiatement après le 11 Septembre. Le rapport indique qu'aucune évaluation de la menace n'avait été faite après le 11 Septembre, et que les politiques instaurées et les investissements consentis à la suite des attaques de 2001 n'étaient pas fondés sur des besoins connus, mais plutôt motivés par un sentiment qu'il y avait urgence d'agir. Le rapport indiquait également que les fonds ainsi que les efforts étaient souvent mal ciblés, et ne donnaient donc lieu qu'à peu de progrès en ce qui concerne la sécurité⁵³.

Que savons-nous au sujet d'une possible menace terroriste au Canada?

On entend souvent dire que des groupes terroristes seraient présents au Canada, mais dans l'ensemble, il est difficile de le prouver. Bien que certaines personnes qualifient la situation de très critique, la plupart des experts estiment que les menaces peuvent être remises en question⁵⁴. Quelques exemples concrets, comme le cas d'Ahmed Ressay, ne suffisent pas à établir une tendance convaincante, considérant que plus de 200 millions de personnes par année franchissent la frontière. Le DHS a affirmé qu'entre 2004 et 2007, 1 160 étrangers ayant déjà été condamnés au criminel ou qui « constituaient une menace » pour les États-Unis ont été interceptés⁵⁵. Il n'est toutefois pas fait mention du nombre de présumés terroristes parmi ces 1 160 personnes. Sans cette statistique, il est impossible d'évaluer l'efficacité des mesures de sécurité à la frontière. L'expression « menace à la sécurité » est un terme très générique qui n'est pas nécessairement lié au terrorisme.

Les autorités nous assurent qu'elles sont en mesure d'intercepter les terroristes avant qu'ils ne passent à l'acte, mais peu d'informations à ce sujet sont transmises au public, ce qui



Le 5 avril 2012, des officiers de renvoi et d'application de la loi, avec l'aide de leurs homologues des administrations fédérales, locales et de l'État, ont arrêté plus de 3 100 étrangers criminels reconnus coupables et immigrants fuyitifs, pendant une opération de vérification à l'échelle nationale de six jours organisée par les forces de l'ordre.

complique l'évaluation de l'efficacité des mesures prises. La US Custom Agency signale que lors d'une journée normale, les agents saisissent plus de 7 000 livres de drogues. De plus, chaque jour, 800 personnes se voient interdire l'accès aux États-Unis, mais les raisons de ces interdictions ne sont pas rendues publiques⁵⁶. Il s'agit là de réussites, majoritairement à l'encontre d'activités criminelles, mais le nombre d'interceptions et d'interdictions d'accès est également lié aux nouvelles règles concernant les passeports et les visas, qui ont augmenté le nombre de raisons d'interdire l'accès à une personne. Ainsi, ces statistiques, hors contexte, ne peuvent être considérées comme de bons indicateurs de l'existence d'une menace terroriste.

La frontière en soi constitue une source d'inquiétude légitime. Ses caractéristiques géographiques la rendent très difficile à surveiller, et malgré la présence des EIPF, d'importantes parties de la frontière demeurent vulnérables aux activités illégales⁵⁷. L'infrastructure en place aux points d'entrée, qui est « considérablement désuète⁵⁸ [TCO] », aggrave le problème. Les autorités des deux pays s'interrogent sur leur capacité à assurer *parfaitement* la sécurité de la frontière. Cependant, on accepte également qu'il va de soi qu'assurer parfaitement la sécurité de la plus longue frontière non défendue au monde est simplement impossible.

Conclusion

Des recherches dans les documents officiels et la documentation universitaire permettent de mieux comprendre les enjeux liés à la sécurité de la frontière. Des progrès importants ont eu lieu en ce qui concerne la sécurité des déplacements et des activités économiques. Les processus sont maintenant davantage progressifs et coordonnés, et les membres de l'effectif sont plus nombreux. Le partage du renseignement n'a jamais été aussi efficace qu'actuellement. Cependant, il existe malheureusement encore des lacunes. Des organisations colossales telles que le DHS et l'ASFC seront toujours sujettes aux problèmes bureaucratiques, et l'élément humain fera toujours partie de l'équation. La longueur de la frontière est également un enjeu de taille, mais cela a toujours été le cas, et tous sont bien conscients qu'une surveillance complète de la frontière est en fait impossible.

Le plus difficile demeure d'évaluer l'efficacité des fonds alloués à la sécurité globale de la frontière. Des milliards de dollars ont été investis par les gouvernements des deux pays pour améliorer la sécurité, qui était manifestement déficiente avant les attaques du 11 Septembre. Malheureusement, la menace terroriste étant à cette époque si ardue à cerner, il était difficile de déterminer quelles mesures de sécurité étaient requises pour « corriger » les présumés points faibles à la frontière. C'est aussi pour cette raison qu'il est toujours extrêmement difficile d'évaluer quelles mesures seront nécessaires à l'avenir, ainsi que l'ampleur des fonds à allouer pour atteindre un niveau de sécurité optimal.

Comme le mentionne Deborah Waller Meyers : « Nous devons tenir compte du fait que d'autres attaques pourraient survenir et prendre toutes les mesures raisonnables pour empêcher que cela ne se produise et pour intervenir si nos efforts sont vains, mais nous devons également conserver une ouverture face aux visiteurs et au commerce et rester fidèle à notre tradition démocratique⁵⁹ [TCO]. » Compte tenu du nombre de personnes qui franchit la frontière, il est inévitable qu'un échec des mesures de sécurité survienne à un moment ou à un autre. Il est impossible d'obtenir un système de



Photo d'Andy Clark, Reuters RTR2HBEE

Le navire *MV South Sea*, avec à son bord environ 490 réfugiés probablement d'origine tamoule, arrive à Colwood, en Colombie-Britannique, le 13 août 2010. Les autorités ont intercepté le navire et sont montées à bord après son entrée dans les eaux canadiennes.

sécurité *parfait* qui empêcherait *toutes* les attaques terroristes. En gardant cela à l'esprit, on doit avec une extrême vigilance mettre en œuvre les nouvelles mesures de sécurité, mais on ne peut continuer à investir aveuglément à la frontière simplement parce que prévaut un sentiment omniprésent qu'il est urgent d'agir. Si des sommes trop élevées sont investies sans but clair, une future attaque, même de faible portée, minera grandement la confiance de la population, et la pression populaire incitera à encore plus d'investissements dans les mesures de sécurité afin de regagner la confiance perdue.

Il ne fait aucun doute qu'on doit continuer de contrer la menace terroriste vigoureusement et avec ingéniosité, pas nécessairement avec d'autres mesures de sécurité seulement, mais aussi par une meilleure compréhension des menaces actuelles et par une communication objective et exacte des enjeux auprès des citoyens des

deux pays. Si les médias continuent de clamer haut et fort que le Canada est un terrain fertile pour les terroristes et que ces derniers peuvent y circuler librement sans être dérangés, cela pourrait fort bien encourager lesdits terroristes à venir au Canada, faisant ainsi de cette affirmation une « prophétie qui se réalise ».

Finalement, il existe plusieurs exemples desquels on peut tirer des conclusions sur la façon de lutter contre le terrorisme. La plupart des attaques récentes dirigées contre des pays occidentaux (Madrid en 2004, Londres en 2005 et Moscou en 2011) ont toutes été commises par des terroristes originaires des pays où se sont déroulées les attaques. Même si une meilleure sécurité avait été en place à la frontière, cela n'aurait probablement pas eu d'incidence sur le résultat final. La situation en Israël constitue un autre bon exemple. Peu importe les mesures de sécurité qui ont été instaurées, y compris la construction d'un mur entre les Israéliens et les Palestiniens, les attaques se poursuivent. Pire encore, les mesures de sécurité en vigueur en Israël seraient en partie responsables de la poursuite des attaques⁶⁰.

Malheureusement, le présent article n'offre pas de réponse satisfaisante à la question : la menace terroriste connue à la frontière canado-américaine justifie-t-elle que les gouvernements des deux pays investissent davantage dans les mesures de sécurité? Des investissements ont effectivement été faits, des améliorations ont été apportées, la frontière est beaucoup plus sécuritaire qu'elle ne l'était avant les attaques du 11 Septembre, mais l'économie des deux pays en a souffert. Sans une meilleure compréhension de la menace comme telle, et une conception claire de ce qui constitue un « niveau de sécurité raisonnable », une augmentation sans restriction des dépenses ne serait ni rationnelle, ni constructive. À moins que les gouvernements des deux pays ne s'entendent sur ce qui constitue un niveau de risque acceptable, les investissements en matière de sécurité ne cesseront jamais de croître, car la sécurité *absolue* est un idéal impossible à atteindre.

RMC



Photo de la galerie d'images de l'ASFC <cbas-asfc.gc.ca>

Un chien détecteur de l'Agence des services frontaliers du Canada et un maître chien inspectent la remorque d'un véhicule commercial.



Des employés de l'Agence des services frontaliers du Canada se préparent à inspecter un navire de haute mer.

NOTES

1. Frank P. Harvey, « Canadas Addiction to American Security: The Illusion of Choice in the War on Terrorism », dans *American Review of Canadian Studies*, vol. 35, no 2 (été 2005), p. 265 à 294.
2. Deborah Waller Meyers, « Does "Smarter" Lead to Safer? » dans *International Migration*, vol. 41, no 4, 2003.
3. Harvey, p. 265 à 294.
4. Paul Rosenzweig, « Why the U.S. doesn't Trust Canada », dans *Maclean's*, vol. 122, no 39 (12 octobre 2009), p. 33 à 35.
5. Jason Ackleson, « From 'Thin' to 'Thick' (and Back Again?): The Politics and Policies of the Contemporary US-Canada Border », dans *American Review of Canadian Studies*, vol. 39, no 4, 2009, p. 336 à 351.
6. *Ibid.*, p.337.
7. *Ibid.*, p.338.
8. C.P. Stacey, « Undefined No More », dans *Canada & The World Background*, vol. 72, no 4 (janvier 2007), p. 26 à 29.
9. Brigit Matthiesen, « A Safe and Secure Canada-United States Border », dans *Canada-United States Law Journal*, vol. 34, no 1 (janvier 2009), p. 91 à 125.
10. Daniel Drache, *L'illusion continentale : sécurité et nord-américanité*, Outremont, Québec, Athéna éditions, 2006.
11. Stacey, p. 27.
12. Rosenzweig, p. 33 à 35.
13. Kent Roach, « Counter-Terrorism In and Outside Canada and In and Outside the Anti-Terrorism Act », dans *Review of Constitutional Studies*, vol. 16, no 2 (février 2012), p. 243.
14. Meyers, p. 27.
15. Harvey, p. 265 à 294.
16. Ackleson, p. 340
17. Meyers.
18. John A. Winterdyk et Kelly W. Sundberg, « Assessing Public Confidence in Canada's New Approach to Border Security », dans *Journal Of Borderlands Studies*, vol. 25, no 3/4 (décembre 2010), p. 1 à 18. (p.14).
19. Matthiesen, p. 97.
20. Harvey, p. 265 à 294.
21. Meyers, p. 27.
22. Harvey, p. 265 à 294.
23. Winterdyk et Sundberg, p. 1 à 18.
24. M. Young, *The Drugtakers: the Social Meaning of Drug Use*, Londres, Edition Paladin, 1971, p. 240.
25. Rosenzweig, p. 33 à 35.
26. Stacey, p. 26 à 29.
27. Stewart Bell, *Terreur froide : la filière canadienne du terrorisme international*, Montréal, Éditions de l'Homme, 2004.
28. Drache, p. 30.
29. Department of Homeland Security (DHS). *Fiscal Year 2012 Budget Request*, à <http://www.dhs.gov/dhs-budget>.
30. Meyers.
31. Drache.
32. Ackleson, p. 336 à 351.
33. Drache.
34. *Ibid.*, p. 33.
35. Colin Woodard, « Far From Canada, Aggressive U.S. Border Patrols Snag Foreign Students », dans *Chronicle of Higher Education*, vol. 57, no 19 (janvier 2011), p. A1 à A21.
36. Drache.
37. Sécurité publique Canada, *Rôle de l'organisation en matière de sécurité publique*, à http://www.safecanada.ca/role_f.asp?depid=35, site Web consulté le 30 janvier 2009.
38. Meyers.
39. *Ibid.*, p.11.
40. Conseil du Trésor du Canada (CTC). *Fonds sur l'infrastructure frontalière*, à <http://www.tbs-sct.gc.ca/hldb-bdih/initiative-fra.aspx?Hi=54>, site Web consulté en avril 2013.
41. Meyers.
42. Matthiesen, p. 91 à 125.
43. Ackleson, p. 336 à 351.
44. US Custom and Border Protection (CBP), *C-TPAT: Program Overview* à http://www.cbp.gov/xp/cgov/trade/cargo_security/ctpat/ctpat_program_information/what_is_ctpat/, juin 2001.
45. Meyers.
46. Matthiesen, p. 91 à 125.
47. Winterdyk et Sundberg, p. 1 et 18.
48. *USA Today*, « Homeland Security misspent \$18M, probe finds; 146 arrested » 3 juin 2005, à http://www.usatoday.com/news/washington/2005-06-03-homeland-fraud_x.htm?csp=36.
49. Ackleson, p. 336 à 351.
50. Doug Williamson, « Border guards flunking shooting lessons » dans *The Windsor Star*, 25 septembre 2007, à <http://www.canada.com/windsorstar/story.html?id=fc21bd3f-a8e9-4c89-94d1-6df130e24918&k=67478>.
51. John Geddes et Charlie Gillis, « How safe are we? » dans *Maclean's Magazine*, 12 juillet 2005, à http://www.macleans.ca/canada/national/article.jsp?content=20050718_109096_109096.
52. Ackleson, p. 341.
53. Vérificateur général du Canada, Rapport 2004, à http://www.oag-bvg.gc.ca/internet/Francais/parl_oag_200411_f_1124.html.
54. Matthiesen, p. 91 à 125.
55. Stacey, p. 26 à 29.
56. Matthiesen, p. 91 à 125.
57. Meyers.
58. Matthiesen, p. 119.
59. Meyers, p. 29
60. Harvey, p. 265 à 294.

Photo d'Arnold Sachs ©Bettmann/Corbis U13452711NP



Le président Dwight D. Eisenhower à son bureau, 1957.

DISCOURS D'ADIEU À LA NATION DU PRÉSIDENT DWIGHT D. EISENHOWER, LE 17 JANVIER 1961 ~ CONTRADICTIONS ET CONTEMPORANITÉ

Garrett Lawless et A.G. Dizboni

Introduction

Le discours d'adieu d'Eisenhower continue d'opposer partisans et détracteurs dans l'ensemble du spectre politique. Il a beau couvrir bien d'autres sujets que celui qui lui a valu sa célébrité, la plupart des analyses qui en ont été faites portent principalement sur la relation entre les secteurs public et privé en matière de défense, qu'il a appelée le complexe militaro-industriel (CMI). Dans le discours même, Eisenhower ne traite de ce sujet que superficiellement, et à première vue, sa mise en garde semble être en contradiction avec nombre des décisions qu'il a prises dans le domaine de la défense au cours de ses deux mandats présidentiels. Voilà qui explique comment, au cours des cinquante dernières années, aussi bien « faucons » que « colombes » ont pu évoquer le fantôme d'Eisenhower pour appuyer leurs théories de défense rivales. On oublie ou ignore trop souvent le véritable message de ce discours : un long plaidoyer pour l'équilibre. Même lorsqu'il est abordé, cet appel à l'équilibre est fréquemment considéré comme accessoire dans le grand débat du CMI. Tout cela est bien décevant. En effet, dans ce texte, ce qu'Eisenhower préconise en particulier est un équilibre continu entre la collaboration et le sectarisme

politique au sein du Congrès, un équilibre renouvelé au niveau des programmes nationaux (dont le CMI ne serait qu'un parmi tant d'autres), et un meilleur équilibre entre les désirs actuels et les besoins futurs. Cependant, ce qu'Eisenhower préconise en général est la mobilisation d'une population vigilante et avertie qui saura trouver cet équilibre – voilà donc l'aspect du discours qui mérite plus que tout autre d'être analysé. D'ailleurs, l'utilité contemporaine de ce discours réside dans notre interprétation consciencieuse des réalités contradictoires qui ont suscité cet appel à l'équilibre à l'époque. Ainsi, nous prendrons conscience du peu de connaissance que nous avons aujourd'hui de ces

Le major Garrett Lawless, CD, est pilote de la Force de mobilité aérienne, Aviation royale canadienne, et exerce actuellement les fonctions de conseiller militaire auprès du ministre de la Défense nationale. Il est titulaire d'un diplôme de premier cycle en génie électrique, et d'une maîtrise ès arts en gestion et politique de sécurité et de défense du Collège militaire royal du Canada, ainsi que d'une maîtrise en études de la défense du Collège des Forces canadiennes.

Ali Ghanbarpour Dizboni, PhD, est professeur adjoint de science politique au Collège militaire royal du Canada. Il est aussi chercheur pour le Centre for International and Defence Policy de l'Université Queen's, à Kingston (Ontario).

grands sujets, et peut-être nous rapprocherons-nous comme citoyens de l'idéal imaginé par Eisenhower.

Discussion

Avant tout, il est important de se demander comment la vérité peut être source de contradiction. La vérité n'est-elle pas, par définition, absolue? C'est là la clef qui nous ouvrira toutes les portes : qu'est-ce que la vérité? La plupart des citoyens auraient bien de la difficulté à faire mieux que répondre en boucle. Or, comme nous le verrons, c'est précisément la méconnaissance de la portée générale du terme qui empêche une discussion éclairée. En effet, beaucoup d'entre nous comprennent le concept de vérité de façon scientifique seulement. Nul doute que la science est un outil puissant qui a donné de nombreux résultats bénéfiques, et que les grands progrès scientifiques ont marqué l'émotivité et l'esprit des gens en Occident, ce qui a persuadé bon nombre d'entre nous que la vérité objective n'est pas seulement possible, mais aussi courante. Le problème d'une telle interprétation est qu'elle engouffre rapidement les débats publics sur les politiques dans une impasse, puisque chaque partie croit avoir raison sur toute la ligne et se ferme ainsi au point de vue opposé. Chaque partie au débat agit là de bonne foi; elle a la certitude morale de certaines vérités qui appuient sa position et d'autres vérités qui mettent en échec le point de vue opposé. Or, si l'on croit qu'il ne peut y avoir qu'une vérité, aucune des parties au débat n'est capable de faire preuve de suffisamment d'ouverture pour envisager les idées de l'autre. Les parties cèdent donc à l'émotion et campent sur leurs positions, abandonnent le débat de fond et comblent le vide subséquent de paroles creuses.

Le terme vérité, dans son sens profond, désigne simplement toute proposition qui peut être présentée de bonne foi, conformément à l'ensemble des autres croyances d'une personne¹. Dans cette optique, la vérité est fondamentalement existentielle. D'ailleurs,

si nous considérons du point de vue existentiel les partisans et les détracteurs des appels à l'équilibre lancés par Eisenhower, nous sommes mieux à même de comprendre, d'examiner et d'évaluer les mérites relatifs de toutes les parties. Heureusement, cela est plus facile à faire qu'il n'y paraît. Nous ne nous attarderons pas (pour l'instant) à un examen philosophique nuancé de ce que l'on appelle l'*horizon herméneutique* et nous en tiendrons à tout ce qui compte réellement : une certaine ouverture d'esprit et l'admission qu'aucune des parties à un débat n'argumente sans avoir la conviction intime d'avoir une opinion valable. Cela étant dit, penchons-nous maintenant sur les questions de la coopération du Congrès, de l'équilibre entre les programmes nationaux, et de l'équilibre entre les désirs *actuels* et les besoins *futurs*. L'examen des différentes prétentions à la vérité portant sur ces thèmes dans le discours d'adieu d'Eisenhower devrait mettre en lumière l'importance et la difficulté de mobiliser une population vigilante et avertie.

Le début du discours, où Eisenhower remercie le Congrès de sa propension à la coopération, par opposition au sectarisme politique, suffit à lui seul à inspirer une grande nostalgie même chez les plus jeunes, qui n'ont pas souvenir de cette époque formidable où la gouvernance était efficace. Est-il vrai que ce gouvernement agissait dans un esprit de coopération? De toute évidence, oui. L'entente qui régnait entre le président et le Congrès pendant le mandat d'Eisenhower est documentée et remarquable², mais qu'y avait-il de si spécial à cette période, pour qu'elle ait favorisé un niveau de coopération jamais vu à d'autres époques? Dans le contexte élargi de l'ère nucléaire qui s'amorçait en Amérique, deux repères importants pourraient avoir rendu cette époque unique : la peur et l'économie.

De nos jours, l'époque de la présidence d'Eisenhower évoque généralement les grands idéaux, les belles voitures, la musique joyeuse et les perspectives d'un avenir prospère³. De même, aujourd'hui, nombre de planificateurs de la défense se

languissent ouvertement du « bon vieux temps » de la Guerre froide pour son ennemi clairement identifié et ses stratégies simples. Il est intéressant de constater la vitesse à laquelle nous oublions qu'en dépit de leurs bons côtés, les années 1950 ont fait planer la crainte terrible d'une apocalypse nucléaire provoquée par l'homme. Les États-Unis ont activement promu une vision singulièrement positive d'eux-mêmes, tout en diabolisant l'Union soviétique, de l'autre côté du rideau de fer, pour ces philosophies et pratiques politiques. Cette dichotomie était si extrême, et la terreur qu'elle causait était si massive, que d'éminents citoyens des États-Unis subissaient un procès public à la moindre accusation, ne fut-elle que rumeur, d'entretenir des idées socialistes⁴. Eisenhower a lui-même déclaré qu'il préférerait subir une attaque atomique plutôt que le communisme⁵. Il avait établi une stratégie robuste, quoique suicidaire, pour combattre dans une guerre nucléaire contre l'Union



Le Capitole américain.

Photo de Bill Ingalls, NASA/Defense Video & Imagery Distribution System (DVIDS) 857134

soviétique. Cette stratégie prévoyait des campagnes publiques d'entraînement des citoyens à réagir selon les scénarios prescrits en cas d'attaque nucléaire⁶. Il espérait ainsi prévenir les réactions « trop hystériques » après l'atomisation prévue des 25 à 30 villes américaines désignées, et donner ainsi à la nation la meilleure chance possible de renaître de ses cendres après une attaque nucléaire⁷.

Faut-il s'étonner que, dans ce contexte, le président ait joui d'une coopération sans réserve de la part du Congrès? De même, dans la foulée du cauchemar des attaques du 11 septembre aux États-Unis, nombre des obstacles entravant habituellement l'autorité présidentielle ont aussi été levés. En effet, le Congrès a alors apporté un vaste appui au président Bush, et l'opposition démocrate lui a presque donné carte blanche⁸. Ce qui distingue ces deux périodes de la plupart des autres époques est la peur intense qui a servi à concilier des idées autrement divergentes. Heureusement, à l'heure actuelle, il n'existe aucune telle peur. Les soins de santé, le déficit, et le ton de la politique étrangère des États-Unis sont toutes des questions importantes, mais aucune ni même l'ensemble, ne représente un danger évident et réel susceptible de rallier la population des États-Unis. Au contraire, la population se sent largement en sécurité, et les individus poursuivent donc allègrement différentes quêtes personnelles selon ce qu'ils considèrent conforme à leur propre interprétation de la vérité. Plus particulièrement, il y a moins de coopération au sein du Congrès aujourd'hui parce qu'il n'existe aucun centre d'attention d'une grande intensité émotive qui puisse rapprocher nos notions personnelles de ce qu'est la vérité et inspirer une compréhension commune.



Défilé du 1^{er} mai 1956 sur la place Rouge, à Moscou.

la validité ensuite à l'aide d'expériences contrôlées, dénuées d'émotion et qui peuvent être répétées, l'économie tente de décrire un système incontrôlable, qui comprend beaucoup de variables émotionnelles. Ainsi, l'économie tend à proposer des modèles qui décrivent fidèlement le passé mais échouent souvent de façon lamentable à deviner l'avenir. En soi, ce n'est pas grave, mais les choses se corsent quand ce champ d'étude se drapait dans la nomenclature du calcul. L'économie prend alors des airs de mathématiques, et attire ainsi une foi inébranlable et non méritée en ses conclusions souvent contradictoires. À l'époque d'Eisenhower plus particulièrement, la théorie économique du jour qui a grandement favorisé la coopération accidentelle du Congrès était le keynésianisme.

Quiconque se sent l'âme poétique pourrait décrire l'essentiel de l'histoire de l'économie occidentale en disant qu'Adam Smith a d'une main invisible occis le Léviathan de Thomas Hobbes et préparé le terrain au capitalisme. Pour ceux qui ne connaissent pas les deux hommes, Thomas Hobbes prétendait que les humains devaient être gouvernés par un monarque tout-puissant (le Léviathan), qui les protégerait du monde sauvage et anarchique qui les entoure. Adam Smith a riposté que malgré l'anarchie, les humains qui veillaient à leurs propres intérêts seraient guidés par une « main invisible » qui exigerait d'eux une coopération et une entraide qui, en définitive, leur garantirait tous la prospérité. Bien que cette main invisible semble fonctionner merveilleusement à long terme, il y a parfois, à court terme, des anicroches dévastatrices sur les marchés libres. Essentiellement, c'est là la cause du krach boursier de 1929. C'est alors que John Maynard Keynes a proposé l'adoption d'une sorte

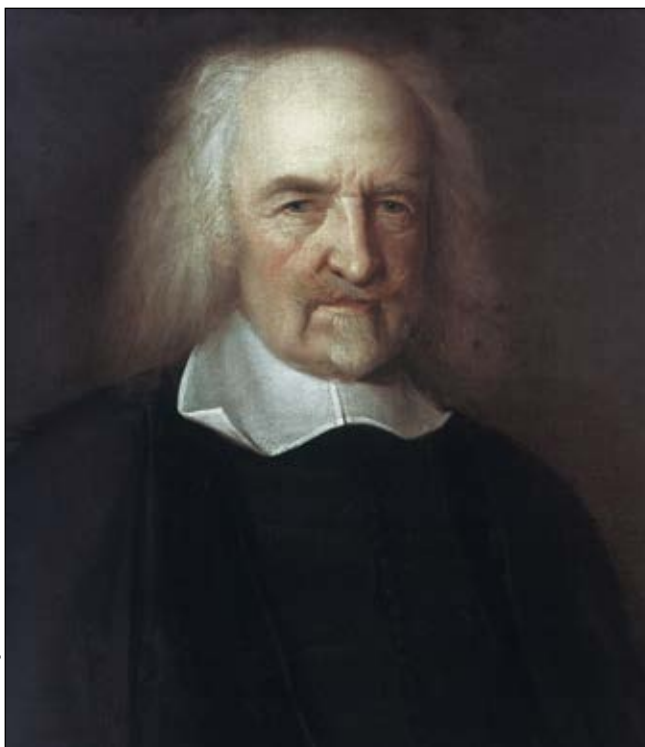
de « mini-Léviathan » sous la forme d'autorités gouvernementales qui aideraient à adoucir les temps durs, et à l'époque d'Eisenhower, cette méthode semblait fonctionner très bien⁹.



Photo de la NASA, DIVIS 837402

Un bombardier B47 Stratojet de Boeing, un des fers de lance du Commandement aérien stratégique pendant les premières années de la guerre froide.

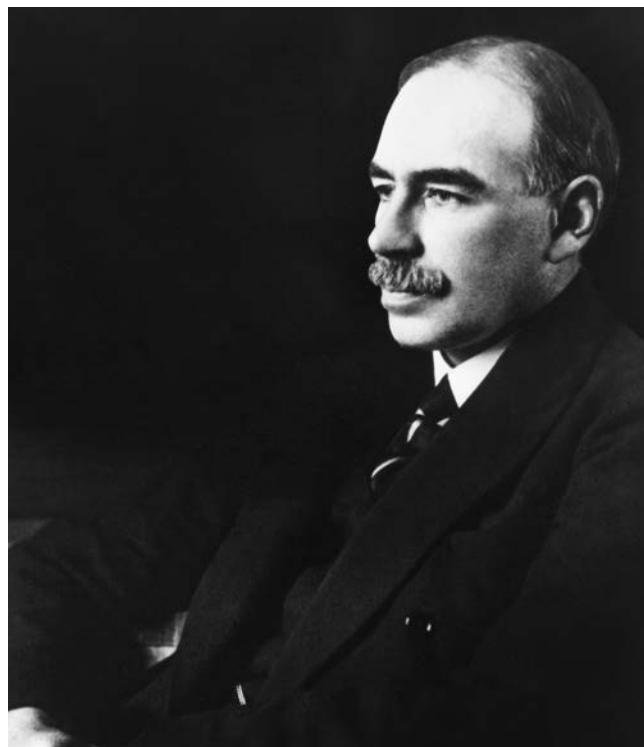
La question de l'économie est un peu plus compliquée. Malgré que d'aucuns prétendent le contraire, l'économie n'est pas une science au sens strict du terme. Alors que dans les sciences physiques, on avance des hypothèses dont on vérifie rigoureusement



Thomas Hobbes (1588-1679), par John Michael Wright.

Ironiquement, l'assujettissement exagéré du keynésianisme à la bureaucratie a poussé les Républicains et les Démocrates à former un drôle de partenariat. Plutôt que de promouvoir le contrôle de l'économie à l'aide d'autorités gouvernementales simples, de nombreux partisans de la gauche ont poussé l'idée beaucoup plus loin, et l'ont plutôt utilisée pour faire la promotion d'un état omniprésent. Cette structure comprenait l'idée d'une industrie de la défense élargie qui serait subventionnée et influencée par le gouvernement fédéral. De cette façon, la coopération du Congrès de cette époque était, jusqu'à un certain point, accidentelle. Eisenhower n'était pas keynésien, et il détestait l'idée d'un état tentaculaire¹⁰, mais les Démocrates connaissaient son faible pour la défense. Ainsi, si le Congrès insistait pour hausser les dépenses liées aux programmes de défense qui produisaient d'excellents revenus et emplois dans leurs circonscriptions, c'était uniquement parce que le président se préoccupait tellement de la sécurité nationale que le Congrès obtenait généralement ce qu'il demandait (ou exigeait)¹¹. Du point de vue de la vérité, la coopération du Congrès pendant cette période est unique en son genre, parce que dans la crainte terrible d'une menace à la sécurité, de farouches opposants trouvaient un terrain d'entente. Pour cette raison, même si la droite et la gauche souscrivaient à différentes idéologies économiques quant aux dépenses publiques, il s'est trouvé qu'à ce sujet, les deux parties au débat souhaitaient prendre les mêmes mesures.

Naturellement, la cohésion opportune à l'égard des programmes de défense a éclaté dans le contexte élargi des programmes nationaux, et c'est pourquoi Eisenhower s'est mis à craindre que se rompe l'équilibre dans les programmes nationaux en général. Cependant, contrairement à ce que prétendent certains, il est incorrect de présumer qu'Eisenhower souhaitait améliorer l'équilibre dans ce domaine en augmentant le financement d'autres programmes. Le discours d'adieu du président laisse transparaître la forte préférence de ce dernier pour l'entrepreneuriat privé, comme lorsqu'il juxtapose l'image d'un inventeur solitaire héroïque qui bricole dans son garage et celle de lugubres groupes de scientifiques parrainés



John Maynard Keynes (1883-1946).

par l'Etat occupés à remplir un terne mandat externe. Certes, étant donné la haine viscérale d'Eisenhower envers le communisme, il est facile d'imaginer le malaise que devaient lui inspirer ces relations entre les secteurs public et privé. Eisenhower ne voulait pas que le gouvernement s'ingère dans l'économie, mais au sein du Congrès, on nourrissait l'espoir que l'État favoriserait de façon dynamique le plein emploi de la population en lui offrant de meilleures possibilités dans le cadre des programmes subventionnés par l'État¹². Ainsi, comme les seuls programmes de cette nature qu'Eisenhower appuyaient étaient ceux de l'industrie de la défense, on comprend rapidement comment un programme national a connu une croissance explosive, alors que tous les autres ou presque étaient négligés.

Les leçons du passé

La situation n'est pas différente aujourd'hui, et les appels à l'équilibre lancés par Eisenhower en ce qui concerne les programmes nationaux n'ont pas été entendus. Cette année, le gouvernement des États-Unis a dépensé plus d'argent pour la défense que pour n'importe quel autre programme, et selon certains calculs, que pour tous les autres programmes gouvernementaux mis ensemble¹³. Toutefois, ce déséquilibre prête aisément à confusion et peut être cité pour justifier toute une gamme d'arguments contradictoires, dont certains ont déjà été formulés par Eisenhower lui-même. Pendant un discours, Eisenhower a en effet déclaré que chaque canon fabriqué, chaque navire de guerre mis à flot, chaque fusée lancée représente en dernière analyse un vol, et qu'un bombardier lourd moderne coûte autant que la construction d'une école de briques moderne dans plus de trente villes¹⁴. Le problème de ce type d'affirmation est qu'il présente une idée simpliste de la nature des dépenses publiques, qui, en fin de compte, doivent être vues comme un investissement. Au-delà du simple achat de dispositifs de sécurité, les investissements dans les industries de la défense créent des emplois et injectent des fonds dans l'économie, ce qui, en retour, stimule directement le moteur industriel de la nation, contrairement aux investissements dans l'éducation.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a aucun mérite à investir dans l'éducation. Au contraire, les bienfaits en sont manifestes, mais le débat public souffre lorsque des arguments sont avancés pour leur rhétorique, et non pour leur juste valeur. L'argument laisse aussi entendre que si le gouvernement des États-Unis devait diminuer les dépenses de la défense, il redirigerait le financement correspondant vers d'autres programmes nationaux, mais c'est faux. En dernière analyse, les États-Unis souscrivent au capitalisme de libre marché. Le déséquilibre des programmes nationaux en faveur de la défense s'explique principalement par le fait que la peur et le patriotisme que ce secteur éveille dans l'imaginaire collectif constitue un terrain d'entente pour les politiciens des États-Unis, et en fin de compte, c'est cet unique argument qui justifie les dépenses. Toutefois, comme les dépenses publiques en général vont à l'encontre d'une résistance à l'état tentaculaire et à l'influence bureaucratique qui est presque primordiale aux États-Unis, il est peu probable qu'un autre programme national jouisse un jour d'autant d'appui, peu importe que celui accordé à la défense augmente ou fléchisse à l'avenir.

Eisenhower craignait que ce déséquilibre dans les dépenses n'hypothèque les générations futures. Cette peur est *intéressante*, si l'on tient compte du fait qu'il considérait aussi comme très

débat public en général, qui doit être la tribune où les orientations nationales de demain prennent forme, nécessite absolument que la société se sente interpellée par les enjeux, s'y intéresse et les comprennent. N'empêche, est-ce une attente réaliste à l'endroit du citoyen idéal? Peut-on trouver un terrain d'entente qui puisse favoriser la productivité du Congrès sans avoir recours à la peur? Et dans quelle mesure cette notion de citoyen idéal est-elle réaliste? S'il doit y avoir une solution de rechange, quelle est-elle? Ces questions nous ramènent au concept de la vérité.

Les « faucons » et les « colombes » qui dénaturent les propos d'Eisenhower au sujet du CMI ne comprennent probablement pas non plus la complexité de son point de vue, et ils devraient donc être au moins considérés comme honnêtes dans leurs prétentions à la vérité. En soi, ça ne pose pas problème. À vrai dire, dans ces circonstances, chaque partie devrait présenter de bonne foi son point de vue à l'autre et examiner l'opinion de l'autre en profondeur et en gardant l'esprit ouvert. Chaque partie approfondirait ainsi sa compréhension de l'opinion d'Eisenhower quant au CMI, par exemple; qu'elle s'est formée fortuitement dans le contexte contradictoire de ses peurs à l'égard de la sécurité nationale et ses idéaux pré-keynésien. Mais voilà, ce n'est pas ce qui se produit habituellement. Au contraire, le débat sur les politiques publiques dégénère trop souvent en une cacophonie de paroles creuses que tout le monde *ridiculise* tout en y *adhérant*. Cette situation peut mener à la confusion absolue, et d'après la documentation politique contemporaine, empêcher que ce soit de discerner une solution pratique, ce qui n'inspire malheureusement aucun optimisme quant à une éventuelle mobilisation d'une population vigilante et avertie.

D'aucuns avancent que personne ne peut trouver une solution pratique à ce problème dans la documentation politique contemporaine, mais il existe un autre champ d'études qui offre un peu d'espoir, étant donné qu'il implique une étude approfondie de ce type précis de problème. Ce domaine s'appelle l'*herméneutique*, et bien qu'il reste malheureusement peu étudié en dehors de la philosophie, en raison de son langage et sa méthodologie ésotériques, il est prometteur dans une certaine mesure en ce qui a trait à la concrétisation du citoyen idéal d'Eisenhower. Il fait valoir la notion d'un horizon herméneutique, qui peut être représenté comme le champ de vision mental d'une personne qui regarde le monde qui l'entoure. Plus particulièrement, il s'agit de la totalité référentielle par laquelle elle se fait une

idée du monde dans lequel elle vit. Ce concept est complexe; des explications s'imposent probablement. Réfléchissez au fait que la compréhension de quoi que ce soit ne peut pas être intrinsèque. La compréhension d'une chose ou d'une idée passe *nécessairement* par son *rapport* avec une autre chose ou idée. Prenez un moment pour y réfléchir. Si nous ne pouvons comprendre une chose qu'en la considérant en rapport avec d'autres choses ou idées, il va sans dire que notre compréhension est limitée au cadre référentiel que nous avons acquis et intériorisé grâce à nos expériences de vie. Voilà ce qui définit et limite les réflexions référentielles dont nous sommes capable, et le total de ces référentiels forme notre horizon herméneutique personnel. En fin de compte, c'est cet horizon qui dicte l'étendue possible de nos pensées, idées et conceptions.

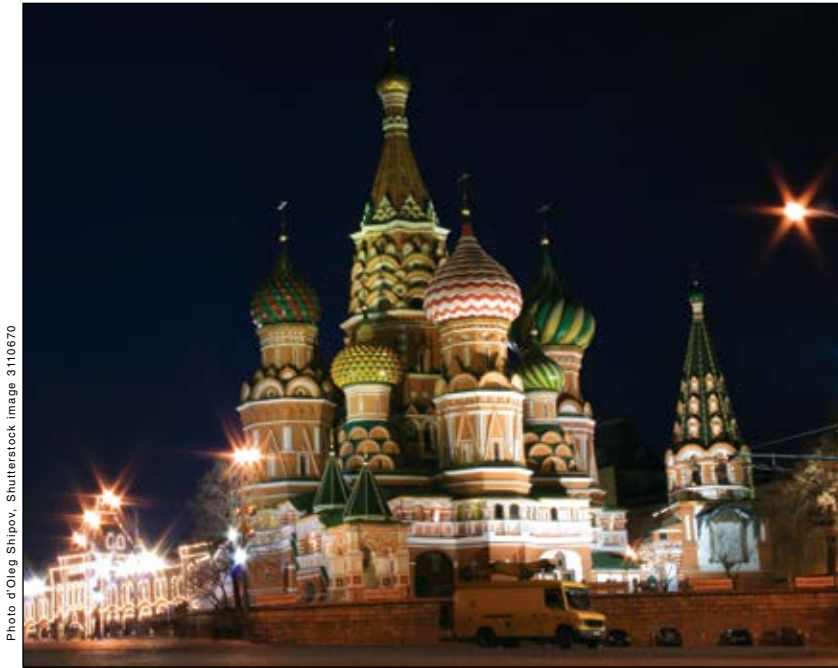
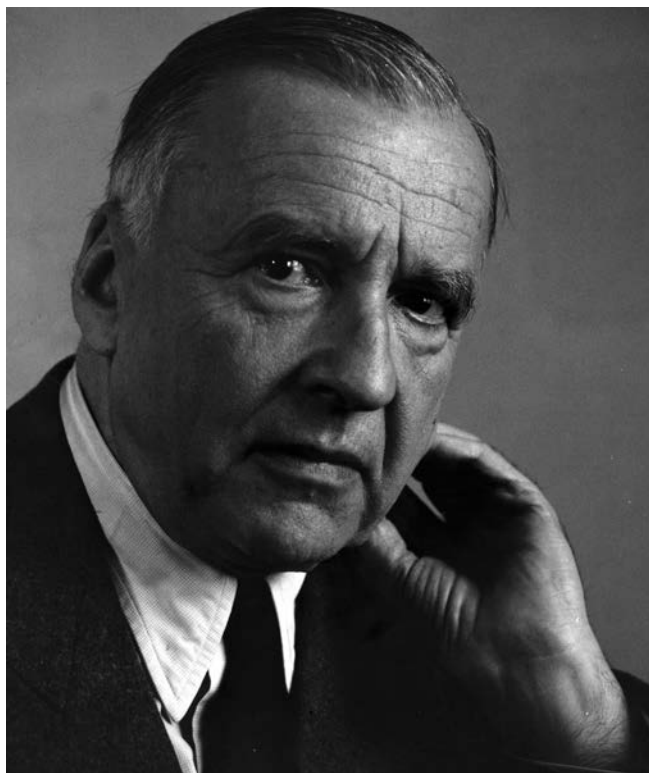


Photo d'Oleg Shipov, Shutterstock, image 3110670

Cathédrale Saint-Basile, sur la place Rouge, de nuit.

réelle la possibilité qu'aucun avenir ne se dessine à l'horizon¹⁵. Heureusement, à cet égard, Eisenhower semble avoir eu tort. Non seulement le monde a survécu, mais peu importe tous les hauts et les bas de l'économie des États-Unis au cours des cinquante dernières années, le niveau de prospérité dont jouissent les citoyens américains d'aujourd'hui est de loin plus élevé qu'il ne l'était alors. Cela dit, cette réussite ne parvient nullement à empêcher la peur liée aux dépenses de se propager aux débats publics d'aujourd'hui, et ce ne devrait pas être le cas. Aucune société responsable digne de ce nom ne peut diriger ses affaires sans être tournée vers l'avenir, ce qui nous amène à l'appel général lancé par Eisenhower dans son discours : la nécessité de miser une population vigilante et avertie. Tant qu'une entente politique sérieuse ne pourra naître que d'une peur intense, l'avenir de la coopération du Congrès restera peu reluisant. De plus, comme le savait Eisenhower, la qualité du



Le célèbre philosophe allemand Hans-Georg Gadamer (1900-2002), connu pour son concept d'herméneutique.

Une erreur courante consiste à présumer à tort que toute idée qui n'a pas de sens selon son *horizon herméneutique personnel* n'en a pas non plus dans l'*universel*. Ce raisonnement peut créer de forts clivages, parce que les gens en viennent à croire que ceux et celles dont les idées ne cadrant pas avec leur propre horizon ont simplement des idées absurdes. Ce n'est manifestement pas productif. Mêlons à cela le rythme étourdissant de la vie moderne, et cette curieuse conviction qu'il incombe à chaque

citoyen d'une démocratie d'avoir une opinion sur tout¹⁶, et on commence à comprendre la source des paroles creuses et grandiloquentes qui guident et limitent les dialogues de sourds que nous tenons aujourd'hui sur les politiques publiques. Les choses n'ont pas à être ainsi. Bien que ce soit déraisonnable, contre-productif même, d'attendre des citoyens qu'ils deviennent vigilants et avertis quant aux discussions incroyablement vastes et compliquées qui se tiennent dans la sphère publique, ce ne devrait pas être trop demandé qu'ils comprennent leur façon de comprendre. Ils en retireraient une ouverture aux idées opposées et une humilité à l'égard de leurs propres pensées, qui vaudraient sûrement davantage que n'importe quelle interprétation donnée d'une politique publique.

Conclusion

Le discours d'adieu d'Eisenhower continuera de trouver un écho parmi ceux et celles qui cherchent à comprendre la psyché d'une nation tentant de s'adapter à la fois à une économie en forte croissance et à une menace à la sécurité presque perpétuelle. Aussi controversé que puisse paraître le discours par moments, les idées qui y sont exprimées sont fidèles à l'homme et au contexte élargi de l'ère dans laquelle il vivait. Les préoccupations concernant les programmes nationaux, les partenariats public-privé et les idéologies économiques sont intéressantes et méritent qu'on s'y arrête, *mais c'est avant tout sur la nécessité d'une population vigilante et avertie que nous devons nous pencher*. Cette idée semble utopique, si on n'adopte pas le bon point de vue. Même les personnes dont la profession fait partie de la sphère publique ne peuvent qu'espérer comprendre en profondeur certains sous-ensembles donnés d'un ensemble plus vaste. Voilà *justement* le point de vue erroné. Au lieu d'espérer l'impossible, il faudrait chercher une compréhension commune de notre façon même de comprendre. Forts de cette connaissance, nous enrichirions le débat public en le rendant plus sérieux, nuancé, humble et constructif.



NOTES

- Hans-Georg Gadamer, *Vérité et méthode : les grandes lignes d'une herméneutique philosophique* [Wahrheit und Methode], édition intégrale revue et corrigée par Pierre Fruchon, Jean Grondin et Gilbert Merlio, Paris, Seuil, 1996, p. 14.
- James S Wagenen, « A review of congressional oversight », dans *Central Intelligence Agency Archives*, à <https://www.cia.gov/library/center-for-the-study-of-intelligence/csi-publications/csi-studies/studies/97unclass/wagenen.html>. Consulté le 31 octobre 2012.
- Michael Hall, « Eisenhower's Farewell Address: A Textual Analysis », dans *Generation Cobweb: A Radical Forum for Waking Minds*.
- Jason Gottlieb, « Ignominious Defeat: The Rise and Fall Surrounding the Army-McCarthy Hearings », à http://www.umich.edu/~history/pages_folder/articles/Ignominious_Defeat.pdf. Consulté le 31 octobre 2012.
- Ira Chernus, « How One Paragraph in a Single Speech has Skewed the Eisenhower Record », dans *Truthout News Analysis*, 2011.
- Ira Chernus, « The Real Eisenhower », dans *George Mason University's History News Network*, 2008.
- Ibid.*
- Michael A. Genovese, *Transformations of the Bush Presidency: 9/11 and Beyond*, Loyola Marymount University Press, 2010, p. 8.
- John Kenneth Galbraith, *L'économie en perspective : une histoire critique*, Paris, Seuil, 1989, p. 168.
- « Eisenhower's Military-Industry Complex Warning, 50 Years Later », dans *National News and Public Radio USA*, 2011.
- James Ledbetter, « What Caused Ike to Criticize the "Military Industrial Complex" », Reuters, 2011.
- Christopher Preble, « Ike Reconsidered: How Conservatives Ignored, and Liberals Misconstrued, Eisenhower's Warnings about Military Spending », dans *Washington Monthly*, 31 octobre 2011. http://www.usgovernmentpending.com/us_military_spending_30.html. Consulté le 31 octobre 2012.
- Discours prononcé devant la American Society of Newspaper Editors, 16 avril 1953.
- Ira Chernus, « The Real Eisenhower ».
- Harry G. Frankfurt, *De l'art de dire des conneries*, Paris, 10/18, 2006, p. 72.

Peter Rindlisbacher, Canadian Society of Marine Artists



The Battle of Lake Erie, par Peter Rindlisbacher.

BRISER L'IMPASSE : LA LUTTE AMPHIBIE AU COURS DE LA GUERRE DE 1812

Jean-François Lebeau

Introduction

On se souvient de la guerre de 1812 tant pour ses combats terrestres rangés (notamment Queenston Heights et La Nouvelle-Orléans) que pour ses célèbres batailles navales opposant la Royal Navy (RN) et l'United States Navy (USN). Pourtant, ces engagements illustres ne représentent qu'une infime partie des combats menés pendant la guerre. On a avancé que la guerre de 1812 ressemblait davantage à la Première Guerre mondiale qu'aux conflits de cette époque, soit les guerres napoléoniennes. Les difficultés liées à la nature sauvage du Haut-Canada et du nord-ouest des États-Unis ont démontré que l'hiver et la maladie étaient aussi nuisibles que les forces militaires opposées. La guerre s'est poursuivie pendant deux ans et demi jusqu'à ce que le Traité de Gand mette fin aux hostilités en 1814. Bien que ce conflit ait été étudié en détail, le recours important à la lutte amphibie en est un aspect qui demeure relativement méconnu. En effet, plusieurs des batailles importantes de cette guerre étaient des opérations amphibies, notamment les batailles de York, de la baie de Chesapeake et



British and American Diplomats Signing the Treaty of Ghent, 24 December 1814, par Forestier.

Le lieutenant de vaisseau G.J.F. Lebeau est l'officier de lutte au-dessus de la surface sur le NCSM Ville de Québec et détient un baccalauréat en histoire du Collège militaire royal du Canada. En 2010, il a reçu la « Qualification aux opérations amphibies » de la Marine française pendant qu'il servait à bord du Tonnerre, navire d'assaut amphibie de classe Mistral.

The Granger Collection, NYC 002792

de La Nouvelle-Orléans. Qui plus est, les deux opposants ont mené plusieurs raids amphibies tout au long du conflit.

Pourquoi a-t-on utilisé de façon aussi considérable la lutte amphibie? Pourquoi les commandants opérationnels ont-ils décidé de mener des opérations amphibies alors qu'ils pouvaient facilement accéder au territoire de l'ennemi par voie terrestre? Pour répondre à cette question, il faut remettre ces opérations en contexte. Ainsi, le présent article démontrera que les opérations amphibies constituaient une solution : (a) pour surmonter les obstacles naturels de la nature sauvage; (b) pour briser l'impasse sur terre (c) pour donner de la mobilité et de la flexibilité opérationnelles aux commandants; (d) pour tenter d'obtenir un avantage psychologique. Aux fins du présent article, l'exposé et l'analyse seront limités aux opérations qui se sont déroulées dans l'Atlantique et le bassin des Grands Lacs.

Théâtre d'opérations de l'Atlantique

Les Britanniques ont nettement dominé le théâtre de l'Atlantique avec leurs opérations amphibies. Ils ont tiré pleinement profit de la vaste expérience de la guerre expéditionnaire acquise pendant les guerres napoléoniennes, ainsi que de leur position avantageuse aux abords des États-Unis¹. À titre de première puissance navale mondiale, la Grande-Bretagne pouvait contraindre un ennemi, tant aux niveaux économique, psychologique et militaire. En 1812, la préoccupation principale de la nation était la guerre européenne contre Napoléon, et, au départ, elle n'était ni disposée ni préparée à passer à l'offensive en Amérique du Nord. En conséquence, les Britanniques ont adopté une stratégie défensive jusqu'à ce qu'ils aient accès à des troupes et à des ressources supplémentaires après l'abdication de Napoléon en 1814². Avant cette date, la stratégie britannique visait à paralyser l'économie américaine au moyen d'une *guerre de course*, de restreindre l'USN à ses eaux nationales et de défendre l'Amérique du Nord britannique contre les invasions américaines³.

Le théâtre d'opérations de l'Atlantique s'étendait sur la côte Est, de Terre-Neuve jusqu'au golfe du Mexique. Ce théâtre était déterminant pour les Britanniques parce qu'il s'agissait de leur seul moyen d'approvisionner leurs colonies et de mettre en œuvre leur stratégie contre les Américains. Les deux principales stations de la RN dans l'Atlantique étaient situées à Halifax et aux Bermudes. Elles étaient positionnées stratégiquement de façon à permettre aux Britanniques d'assurer une certaine présence dans l'océan Atlantique occidental, d'escorter ou d'intercepter des convois, de faire respecter un blocus sur les ports américains, de défendre les lignes de communication maritimes vers Québec et de servir de tremplin éventuel pour une attaque contre les États-Unis. Des forces des stations des îles Sous-le-Vent et de la Jamaïque, dans les Caraïbes, pouvaient leur venir en aide.

Depuis la présidence de Thomas Jefferson, la stratégie militaire américaine était largement à dominance terrestre, et l'USN n'avait été formée qu'au tournant du XIX^e siècle, à la suite de la quasi-guerre avec la France et des opérations méditerranéennes menées pendant les guerres barbaresques⁴. Lorsque la guerre a été déclarée en 1812, l'USN était mal préparée aux opérations navales à grand déploiement. Les quelques navires restants étaient de vieilles – quoiqu'imposantes – frégates, largement dispersées sur la côte Atlantique alors que les grandes villes étaient défendues par un certain nombre de positions fortifiées.

Audébut de la guerre de 1812, le manque de militaires professionnels constituait une préoccupation importante pour les États-Unis. Un nombre restreint de « réguliers » étaient disponibles pour assurer la défense côtière, mais la plupart d'entre eux



Sir Alexander Forrester Inglis Cochrane, par Charles Turner, d'après Sir William Beechey.

étaient répartis un peu partout au pays⁵. La stratégie du président James Madison s'articulait autour de l'invasion du Haut-Canada et du Bas-Canada, ce qui sollicitait la majorité des soldats réguliers de la US Army, et s'appuyait sur la milice pour assurer la défense côtière. La stratégie navale américaine était de déranger en forçant le blocus de la RN, et d'attaquer les navires marchands britanniques en haute mer⁶. Il était impossible d'égaliser les Britanniques en nombre, plus particulièrement après la défaite de Napoléon. Le recours aux navires-corsaires était la clé pour que les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Europe se poursuivent⁷. À l'été 1814, malgré le succès des corsaires, l'économie américaine était en ruine.

Opérations britanniques – Été 1814

Malgré certaines victoires précoces de l'USN, la RN a repris le contrôle de l'océan Atlantique en 1813 et mis en œuvre une campagne de raids amphibies dirigée par le Rear Admiral George Cockburn. Son objectif était de harceler la population américaine, peut-être pour créer de la dissidence, de rassembler des ressources pour la RN et, finalement, de détourner l'attention du gouvernement américain du bassin



©Silvia Pecota

Colours, 1812, de Silvia Pecota.

des Grands Lacs⁸. Cette campagne a forcé les États-Unis à maintenir ses défenses côtières. Au début de 1814, le Vice-Admiral Alexander Cochrane a établi aux Bermudes une force amphibie formée de Royal Marines et de réguliers qui avaient été redéployés des Caraïbes. De cet endroit, on pouvait lancer des raids ou des attaques amphibies n'importe où le long de la côte Est et dans le golfe du Mexique. Halifax était également un emplacement d'importance avec assez de troupes et de ressources sur place pour constituer une menace pour la Nouvelle-Angleterre. Il a toutefois fallu attendre l'été 1814 pour que les Britanniques commencent à exécuter des raids amphibies plus importants afin d'atteindre des objectifs précis.

Plusieurs opérations amphibies se sont déroulées à l'été 1814. Le General Sir John Sherbrooke, alors lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse, a reçu l'ordre de s'emparer de l'État du Maine pour assurer une route terrestre vers Québec⁹. Il prévoyait mener un certain nombre de raids amphibies visant à mettre à l'épreuve les systèmes de défense américains et de prendre et tenir des positions stratégiques le long de la côte. En juin 1814, les Britanniques ont amorcé leur opération en prenant Thomaston et St. George le long de la rivière Penobscot, dans le Maine. Ils ont ensuite mené une attaque sur Eastport en juillet, ce qui leur a permis de protéger leur position et de poursuivre avec l'assaut principal sur Castine en septembre. Castine n'était pas seulement une base pour les corsaires. En effet, elle permettait l'accès à l'intérieur des terres grâce à son emplacement le long de la rivière Penobscot, ce qui

était primordial pour pouvoir contrôler le Maine. Au début de septembre, une force de frappe britannique a débarqué à Castine et a monté la rivière jusqu'à Bangor. La victoire qui a suivi a permis la création d'une route terrestre vers le Bas-Canada, ce qui a assuré le transport continu de matériel et de troupes britanniques pour poursuivre la guerre¹⁰.

En outre, l'offensive principale avait été lancée deux semaines auparavant dans la région de la baie de Chesapeake. La baie permettait d'accéder à deux des centres les plus importants des États-Unis : Washington et Baltimore. La première ville était le siège du gouvernement alors que la deuxième hébergeait le premier port de corsaires au pays. Les Britanniques connaissaient déjà la région puisque le Rear-Admiral Cockburn y avait exécuté des raids sur les villes côtières pendant plus d'une année, et la RN avait réussi à créer un blocus autour des forces de l'USN dans la baie. En août 1814, une force de frappe sous le commandement conjoint de Cockburn et du Major-General Robert Ross a quitté les Bermudes avec l'ordre de lancer un raid amphibie à grande échelle sur la capitale américaine. Le 19 août 1814, la force britannique a débarqué à Benedict au bord de la rivière Patuxent, et a monté vers la capitale américaine. Entre-temps, la force navale de Cockburn a mené des opérations sur les flancs le long des rivières Patuxent et Potomac. Après avoir vaincu les forces américaines à Bladensburg, les Britanniques se sont emparés de Washington le 24 août. Ils ont enchaîné avec un assaut interarmées sur Baltimore en septembre, d'où ils ont finalement été repoussés le 14 septembre. L'objectif



Reconstitution de la bataille de la ferme Crisler, le 11 novembre 1813.

de cette campagne était de démontrer leur capacité de frapper au cœur du territoire américain et près du centre décisionnel. Ils n'avaient aucune intention d'occuper la région, mais plutôt de faire des ravages et de semer la peur dans la population¹¹. Après l'attaque de Baltimore, la force britannique s'est rembarquée pour retourner à ses bases à Halifax et aux Bermudes et se consacrer aux dernières étapes de la planification de l'invasion prochaine de La Nouvelle-Orléans.

La bataille de La Nouvelle-Orléans

La ville de La Nouvelle-Orléans, qui se situe à l'embouchure du fleuve Mississippi, était (et demeure) un port d'expédition américain important. La ville contrôlait l'accès au fleuve et, par le fait même, au Midwest aussi loin au nord que l'Ohio. Elle représentait donc une cible économique et militaire très attrayante aux yeux des Britanniques. Les préparatifs pour l'invasion de La Nouvelle-Orléans ont débuté à l'été 1814, après les opérations de la baie de Chesapeake. Les Britanniques espéraient qu'ils pourraient tirer parti du conflit entre les Américains et les Autochtones creeks, et faire en sorte que ces derniers les aident dans leur plan d'invasion. Puisque la guerre en Europe était terminée, l'Angleterre pouvait affecter plus de militaires à cette opération. L'effectif de départ a beaucoup fluctué, mais à la mi-mars 1814, on pouvait compter jusqu'à 10 000 soldats britanniques dans le delta du Mississippi. Toutefois, ce terrain revêtu perfidement de bayous et de plaines inondables désavantageait les envahisseurs. De surcroît, le courant fort du fleuve rendait la navigation en amont de ce dernier *difficile* pour les navires à voile, voire *impossible* pour les grands navires de guerre¹². Par conséquent, les Britanniques ont décidé de mener un débarquement amphibie et de faire le trajet sur la terre ferme jusqu'à La Nouvelle-Orléans. Ils ont trouvé l'ennemi retranché sans aucun appui d'artillerie ni soutien naval. Le 8 janvier 1815, après une série d'attaques, les forces britanniques ont été vaincues par le Major-General Andrew Jackson. Elles se sont ensuite repliées avant de mettre le cap vers les côtes du golfe pour y lancer d'autres opérations.

La bataille de La Nouvelle-Orléans démontre que les opérations amphibies doivent être bien planifiées et exécutées. Les Britanniques n'ont pas tenu entièrement compte des difficultés associées à la géographie du terrain, ils ne se sont pas prévalus de

tout le renseignement disponible sur l'ennemi et ils ont sous-estimé le leadership et le moral des Américains.

Le théâtre d'opérations des Grands Lacs

La situation était différente dans le bassin des Grands Lacs. La guerre amphibie n'y était pas vraiment unilatérale et les deux côtés tentaient de prendre l'initiative sur le continent et de contrôler les lacs, contrairement à ce qui se passait dans l'océan Atlantique. La stratégie américaine était d'envahir le Haut-Canada et de combattre vers l'est en direction de la forteresse de Québec afin de forcer les Britanniques à partir¹³. Par conséquent, la plupart des opérations terrestres américaines se sont déroulées dans le bassin des Grands Lacs, plus particulièrement dans la région séparant Detroit de Kingston.

Lorsque la guerre a été déclarée en juin 1812, les Américains étaient certains qu'ils feraient rapidement campagne d'un bout à l'autre du Haut-Canada et qu'ils arriveraient à Québec avant la fin de l'année. Ils avaient prévu poursuivre jusqu'à Halifax l'été suivant, et en fin de compte, forcer les Britanniques à quitter l'Amérique du Nord. En fait, les Britanniques, avec l'aide de la milice canadienne et de leurs alliés autochtones, se sont avérés des adversaires de taille, malgré leur nombre inférieur. La campagne de 1812 s'est révélée désastreuse pour les Américains, qui ont essuyé des défaites humiliantes à Detroit et dans la péninsule du Niagara. Tous les combats terrestres se sont soldés par une impasse et aucun des deux côtés n'a enregistré de gains notables.

L'absence d'infrastructures et de ressources à l'extérieur des Grands Lacs est l'un des principaux obstacles rencontrés dans cette région éloignée. Les réseaux routiers étaient rudimentaires et il n'y avait aucun canal reliant les lacs Érié et Ontario aux autres voies d'eau. Il était donc difficile de mettre sur pied, de maintenir et d'approvisionner des forces militaires. À la suite de l'échec de ses forces terrestres en 1812, les États-Unis ont décidé d'investir dans leurs forces navales pour contrer l'avantage des Britanniques sur les lacs. Les Britanniques avaient accès au fleuve Saint-Laurent et, par la bande, à l'océan Atlantique ainsi qu'à toutes les ressources provenant de l'Europe, ce qui était avantageux puisque les ressources étaient rares au Canada. Toutefois, il s'agissait également d'un désavantage pour les Britanniques, car cela les mettait à risque d'être coupés de cette source de subsistance si les Américains reprenaient le contrôle du fleuve.

Au début, la marine provinciale et, plus tard, la RN, ont permis aux Britanniques de contrôler les Grands Lacs et d'intervenir relativement rapidement partout sur les lacs. Les Américains se sont rendu compte que leur stratégie ne serait gagnante que s'ils pouvaient contrôler les plans d'eau. Ils ont construit une nouvelle base navale à Presqu'Île, au bord du lac Érié, et ont investi dans la base existante à Sackets Harbor, le long du lac Ontario. Ces bases étaient défendues et ont reçu les infrastructures nécessaires pour construire des navires de guerre. L'USN se trouvait énormément désavantagée quant à la taille de sa flotte, mais elle disposait d'un meilleur accès à davantage de ressources que les Britanniques. Il était plus facile de construire et d'armer les navires de guerre américains en raison de la proximité relative aux centres industriels tels que Pittsburgh, Philadelphie et New York. Les Américains ont entrepris un programme de construction navale visant à égaler la taille de la flotte des Britanniques sur les lacs et pour contester la supériorité de ces derniers¹⁴. En outre, le bassin de militaires disponibles était plus important aux États-Unis qu'au Haut-Canada. Par conséquent, les bases navales de Presqu'Île et de Sackets Harbor sont devenues les points d'embarquement pour les forces amphibies américaines. Celles-ci étaient situées près de toutes les cibles possibles du Haut-Canada.

Opérations américaines et britanniques – été 1813

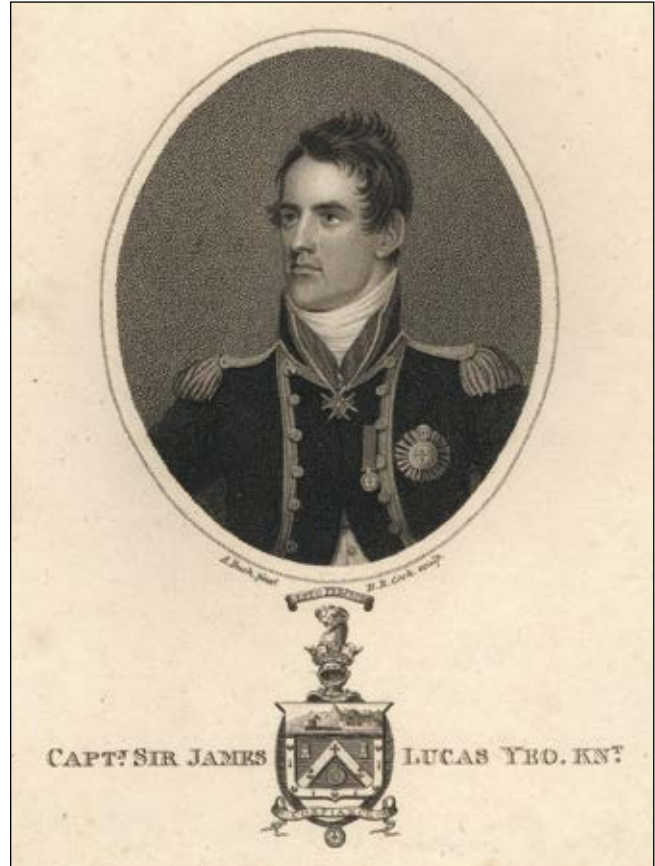
Les Américains ont eu recours à la lutte amphibie dès 1813 en lançant une attaque sur York, la capitale du Haut-Canada. Cette opération s'inscrivait dans leur stratégie visant à isoler les troupes britanniques dans la région de Niagara, ce qui permettrait ensuite aux Américains d'attaquer la base principale à Kingston et de prendre possession du Haut-Canada¹⁵.



Oliver Hazard Perry

À l'approche de la flotte britannique, la force de frappe amphibie a quitté Sackets Harbor à la mi-avril escortée de goélettes de l'USN. Toutefois, la destination finale demeurait floue, ce qui a amené les Britanniques à se demander où l'attaque aurait lieu. Compte tenu de la stratégie américaine, plusieurs villes telles que Kingston, York et Burlington Heights étaient considérées comme des cibles potentielles. Les Américains ont choisi York en raison de son importance et de son emplacement stratégique, puis le General Henry Dearborn et le Commodore Isaac Chauncey ont décidé de passer à l'attaque le 27 avril 1813. La force de débarquement s'est heurtée à une certaine résistance, mais elle a été en mesure de s'emparer de York et d'écraser les quelques réguliers et miliciens britanniques avec l'appui des goélettes. Les Américains ont incendié les édifices législatifs et se sont ensuite retirés pour se préparer en vue des opérations subséquentes.

Les Américains ont enchaîné en mai avec un assaut amphibie réussi sur Fort George. En guise de réponse, le Commodore britannique James Yeo a lancé un raid contre Sackets Harbor pour tenter de forcer Chauncey à rompre son soutien dans la région de Niagara. La force de débarquement britannique s'est emparée de la base et l'a embrasée, mais les navires qui couvraient l'attaque n'ont pas pu se rapprocher assez pour fournir un appui-feu. Du point de vue *tactique*, le raid n'a pas réussi à détruire l'infrastructure et le chantier naval, mais sur le plan *opérationnel*, il a forcé Chauncey à mettre fin à l'assaut et à retourner à la base¹⁶. Après deux défaites majeures sur la terre ferme et sans appui naval, les Américains n'ont pas réussi à consolider leur position dans la péninsule du Niagara, et ils ont dû se replier le long de la rivière Niagara. Ils ont toutefois pris le contrôle du lac Érié en septembre 1813 à la suite



Sir James Lucas Yeo, par Henry Richard Cook; publication de Joyce Gold; d'après Adam Buck.

d'une victoire à Put-in-Bay, ce qui leur a permis de poursuivre et de défaire les forces britanniques sur la rivière Thames plus tard le même automne.

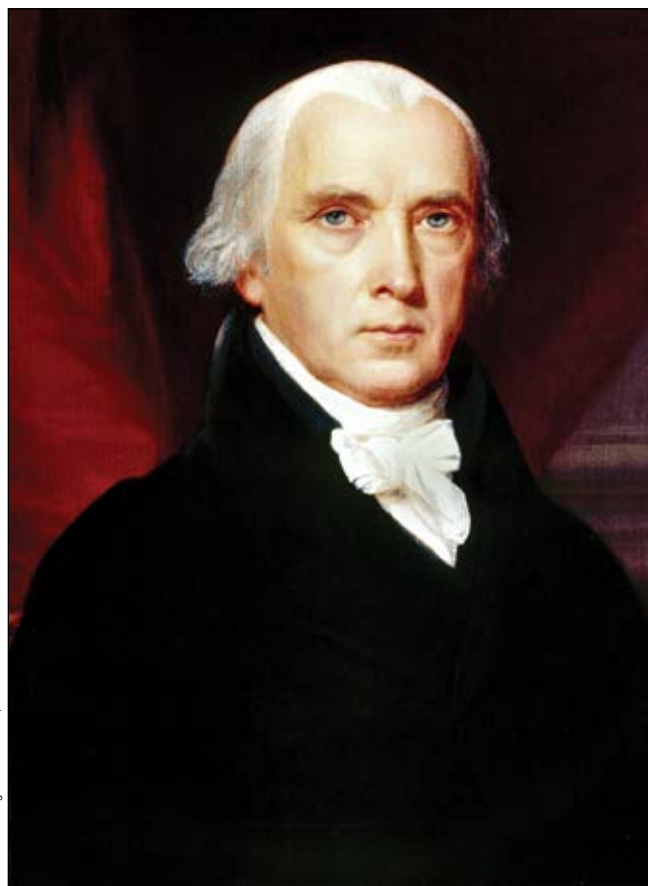
Le théâtre d'opérations des Grands Lacs est demeuré stagnant jusqu'à la fin de la guerre malgré certaines opérations offensives des deux côtés. La lutte amphibie n'a pas été utilisée dans la même mesure qu'au début de 1813. Plusieurs raids amphibies de petite envergure ont été menés, mais sans résultats importants. En 1814, les Britanniques redéployaient certaines de leurs forces de l'Europe et se préparaient à passer à l'offensive sur tous les fronts.

La raison d'être de la lutte amphibie

Plusieurs facteurs ont amené les commandants de la guerre de 1812 à recourir à différents types d'opérations amphibies : (a) les contraintes géographiques; (b) les résultats peu concluants des combats terrestres; (c) la mobilité opérationnelle et la souplesse accrues grâce aux capacités amphibies; (d) les effets psychologiques sur l'ennemi.

Contraintes géographiques

La zone vaste, sous-développée et à peine peuplée qui a servi de cadre à la guerre de 1812 s'est avérée un obstacle de taille pour tous les commandants. Plusieurs endroits au Michigan et au Haut-Canada étaient considérés comme la frontière et n'étaient souvent qu'accessibles par l'eau. Les routes sous-développées entravaient gravement le mouvement des troupes et du ravitaillement. Les opérations dans les marécages de la région de la rivière Maumee et les bayous de La Nouvelle-Orléans ont démontré à



James Madison (1751-1836), quatrième président des États-Unis, de John Vanderlyn

quel point les opérations dans de telles zones sont complexes, mais surtout qu'il est impossible d'y déplacer des troupes rapidement. Ces difficultés étaient encore plus importantes dans les États du nord en raison du climat rigoureux de l'hiver nord-américain. Les Britanniques ont également fait face à des conditions météorologiques difficiles dans la baie de Chesapeake au cours de l'été 1814, malgré son emplacement relativement plus au sud. Par ailleurs, les lacs couverts de glace du bassin des Grands Lacs ont forcé les navires à rentrer au port, ce qui a contraint les armées à l'inactivité pendant plusieurs mois. En effet, peu d'opérations militaires ont été entreprises durant l'hiver¹⁷.

Toutefois, les nombreux grands plans d'eau et les nombreuses rivières de l'Amérique du Nord ont permis aux commandants de recourir à la lutte amphibie pour contrer les désavantages engendrés par le terrain. Les navires pouvaient transporter tout le personnel et l'équipement en peu de temps sans avoir à s'arrêter pour se restaurer ou se reposer, et l'absence de routes appropriées n'était pas un enjeu. Il était donc judicieux, pour les deux factions, de développer la capacité de mener différents types d'opérations amphibies. Le problème de l'isolement s'est atténué à la suite de la création des flottes de navires sur les lacs Champlain, Ontario et Érié, ainsi que de la capacité d'opérer sur le lac Huron.

Le fait que la plupart des villes principales étaient situées à proximité d'un plan d'eau est un autre facteur qui a encouragé le recours à la lutte amphibie. Halifax, les Bermudes, Boston, New York, La Nouvelle-Orléans, York et Detroit sont tous des exemples frappants. C'est également le cas pour Washington et Baltimore, auxquelles on pouvait accéder par la baie de Chesapeake et qui se situaient à distance de marche d'une zone de débarquement amphibie, comme l'ont démontré les Britanniques. En faisant appel aux forces amphibies, les commandants pouvaient souvent surmonter quelques-unes des contraintes géographiques.

Mobilité et souplesse opérationnelles accrues

La mobilité et la souplesse opérationnelles représentent la capacité du commandant de déplacer ses forces, au besoin, et de choisir entre au moins deux plans d'action afin de remplir la mission et de respecter l'intention du supérieur. Les forces amphibies apportaient aux commandants opérationnels de la mobilité et de la souplesse, car elles leur permettaient d'embarquer l'ensemble de leur force de débarquement, de la déplacer à leur guise dans un théâtre d'opérations donné et de s'adapter aux changements.

Au cours de l'été 1814, l'Admiral Alexander Cochrane, des forces britanniques, et ses supérieurs à Londres envisageaient plusieurs cibles aux États-Unis. Ils savaient qu'il était peu probable que le General George Prevost, gouverneur général du Canada de l'époque, s'aventure très loin en Nouvelle-Angleterre étant donné ses politiques antérieures¹⁸. En outre, toutes les campagnes menées à la frontière canadienne s'étaient soldées par un échec jusque-là. Toutefois, une force amphibie constituée entre autres de membres de la Royal Marine et de troupes régulières de la British Army leur permettrait d'attaquer les Américains et d'ouvrir un deuxième front¹⁹. L'Admiral Cochrane bénéficiait d'une mobilité opérationnelle puisqu'il contrôlait l'océan Atlantique occidental jusqu'au golfe du Mexique et très loin dans les eaux américaines. Cette mobilité lui procurait également une souplesse opérationnelle et la capacité de déterminer l'emplacement et la date de chaque assaut. Les Britanniques ont décidé de frapper dans le Maine et dans la région de la baie de Chesapeake, et ensuite de se retirer afin de déployer leurs forces pour l'invasion principale de La Nouvelle-Orléans. Les armées basées à terre n'auraient pas pu

Peter Rindlisbacher, Canadian Society of Marine Artists



Sackets Harbor, 1813, par Peter Rindlisbacher.

concrétiser ce projet puisqu'elles auraient été dépendantes d'un flux régulier de ravitaillement de la flotte en plus d'être soumises aux dangers que comportent l'occupation du territoire ennemi ainsi que les difficultés reconnues du transport terrestre.

Les Américains ont tiré des leçons de leurs défaites de 1812. Ils savaient que pour réussir, ils devaient rompre les liens britanniques entre le Bas-Canada, Kingston et la péninsule du Niagara. Ils avaient besoin de mobilité et de souplesse et c'est ce que la force amphibie de Sackets Harbor a apporté aux commandants américains. Ils disposaient de la mobilité nécessaire pour attaquer York, qui servait de point central entre Kingston et Niagara. Cela signifiait également que l'armée pouvait être déplacée n'importe où sur le lac Ontario dans une courte période afin de soutenir une opération en cours, d'amorcer une nouvelle opération ou de protéger ses propres positions. Les opérations de York et de Fort George sont de bons exemples et démontrent que les Américains s'efforçaient activement de trouver des solutions aux impasses survenues dans le cadre des opérations terrestres.

Initiative et plans d'action désavantageux

Au début de 1813, les Américains savaient que l'invasion du Haut-Canada ne serait pas aussi facile que ce qu'ils avaient envisagé au départ. La campagne de l'année précédente s'était soldée par un échec et peu de victoires avaient été remportées d'un côté comme de l'autre. Par conséquent, les Américains devaient faire preuve d'audace et de créativité pour reprendre l'initiative. En attaquant York en avril 1813, les Américains ont surpris les Britanniques et les ont forcés à quitter leurs positions et à se regrouper ailleurs, ce qui a temporairement coupé les lignes de communication entre Kingston et la péninsule du Niagara. Cette distraction a donné aux commandants américains assez de temps pour qu'ils se préparent en vue de l'invasion de mai 1813. Une fois de plus, on a eu recours à la flotte du Commodore Chauncey pour transporter et débarquer une force à Fort George et assurer l'appui-feu, ce qui a permis aux Américains de reprendre l'initiative et d'éloigner les Britanniques de leurs positions fortifiées le long de la rivière Niagara. Les Américains y sont demeurés jusqu'à plus tard au cours de

l'été lorsqu'ils ont été vaincus aux batailles de Beaver Dam et de Stoney Creek.

La situation était tout à fait différente dans l'Atlantique. En 1812, les Britanniques avaient adopté une stratégie défensive parce qu'ils participaient à des opérations à cadence rapide en Europe et ils ne pouvaient pas se permettre de combattre simultanément dans deux guerres majeures sur deux continents. Il était toutefois encore possible de secouer l'économie américaine, et d'influencer indirectement la conduite de la guerre. Les Britanniques ont donc instauré une politique agressive de raids amphibies dès 1813. Ils ont ciblé des régions telles que la baie de Chesapeake, la Nouvelle-Angleterre et la côte de la Caroline en raison de la proximité de villes importantes, du sentiment proguerre

qui y prévalait et de l'appui de ces régions à l'égard des corsaires. La plus grande réussite des Britanniques est que cette politique a obligé le gouvernement américain à adopter un plan d'action désavantageux. Il est devenu nécessaire d'assurer une défense côtière, du Maine jusqu'à la Géorgie, ce qui a monopolisé des ressources qui auraient pu être employées dans le Haut-Canada.

En 1814, les Britanniques ont augmenté la cadence de combat. La guerre était terminée et des ressources étaient alors disponibles pour d'autres opérations. On a de nouveau eu recours aux forces amphibies parce que les Britanniques pouvaient frapper plusieurs emplacements en même temps et détourner l'attention du gouvernement américain portée sur la péninsule du Niagara et le Bas-Canada. L'intensité et l'étendue des opérations amphibies ont également été augmentées. Celles-ci présentaient une menace importante pour la côte Est et la sécurité de la capitale américaine. Ces opérations amphibies ont préparé les Britanniques à l'invasion de La Nouvelle-Orléans à la fin de 1814, une entreprise audacieuse visant à former un troisième front sur le flanc occidental américain et à prendre l'initiative dans l'ensemble de l'Amérique du Nord.

Effets psychologiques

Les effets psychologiques, le dernier facteur positif du recours à la lutte amphibie, est un dérivé des deuxième et troisième facteurs. Les Britanniques excellaient dans le domaine de la guerre psychologique, et ils en ont tiré parti. La population américaine avait peur d'un assaut amphibie britannique sur leurs villes, de la destruction et du pillage associés ainsi que des actes répréhensibles perpétrés par les attaquants. La politique fructueuse du Rear-Admiral Cockburn sur les raids amphibies a donné lieu à une quasi-paranoïa dans la population américaine. Des raids ont également été menés de Halifax sur l'ensemble de la côte de la Nouvelle-Angleterre. Les Britanniques espéraient instaurer un climat de terreur parmi la population côtière, ce qui forcerait ultérieurement le gouvernement américain à négocier pour la cessation des hostilités. Les résultats de cette politique ont été mitigés. Dans certains cas, elle a nourri

non seulement une peur chronique, mais également une haine des Britanniques, ce qui a renforcé le patriotisme et la détermination du peuple américain. La mesure dans laquelle elle a contribué aux négociations de paix à Gand dépasse la portée de ce court article.

Conclusion

Les opérations amphibies réalisées au cours de la guerre de 1812 découlaient, en partie, de campagnes terrestres non concluantes. Elles se sont avérées une solution aux impasses rencontrées lors des opérations terrestres. Elles ont procuré aux commandants opérationnels la mobilité et la souplesse opérationnelles de frapper à l'endroit et au moment voulus, et elles pouvaient obliger l'ennemi à suivre un autre plan d'action. Les commandants tels que le Rear-Admiral Cockburn et le Commodore Chauncey ont utilisé avec succès la lutte amphibie

pour prendre l'initiative dans un théâtre d'opérations et préparer le terrain pour les forces terrestres. Ils ont bien saisi que « l'objectif ultime se trouvait sur la terre ferme » et ils ont recouru à la lutte amphibie pour atteindre ce but²⁰ [TCO].

Les opérations amphibies de la guerre de 1812 représentent de bonnes études de cas pour l'officier des temps modernes puisqu'elles démontrent la façon dont les opérations navales peuvent influencer sur les opérations terrestres. Elles montrent également que la réussite n'est pas toujours mesurée par rapport à la défaite physique des forces de l'ennemi. Enfin, les opérations amphibies ont été et sont toujours un aspect important de la guerre maritime. La guerre de 1812 est une source importante de leçons qui méritent d'être étudiées plus en détail.



Peter Rindlisbacher, Canadian Society of Marine Artists

Lawrence Takes Fire, par Peter Rindlisbacher.

NOTES

1. Pat Bolen, « The RCN Can Learn from Admiral Nelson's Amphibious Defeats », dans *Canadian Naval Review* (Automne 2012), p. 20.
2. Andrew Lambert, *The Challenge*, Londres, Faber and Faber, 2012, p. 63.
3. *Ibid.*, p. 83.
4. *Ibid.*, p. 34.
5. George Daughan, *1812. The Navy's War*, New York, Basic Books, 2011, p. 34-35.
6. Lambert, p. 62.
7. Daughan, p. 41.
8. *Ibid.*, p. 232.
9. Lambert, p. 317.
10. *Ibid.*, p. 320.
11. Daughan, p. 340.
12. Theodore Roosevelt, *The Naval War of 1812*, New York, Charles Scribner's Sons, 1926, p. 376.
13. Pierre Berton, *L'invasion du Canada. Tome 1. Les Américains attaquent, 1812-1813*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1981, p. 101102.
14. Mark Lardas, *Great Lakes Warships 1812-1815*, Long Island City, NY, Osprey Publishing, 2012, p. 10.
15. J.C.A. Stagg, *The War of 1812: Conflict for a Continent*, New York, Cambridge University Press, 2012, p. 85-86.
16. *Ibid.*, p. 88-89.
17. Pierre Berton, *L'invasion du Canada. Tome 2. À l'assaut du Québec, 1813-1814*, Montréal, Éditions de l'Homme, 1981, p. 14-15.
18. Lambert, p. 381.
19. *Ibid.*, p. 232.
20. Wayne P. Hughes Jr., *Fleet Tactics and Coastal Combat*, Annapolis, MD, Naval Institute Press, 2000, p. 26.



Sun Tzu
544 av. J.-C. - 496 av. J.-C.
Chine
« *L'art de la guerre, c'est soumettre l'ennemi sans combat.* »
Getty image 103420365 Chinese School, Bridgeman Art Library

Niccolò dei Machiavelli
3 mai 1469 - 21 juin 1527
Italie
« *Les meilleures résolutions sont celles qu'on cache à l'ennemi, jusqu'au moment de les exécuter.* »
Ullstein Bild/The Granger Collection, NYC 0207848

Carl von Clausewitz
1^{er} juillet 1780 - 16 novembre 1831
Prusse
« *Poursuivre un but considérable, décisif, avec énergie et opiniâtreté.* »
The Granger Collection, NYC 0046391

Nihil Novi Sub 孫子

RIEN DE NOUVEAU SOUS LE SOLEIL - DEPUIS SUN TZU : LES PRINCIPES INTEMPORELS DE L'ART OPÉRATIONNEL DE LA GUERRE

le capitaine de frégate Jacques P. Olivier

Introduction

On ne compte plus les auteurs qui, au fil des siècles, ont affirmé comprendre la guerre et la société. Parmi les ouvrages les plus renommés, mentionnons l'astucieux *Il Principe* du philosophe politique italien Niccolò di Machiavelli, rédigé en 1513 mais publié à titre posthume en 1532, de même que le légendaire *Vom Kriege*, de 1831, autre écrit posthume, dans lequel le général prusso-allemand Carl Philipp Gottlieb von Clausewitz expose les grandes théories que lui ont inspirées les guerres napoléoniennes. Les ouvrages de ces deux savants de la guerre, et d'autres encore, ne sont pas sans lien avec le traité militaire dont il sera question dans le présent article,

l'intemporel *Art de la guerre* du stratège chinois Sun Tzu, écrit au V^e siècle avant Jésus-Christ.

La doctrine militaire contemporaine ayant évolué sous l'influence des théories transformatrices de la Révolution dans les affaires militaires (RAM) au cours des années 1970¹ et frayé avec une multitude de concepts épistémologiques de systématisation, nous sommes en droit de nous demander si la nature de l'art opérationnel de la guerre a véritablement connu des changements fondamentaux au fil des deux derniers millénaires. Dans ce court article, nous répondrons à cette interrogation par la négative, et nous nous efforcerons de montrer que les principes de la guerre rejoignent aujourd'hui encore quelques piliers que Sun Tzu aurait été le premier à coucher par écrit : vaincre sans combattre; faute de pouvoir éviter le combat, éviter les points forts et attaquer les points faibles; tout le reste est secondaire

et n'est qu'un moyen de servir ce qui précède. Nous expliquerons donc que la guerre – le recours à la violence pour imposer sa volonté – demeure un moyen de réaliser des objectifs politiques, et qu'il faut adopter une approche offensive globale et choisir les modalités les plus efficaces si l'on veut la remporter au coût le plus faible et dans le délai le plus court possible.

Nous commencerons par comparer la perspective globale de Sun Tzu à celle d'autres auteurs, puis à certaines théories de systématisation caractéristiques de la RAM. Ensuite, nous passerons en revue les centres de gravité de Sun Tzu, de même que les facteurs qui motivent la proportionnalité de la force et le type de guerre à mener, compte tenu de la *volonté* de combattre et des *ressources* dont on dispose. L'emploi du *renseignement*, qui rend possible la déception et, ainsi, l'effet de surprise, sera le fil conducteur qui liera tout l'article.

L'approche offensive globale

Dans son volumineux ouvrage *Vom Kriege*, Clausewitz fait valoir que le moyen le plus expéditif d'atteindre ses objectifs politiques consiste à détruire le centre de gravité de l'adversaire dans une grande bataille décisive. De son côté, dans *Il Principe*, Machiavelli se concentre sur les politiques intérieures et étrangères, et décrit la meilleure façon d'établir, de gouverner et de préserver un État *par tous les moyens nécessaires*, en faisant usage de la vertu, de la politique de la force, de la chance, de l'habileté, mais aussi de l'implacabilité et de la cruauté. Là où Clausewitz et Machiavelli s'attachent à des aspects très précis d'un énorme casse-tête, Sun Tzu, dans *L'Art de la guerre*, propose plutôt une approche globale de la conduite de la guerre, qui comprend non seulement les frappes chirurgicales comme dernier recours, mais aussi un éventail de méthodes non militaires relevant des sphères de la diplomatie, de la politique, de l'économie, de la psychologie et de la morale, qui permettent de gagner sans combattre.

Les incarnations modernes de la stratégie offensive globale de Sun Tzu sont légion dans les écrits sur la RAM. Mais précisons d'abord ce qu'est la RAM :

Toute altération d'envergure se produisant dans la nature de la guerre du fait de l'application novatrice de nouvelles technologies qui, combinée à des modifications considérables apportées à la doctrine militaire et aux concepts opérationnels et organisationnels, transforme fondamentalement le caractère et la conduite des opérations militaires². [TCO]

Considérons, à titre d'exemple, les approches fondées sur un « système de systèmes », telles que les opérations décisives rapides (ODR) et les opérations basées sur les effets (OBE), qui ont été mises à profit pour la planification et la conduite d'opérations combinant des méthodes militaires et non militaires durant la guerre du golfe Persique, en 1991. S'inscrivant en faux contre l'idée dominante voulant que l'on doive cibler des objectifs en vue de les détruire, les planificateurs et les commandants américains semblent plutôt avoir adopté le principe de Sun Tzu selon lequel « en règle générale, il est préférable de préserver un pays à le détruire³ ». Le Lieutenant Colonel (aujourd'hui Lieutenant General à la retraite) Dave Deptula, de la United States Air Force (USAF), a fait des

ODR et des OBE ses concepts doctrinaux directeurs afin de réaliser des effets stratégiques⁴. Malgré l'évolution des technologies et des méthodes d'application, la nature, la philosophie et les « systèmes » des opérations déployées restent essentiellement ceux que décrivait Sun Tzu il y a 2 400 ans.

Bien que le United States Joint Forces Command ait rejeté catégoriquement cette approche en 2008⁵, celle-ci illustre que l'analyse du système de systèmes proposée par l'approche des OBE tablait sur six principaux systèmes : le politique, le militaire, l'économique, le social, l'infrastructure et l'information. Chacun d'eux comportait des nœuds et des liaisons, les nœuds étant les éléments tangibles comme les personnes, les lieux et les composantes physiques d'un système, et les liaisons étant les rapports physiques, fonctionnels et comportementaux unissant les nœuds des différents systèmes. Les nœuds les plus vulnérables et les liaisons connexes sont ciblés en vue d'actions diplomatiques, informationnelles, militaires et économiques (DIME) ayant pour objet d'influencer ou de changer le fonctionnement du système et les capacités des ressources et, de ce fait, d'ébranler la *volonté* de combattre de l'ennemi⁶.

Figure 1 – Approche systémique de la guerre

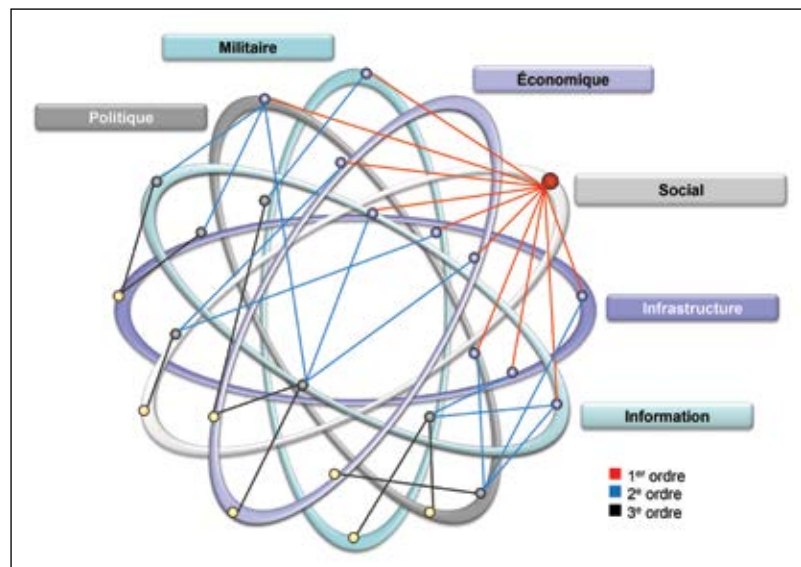


Photo de l'auteur

Essentiellement, cette approche veut que les activités menées dans un système puissent avoir des effets collatéraux de premier, deuxième ou troisième ordre, ou plus encore, sur d'autres systèmes, permettant ainsi d'anéantir ou de paralyser tout le système de systèmes sans avoir à engager de combat militaire. Après tout, l'approche globale de Sun Tzu a pour prémisse qu'il faut chercher à réaliser les objectifs politiques de l'État sans combattre et en causant le moins possible de destruction. « Être victorieux dans tous les combats n'est pas le fin du fin; soumettre l'ennemi sans croiser le fer, voilà le fin du fin⁷. »

Cette version antique de l'« approche pangouvernementale » a été reproduite, sous des formes très diverses, au cours des récentes décennies. L'énoncé de politique étrangère de 2005 de l'ancien premier ministre Paul Martin⁸, par exemple, renfermait l'idée que l'adoption d'un cadre « 3D » (défense, diplomatie et développement) était le meilleur moyen pour le Canada d'influer sur les conflits⁹.

Centres de gravité

La stratégie offensive globale de Sun Tzu repose sur ses priorités en matière de centres de gravité¹⁰. Par ordre de mérite relatif, la priorité consiste en premier lieu à attaquer les plans et les stratégies de l'ennemi dès leur conception, ce qui revient à « gagner par le renseignement ». Viennent ensuite la perturbation et la dissolution des alliances sur le point de se concrétiser, ce que l'on pourrait appeler « gagner par l'intimidation ». En troisième lieu, si les méthodes non violentes ne portent pas fruit, il faut passer à l'attaque de l'armée ennemie, c'est-à-dire « gagner par le combat ». Enfin, s'il n'y a aucune autre voie possible, il faut attaquer les villes, mais il s'agit de la forme d'attaque la plus vile qui soit.

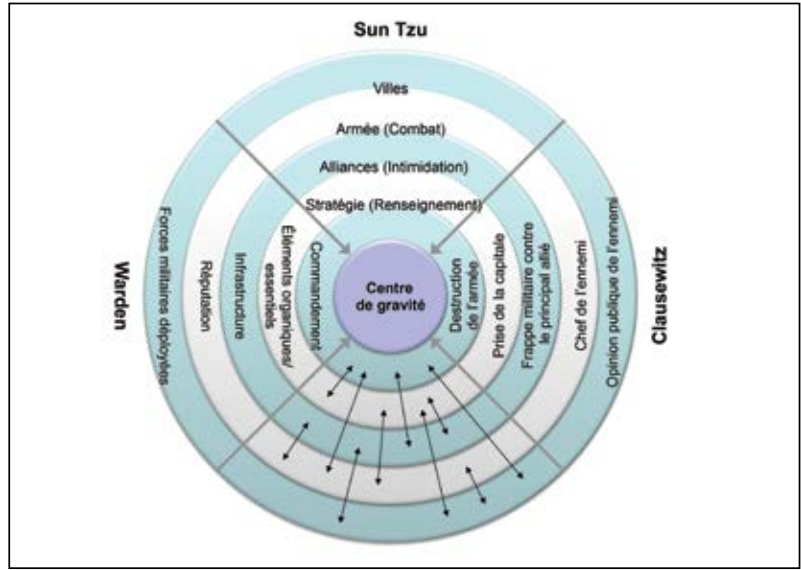
Le recours à la force n'empêche toutefois pas de continuer d'user en parallèle de méthodes non violentes, telles que la diplomatie pacifique et les sanctions économiques. Sun Tzu répète que « [le] grand capitaine soumet les armées sans combat, emporte les places sans en faire le siège, renverse les nations sans campagnes prolongées¹¹. » Pour réussir, cette stratégie offensive doit être planifiée et exécutée de façon à faire un usage considérable du renseignement, de la déception, de l'effet de surprise, de la vitesse, et employer des manœuvres directes et indirectes avec promptitude à tous les niveaux, du politique au tactique.

Une incarnation intéressante du concept des centres de gravité prioritaires de Sun Tzu a été imaginée par le Colonel à la retraite John A. Warden, de l'USAF. La théorie de l'attaque stratégique de Warden est fondée sur cinq cercles ou attributs du système, à savoir le commandement, les éléments organiques/essentiels, l'infrastructure, la population et les forces militaires en campagne. On sait que Sun Tzu traite explicitement du commandement, des éléments organiques/essentiels et de l'infrastructure dans le premier chapitre de *L'Art de la guerre*, intitulé *Supputations*, où il expose ses vues sur l'influence morale, le commandement et la doctrine. Il donne en effet une grande importance à l'appréciation de ces facteurs fondamentaux, car qui les maîtrise est victorieux, tandis que celui qui ne les maîtrise pas est défait.

La vertu est ce qui assure la cohésion entre supérieurs et inférieurs [commandement], et incite ces derniers à accompagner leur chef dans la mort comme dans la vie, sans crainte du danger. [...] Le commandement dépend de la perspicacité, de l'impartialité, de l'humanité, de la résolution et de la sévérité du général. [...] Par organisation, il faut entendre la discipline, la hiérarchie [chaîne de commandement] et la logistique [c.-à-d. les éléments organiques/essentiels et l'infrastructure]¹².

Dans la figure 2, nous comparons les théories de Sun Tzu et de Warden et nous les mettons en parallèle avec celle des centres de gravité de Clausewitz¹³. On y relève des différences, certes, mais surtout des points en commun : contrairement à Clausewitz, Sun Tzu et Warden ne font pas de la destruction de l'armée et des villes de l'ennemi un objectif stratégique principal. Les deux théoriciens visent plutôt à forcer la capitulation en faisant pression sur les éléments DIME¹⁴. Signalons que Sun Tzu et Clausewitz percevaient tous deux la nécessité de briser les alliances de l'ennemi afin d'isoler et d'affaiblir ce dernier.

Figure 2 – Centres de gravité



Il ne fait pas de doute que les centres de gravité de Sun Tzu et leur niveau de priorité demeurent les plus actuels. On n'a qu'à consulter la Charte de l'Organisation des Nations Unies (ONU), qui privilégie la résolution pacifique des conflits par des solutions diplomatiques *d'abord*, par des sanctions économiques *ensuite*, puis par l'usage de la force *en dernier recours*, tout en protégeant les populations et en fournissant de l'aide humanitaire¹⁵.

Proportionnalité de la force

Pour les circonstances où les méthodes non violentes échouent et où la situation exige le recours aux forces militaires, Sun Tzu établit des règles de proportionnalité de la force qui occupent encore aujourd'hui une place au cœur même de l'art opérationnel de la guerre, dans la mesure où « force » s'entend des *ressources*, comme le capital humain (soldats), ainsi que des ressources logistiques comme la technologie, l'énergie, le matériel, les finances et l'infrastructure. Néanmoins, Sun Tzu avance métaphoriquement que si une armée possède dix fois la force de l'ennemi, elle devrait l'attaquer par encerclement, si les généraux sont d'intelligence et de courage équivalents de part et d'autre, et les soldats de compétence et de cohésion égales. Quand une armée possède cinq fois la force de l'ennemi, elle devrait mener un assaut direct à l'aide du tiers de ses forces et, au moyen des deux tiers qui restent, chercher les points faibles, puis lancer une attaque-surprise. Quand la supériorité de la force est de deux pour un, l'armée dominante devrait employer une partie de ses forces pour attaquer directement un point critique des lignes que l'ennemi devra assurément défendre, tout en attaquant par surprise un autre point dans le but de confondre l'ennemi et de le contraindre à diviser ses forces^{16, 17}.

Sun Tzu évoque ici l'emploi déterminant du *cheng* et du *ch'i*. À ce sujet, il affirme ce qui suit : « En règle générale, on use des moyens réguliers [*cheng*] au moment de l'engagement; on recourt aux moyens extraordinaires [*ch'i*] pour emporter la victoire¹⁸. » Le *cheng* (force normale, orthodoxe, directe) fixe, attire ou distrait l'ennemi, tandis que le *ch'i* (force extraordinaire, non orthodoxe, indirecte) agit de façon décisive au moment et à l'endroit où les coups ne sont pas attendus et vient ainsi à bout de l'ennemi¹⁹.

Adoptant sans réserve ces principes pendant la Deuxième Guerre mondiale, les tacticiens allemands ont créé le *Blitzkrieg* pour défaire leurs adversaires à l'aide du *Nebenpunkt* (point d'appui, ou cheng) et la guerre de manœuvre axée sur le *Schwerpunkt* (point central, ou *ch'i*). La philosophie du *Blitzkrieg* fait appel au renseignement, à la vitesse et à l'agilité pour produire de l'ambiguïté, réaliser la déception, exploiter les points faibles et focaliser efficacement la violence²⁰.

L'opération *Desert Storm*, menée en 1991, nous fournit un exemple plus récent. Les forces de la coalition ont dominé les airs, mais les forces terrestres étaient plus égales. En contrôlant le renseignement, le General H. Norman Schwarzkopf a fait planer la menace d'un assaut amphibie dans l'est (*cheng*), mais a plutôt exécuté une attaque de blindés contre l'armée irakienne à l'ouest (*ch'i*), remportant une victoire décisive avec des pertes minimales²¹. La déception selon Schwarzkopf consistait essentiellement à se montrer à des endroits pour amener l'ennemi à s'y précipiter, puis à quitter ces endroits pour se rendre en toute hâte là où il n'était pas attendu²². Les commandants de la trempe d'Alexandre, d'Hannibal, de Bélisaire, de Genghis Khan et de Tamerlan ont eux aussi connu la victoire grâce à des stratégies empreintes du *cheng* et du *ch'i*²³.

Par ailleurs, Sun Tzu a aussi écrit que quand la puissance d'une armée est égale ou inférieure à celle de l'ennemi, la voie à suivre consiste, selon l'habileté et la motivation de ses forces, à se dérober habilement à l'ennemi, à battre en retraite discrètement, à renforcer ses défenses, et à scruter patiemment l'ennemi pour déceler ses points faibles et ses vulnérabilités. Ensuite, le général doit dresser des pièges, monter des raids, tendre des embuscades et lancer des attaques-surprises pour confondre, harceler, épuiser et contraindre l'ennemi. C'est ce que l'on appelle la supériorité par le renseignement. Il ne s'agit pas du choc des armées²⁴. On y reconnaît des caractéristiques de la guerre d'insurrection et de la guérilla, voire de l'action terroriste, que Sun Tzu ne propose qu'en dernier ressort, et encore, au prix du déshonneur.

L'insurrection, et par extension la guérilla, est le propre d'un mouvement populaire qui cherche à mettre un terme au statu quo par la subversion, l'activité politique, la sédition, le conflit armé et le terrorisme²⁵. Par terrorisme, on entend la violence appuyée par des motivations politiques perpétrée contre des non-combattants dans le but de contraindre par la peur²⁶. La guérilla ne serait-elle que la mise en œuvre des principes tactiques que Sun Tzu conseille d'appliquer lorsque ses propres forces sont désavantagées sur le plan de la proportionnalité des forces et des ressources?

Types de guerre

À la lumière de ce que dit Sun Tzu au sujet des centres de gravité prioritaires (figure 2) et de son usage des ressources, dans la mesure où les puissances sont proportionnelles, on doit se rendre à l'évidence qu'il avait déjà décrypté ce que nombre de théoriciens tentent encore aujourd'hui de comprendre. Qu'est-ce que la guerre irrégulière, et quand est-elle utile? D'aucuns prétendent qu'elle ne peut avoir aucune caractéristique fixe, car son irrégularité est conditionnée par un contexte historique et culturel déterminé, et qu'elle ne se définit que par opposition à son contraire²⁷. Néanmoins, Sun Tzu avait déjà saisi l'essence de cette proposition dans son discours sur le *cheng* et le *ch'i* : « C'est ainsi qu'un général ne

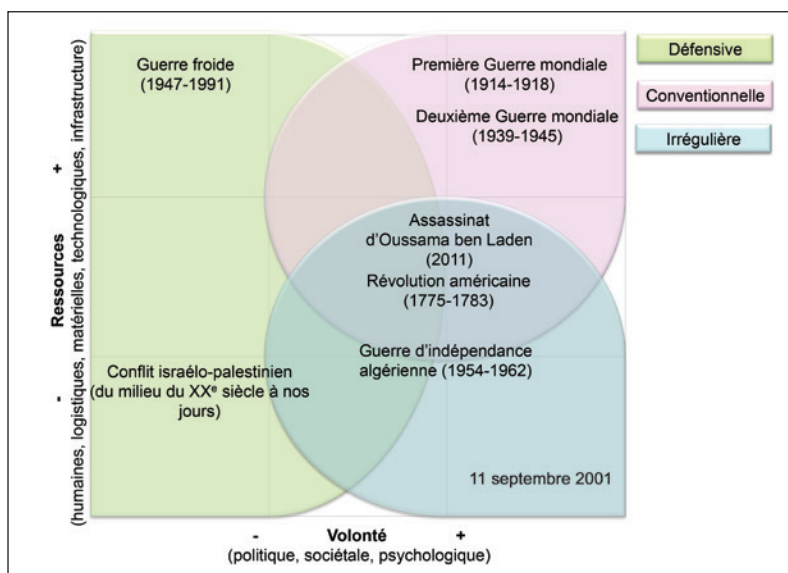
cherche pas à rééditer ses exploits, mais s'emploie à répondre par son dispositif à l'infinie variété des circonstances. [...] Une armée n'a pas de dispositif rigide, pas plus que l'eau n'a de forme fixe²⁸. »

Ce à quoi Sun Tzu faisait sans doute vraiment allusion, en parlant des types de guerre à mener, tient principalement des notions de *volonté* et de *ressources*. La *volonté* s'entend principalement de la *volonté* « politique » de combattre, qui est alimentée par la population, les normes sociétales et culturelles, ainsi que les prédispositions psychologiques. Par *ressources*, Sun Tzu faisait référence à l'ensemble du matériel et des méthodes déjà mentionnés, dont les alliances, les mesures DIME et, bien entendu, le renseignement. Si un État ou un acteur non étatique possède à la fois la *volonté* et les *ressources* requises, il aura tendance à s'orienter vers la guerre de confrontation classique (telle qu'elle est pratiquée par ses contemporains); s'il possède la *volonté*, mais a peu de *ressources*, il optera plutôt pour la guerre irrégulière, qui peut prendre la forme d'une guérilla. Sinon, la situation se caractérise par la guerre défensive, qui s'apparente à la survie avec des ressources minimales, ou par la guerre d'usure, si l'on dispose d'abondantes ressources.

Même en mode défensif, on n'est jamais totalement passif, car il faut toujours chercher du renseignement afin d'éviter les points forts et d'attaquer les points faibles. Qui plus est, il est mal venu de tenter de distinguer à tout prix la guerre régulière de l'irrégulière, car la plupart des campagnes réussies usent de méthodes qui se trouvent dans le spectre unissant ces deux extrêmes. Comme le dit Sun Tzu, « ... bien que le dispositif stratégique se résume aux deux forces, régulières et extraordinaires, elles engendrent des combinaisons si variées que l'esprit humain est incapable de les embrasser toutes²⁹. »

La figure 3 montre le rapport entre les types de guerre et donne quelques exemples de chacun. Soulignons que ce diagramme comporte un facteur temporel, car un conflit donné est susceptible de se transformer, avec le temps, puisque la *volonté* change et les *ressources* s'épuisent et s'acquièrent. Gardons aussi à l'esprit que les conflits sont souvent perçus du point de vue d'un seul des belligérants, le plus souvent du vainqueur.

Figure 3 – Types de guerre, selon la volonté et les ressources



Aux deux extrémités du spectre illustré dans la figure 3 (et la figure 2) se trouvent la guerre froide et les attentats du 11 septembre 2001. Les États-Unis ont remporté la guerre froide contre l'Union

soviétique en agissant sur l'élément militaire de l'ensemble DIME par la prolifération des armes conventionnelles et nucléaires, tout en épuisant l'élément économique grâce à une concurrence technologique telle que la course à l'espace, qu'il a fallu mener malgré le marasme économique. La crainte de la destruction mutuelle assurée prévenait tout conflit classique, tant direct qu'indirect. La guerre froide a donc été remportée sans combat. En ce qui concerne les attentats terroristes du 11 septembre 2001, al-Qaïda, défavorisée démesurément par tous les éléments de l'ensemble DIME, a retourné les ressources de son ennemi contre lui et a attaqué les seuls objectifs qu'elle pouvait toucher cinématiquement : les villes, l'infrastructure et la population. Bien qu'ils soient sans doute condamnables, sur le plan moral, pour un Occidental, les attentats du 11 septembre 2001 sont l'aboutissement d'un plan militaire exécuté avec minutie qui n'a coûté que 19 hommes à al-Qaïda, mais a infligé des pertes humaines énormes et détruit des infrastructures comme effets de premier ordre, tout en produisant des perturbations économiques et en semant l'appréhension au cœur même d'un État hégémonique. Al-Qaïda a su éviter les points forts et frapper les points faibles.

Aussi controversé puisse-t-il être, l'assassinat d'Oussama ben Laden, fondateur du groupe islamique militant al-Qaïda – orchestré par les États-Unis et exécuté au Pakistan le 2 mai 2011 par des Seals du U.S. Naval Special Warfare Development Group à la conclusion d'une opération codirigée par la Central Intelligence Agency –, est une manifestation on ne peut plus réussie de l'art opérationnel de la guerre, par laquelle la volonté politique et les ressources d'un pays ont été mises à profit efficacement dans le but de fragmenter le commandement de l'ennemi.

Conclusion

Les principes de la guerre rejoignent encore indubitablement les piliers que Sun Tzu a érigés il y a 2 400 ans dans son traité

intitulé *L'Art de la guerre*, et qu'il convient de rappeler en terminant : vaincre sans combattre; faute de pouvoir éviter le combat, éviter les points forts et attaquer les points faibles; tout le reste est secondaire et n'est qu'un moyen de servir ce qui précède. La victoire appelle une approche globale, qui s'avère essentielle pour l'emporter au coût le moins élevé qui soit et dans les meilleurs délais. En outre, le choix des modes de conduite de la guerre les plus efficaces exige que l'on tienne compte de la proportionnalité de la force, de la *volonté* de combattre, ainsi que des ressources dont disposent les forces. L'emploi du renseignement, de la déception et de l'effet de surprise, fil conducteur de l'art opérationnel de la guerre, s'avère crucial.

Abstraction faite des périodes d'harmonie que l'humanité a connues depuis l'Âge de pierre, il va de soi que « notre mémoire collective est [trop souvent] structurée par des crises et des catastrophes, d'abominables injustices et d'effroyables violences que nous nous sommes infligées entre nous³⁰. » Nul ne s'étonnera donc du fait que, comme l'a déclaré Sun Tzu, « [l]a guerre [soit] la grande affaire des nations; elle est le lieu où se décident la vie et la mort; elle est la voie de la survie ou de la disparition. On ne saurait la traiter à la légère³¹. » Enfin, « [s]i la nature humaine est matérialiste jusqu'à la moelle – égoïste, utilitariste, hédoniste³² », ce que nie Jeremy Rifkin, il ne fait pas de doute que nous continuerons, génération après génération, d'étudier les théories de la guerre.

Le capitaine de frégate Olivier est un ingénieur naval comptant plus de 27 années de service militaire. Il assume à l'heure actuelle les fonctions de gestionnaire des systèmes de plateforme navale et du programme de changement stratégique, au sein de l'équipe du Directeur général – Gestion du programme d'équipement maritime (DGGPEM), au Quartier général de la Défense nationale (Ottawa).



NOTES

- B. J. C. McKercher et Michael A. Hennessy, *The Operational Art: Developments in the Theories of War*, Westport (Connecticut), Praeger Publishers, 1996, p. 173.
- Jeffrey McKittrick et al., « The Revolution in Military Affairs », dans *Battlefield of the Future: 21st Century Warfare Issues*, Air War College Studies in National Security n° 3, Barry R. Schneider et Lawrence E. Grinter (dir.), Montgomery (Alabama), Air University Press, 1995, à l'adresse <http://www.airpower.maxwell.af.mil/airchronicles/battle/chp3.html> (consulté le 10 janvier 2011).
- Mark McNeilly, *Sun Tzu and the Art of Modern Warfare*, New York, Oxford University Press, 2001, p. 226.
- David A. Deptula, *Effects-Based Operations: Change in the Nature of Warfare*, Arlington (Virginie), Aerospace Education Foundation, 2001, p. 40, à l'adresse <http://www.aef.org/pub/psbook.pdf> (consulté le 10 janvier 2011).
- James N. Mattis, « USJFCOM Commander's Guidance for Effects-Based Operations », dans *Parameters* 38 (automne 2008), p. 18-25, à l'adresse <http://www.carlisle.army.mil/usawc/Parameters/Articles/08autumn/mattis.pdf> (consulté le 10 janvier 2011).
- Milan Vego, « Systems Versus Classical Approach to Warfare », dans *Joint Force Quarterly* 52, no 1 (2009), p. 41-42.
- Sun Tzu, *L'Art de la guerre*, traduit du chinois et commenté par Jean Lévi, Paris, Hachette Littératures, 2000, p. 59.
- Canada, *Énoncé de politique internationale du Canada 2005*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2005, à l'adresse www.dfait-maeci.gc.ca/cip-pic/ips/overview-en.asp (consulté le 10 janvier 2011).
- La philosophie qui sous-tendait le cadre « 3D » voulait que le ministère de la Défense nationale (MDN), le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) et l'Agence canadienne de développement international (ACDI) travaillent de concert pour exécuter une stratégie commune. Voir Taylor Owen et Patrick Travers, « 3D Vision: Can Canada Reconcile its Defence, Diplomacy, and Development Objectives in Afghanistan? », dans *The Walrus*, juillet 2007, à l'adresse <http://www.walrusmagazine.com/print/2007.07.Afghanistan-and-Canada/> (consulté le 10 janvier 2011).
- McNeilly, p. 226-227.
- Sun Tzu, p. 59.
- Ibid.*, p. 53.
- Michael I. Handel, *Masters of War: Classical Strategic Thought*, 3^e édition, Portland (Orégon), Frank Cass Publishers, 2001, p. 61.
- John A. Warden, « Air Theory for the Twenty-First Century », dans *Battlefield of the Future: 21st Century Warfare Issues*, Air War College Studies in National Security n° 3, Barry R. Schneider et Lawrence E. Grinter (dir.), Montgomery (Alabama), Air University Press, 1995, à l'adresse <http://www.airpower.maxwell.af.mil/airchronicles/battle/chp4.html> (consulté le 10 janvier 2011).
- Organisation des Nations Unies, Charte des Nations Unies, San Francisco (Californie), Nations Unies, 1945, à l'adresse <http://www.un.org/fr/documents/charter/> (consulté le 10 janvier 2011).
- Thomas Cleary, *The Art of War: Sun Tzu*, Boston (Massachusetts), Shambhala Publications, 1988, p. 74-75.
- McNeilly, p. 228-229.
- Sun Tzu, p. 64.
- McNeilly, p. 239.
- Grant T. Hammond, *The Mind of War: John Boyd and American Security*, Washington, Smithsonian Institution Press, 2001, p. 143.
- McNeilly, p. 6-7.
- Ibid.*, p. 244.
- Hammond, p. 125.
- Cleary, p. 76.
- David J. Kilcullen, « Countering Global Insurgency », dans *Journal of Strategic Studies* 28, no 4 (août 2005), p. 603.
- Ibid.*
- Colin S. Gray, « Irregular Warfare: One Nature, Many Characters », dans *Strategic Studies Quarterly* 1, no 2 (hiver 2007), p. 43.
- « La forme d'une armée est identique à l'eau. L'eau fuit le haut pour se précipiter vers le bas, une armée évite les points forts pour attaquer les points faibles; l'eau forme son cours en épousant les accidents du terrain, une armée construit sa victoire en s'appuyant sur les mouvements de l'adversaire. » Voir Sun Tzu, p. 68.
- « Elles se produisent l'une l'autre pour former un anneau qui n'a ni fin ni commencement. Qui donc pourrait en faire le tour? » Voir *Ibid.*, p. 64-65.
- Jeremy Rifkin, *Une nouvelle conscience pour un monde en crise : vers une civilisation de l'empathie*, Paris, Les liens qui libèrent, 2011, p. 10.
- Sun Tzu, p. 53.
- Rifkin, p. 47.



The Return to Mons, par Inglis Sheldon-Williams

UN CHEMIN DE MÉMOIRE CANADIEN POUR LE CENTENAIRE DE LA GRANDE GUERRE?

Pascale Marcotte

Le centenaire de la Première Guerre mondiale approche à grands pas. C'est un anniversaire très important pour le Canada comme pour le reste du monde. La guerre a fait plus de 10 millions de victimes à travers le monde, dont plus de 60 000 militaires canadiens. Certaines régions ont été particulièrement touchées par cette guerre qui a vu plusieurs pays être occupés ou ravagés, en totalité ou en partie, par de nombreuses années de combat. Plus de 600 000 Canadiens ont servi en Europe pendant cette guerre; c'est près d'un sixième des quelque quatre millions d'hommes que comptait alors la population du pays. Ces hommes ont combattu sur le sol de la France et de la Belgique, mais ils ont aussi partagé la vie de la population de ces pays pendant quatre ans. C'était la première fois dans l'histoire qu'autant de Canadiens séjournèrent aussi longtemps dans un pays étranger¹.

Le centenaire de la Première Guerre mondiale fera l'objet d'importantes cérémonies commémoratives dans les régions d'Europe où la guerre a eu de graves répercussions. Les Canadiens ont essentiellement combattu dans trois régions : les environs de la ville d'Ypres en Belgique, ainsi que la Picardie et le Nord-Pas-de-Calais en France². Ils ont pris part aux batailles d'Ypres – c'est la seconde bataille du même nom – en 1915, du Bois du Sanctuaire en 1916, et de Paschendaele en 1917. Les Canadiens

et les Terre-Neuviens ont aussi combattu en Belgique en 1918, respectivement à Mons et à Courtrai. C'est toutefois en France que Canadiens et Terre-Neuviens ont passé la plus grande partie de leur temps : dans la Somme en 1916 et 1918 (Amiens), mais surtout dans le Nord-Pas-de-Calais, où les champs de bataille de l'Artois et du Cambrésis ont vu tomber tant de Canadiens et de Terre-Neuviens. Depuis Festubert en 1915 jusqu'à Valenciennes à la fin de 1918, la feuille d'érable et le caribou ont été vus à Vimy, à Lens, à Arras, à Monchy-le-Preux, au passage du canal du Nord, à Cambrai, à Douai, à Denain et dans nombre d'autres villes et villages de la région. Une grande partie du Nord-Pas-de-Calais a été libérée par le Corps d'armée canadien pendant les Cent Jours de la fin de 1918.

Au-delà des combats, les Canadiens ont vécu dans ces régions pendant plusieurs années; ils ont côtoyé leur population, partagé ses souffrances et ses espoirs. Lorsqu'ils n'étaient pas en première ligne, les soldats logeaient dans les villes et les villages du pays, et les quartiers généraux et les unités de soutien y étaient établis. Les hôpitaux, de même que les services de logistique et d'approvisionnement, entretenaient des contacts quotidiens avec les Belges et les Français. Pendant quatre années, les Canadiens ont tissé des liens profonds et durables avec ces populations. Lorsque le Corps canadien quitte le territoire français pour pénétrer en Belgique à la fin de l'offensive des Cent Jours en 1918, le correspondant de



Photo de la Direction - Histoire et patrimoine

guerre John Frederick Bligh Livesay écrit : « Nous laissons derrière nous la France et un peuple que les soldats canadiens en sont venus à aimer et à révéler après quatre ans³ » [TCO]. Il n'y a pas de doute que les Canadiens ont eu des contacts plus fréquents et plus constants avec les Français qu'avec les Belges, surtout dans le Nord-Pas-de-Calais. Même lorsqu'ils combattaient dans la région d'Ypres, les Canadiens avaient souvent leurs lignes arrière établies dans le département français tout proche du Nord. C'est là qu'ils logeaient, qu'ils s'entraînaient et qu'ils avaient leurs plus nombreuses interactions avec la population.

Les Canadiens ont passé plusieurs années en Belgique et en France, dans le Nord-Pas-de-Calais en particulier. Ils ont séjourné dans des villes comme Armentières et Arras, contribué largement à la libération de Lens, de Cambrai, de Douai, de Denain et de Valenciennes. À chacun de ces endroits, les Canadiens ont marqué profondément la mémoire de la population; ils en sont revenus eux aussi chargés de souvenirs inoubliables. À propos de Denain, par exemple, une ville de quelque 20 000 habitants dans la banlieue ouest de Valenciennes, J.F.B. Livesay déclare avec émotion ce qui suit : « Il n'y a pas de joyau qui brille avec plus d'éclat, de constance et d'ardeur que les bons habitants de Denain. Ils n'ont pas frappé de médaille, ni nommé de place en notre honneur, mais ils nous ont donné leur cœur tout entier, et avec lui, ce qu'ils avaient

de plus cher : Denain, une petite commune qui ne paie pas de mine, mais qui nous laisse un souvenir heureux et ineffaçable⁴ » [TCO]. Pourtant, qui, au Canada se souvient aujourd'hui de Denain? Et qui se souvient des villages de Villers-au-Bois et de Gouy-Servins, où les Canadiens ont passé de longues semaines à se reposer ou à s'entraîner, des caves d'Arras ou des fermes du Cambrésis où les soldats ont été cantonnés? Qui parle encore des forêts du Nord, de la Normandie, du Jura et des Landes, où quelque 12 000 membres du Corps forestier canadien exploitaient des dizaines de chantiers et de scieries à la fin de la guerre? Quelques Français s'en souviennent encore, mais au Canada, en général, on a trop vite oublié les liens tissés dans la souffrance de la guerre et la joie de la libération avec les peuples de la France et de la Belgique.

Les cérémonies commémoratives qui approchent devraient être l'occasion de renouer ces liens. La Première Guerre mondiale a une portée qui dépasse largement le cadre des opérations militaires dans le Nord de la France et en Belgique. Elle touche tous les aspects de la vie et imprègne encore profondément le paysage. Malheureusement, quand on voyage aujourd'hui dans ces régions, il est très difficile de retrouver la trace du passage des Canadiens. Il y a bien un imposant monument à Vimy : il est bien connu et fréquenté par des milliers de visiteurs. Mais dès que l'on sort du parc de Vimy, la trace des Canadiens s'estompe. Il y a des milliers de tombes dans les cimetières du Commonwealth et les mémoriaux discrets érigés près de Courcellette, du bois de Bourlon et de Dury. On voit aussi des caribous terre-neuviens à Beaumont-Hamel, Gueudecourt, Monchy-le-Preux et Masnières. Cependant, on ne trouve pas de traces de la présence des quartiers généraux du Corps canadien à Rebreuve-Ranchicourt (1917), ni de ceux du Corps forestier canadien dans le Jura et dans les Landes. Pas de musée non plus que les Français ou les touristes canadiens puissent visiter pour découvrir l'expérience qu'ont vécue les Canadiens en Europe entre 1914 et 1918.



Canadians Passing in Front of the Arc de triomphe, Paris, par Alfred Bastien.

Collection d'art militaire Beaverbrook. MCG 197/0261/0085



Soldats canadiens défilant dans les rues de Mons, le matin du 11 novembre 1918.

D'autres pays ont adopté une approche plus résolue et sont de ce fait beaucoup plus présents dans le paysage. C'est le cas de l'Australie, un pays certainement pas plus grand que le Canada, beaucoup plus éloigné et qui ne possède pas les liens traditionnels que le Canada entretient avec la France. L'Australie est pourtant déjà bien engagée dans la préparation des cérémonies commémoratives de la Première Guerre mondiale. Il existait déjà un musée franco-australien à Villers-Bretonneux, site du départ de la bataille d'Amiens du 8 août 1918. Deux autres musées franco-australiens ont récemment été ouverts à Feuchy et Bullecourt, près d'Arras, deux localités où les Canadiens se sont eux aussi signalés en 1918. En choisissant de s'associer à la France pour exploiter ces musées, l'Australie s'assure une meilleure collaboration pour leur gestion et leur promotion auprès du public français. C'est aussi une déclaration publique d'amitié qui ne peut qu'inspirer la sympathie parmi la population.

L'Australie a également décidé d'investir 7,5 millions d'euros (environ 10 millions de dollars) dans la construction d'un « chemin de la mémoire australien »⁵. Un chemin de mémoire est un circuit d'interprétation, et l'on sait que le tourisme dans le Nord de la France et la région d'Ypres est très fortement axé sur le souvenir de la Première Guerre mondiale. La très grande majorité des touristes qui fréquentent ces régions sont d'abord attirés par les témoignages de la guerre qui parsèment le paysage : cimetières, monuments, musées, portions de champ de bataille. Le ministère de la Défense français a déjà établi ses chemins de mémoire à travers le pays; la région du Nord-Pas-de-Calais l'a aussi fait pour la Première Guerre mondiale⁶. Ce sera bientôt au tour de l'Australie d'inaugurer le sien.

s'empresseraient très probablement d'installer elles-mêmes des plaques ou quelque autre signe si nous leur indiquions les endroits que nous, Canadiens, voudrions voir reconnaître. Les historiens canadiens pourraient collaborer avec les autorités françaises et belges, de même qu'avec les organisations régionales, pour recenser ces endroits et ainsi amorcer la mise sur pied d'un chemin de mémoire canadien en France et en Belgique. Le centenaire de la Première Guerre mondiale devrait être l'occasion de rappeler non seulement le sacrifice de milliers de soldats canadiens, mais aussi les liens étroits et profonds qui se sont tissés pendant quatre ans entre le Canada et des régions d'Europe qui veulent en entretenir le souvenir. Vimy est un monument remarquable, peut-être le plus beau des monuments commémoratifs de la Première Guerre mondiale, mais le Canada a fait bien plus que cela entre 1914 et 1918. Profitons de l'occasion qui s'approche pour le rappeler à tous.

Je tiens souligner la contribution exceptionnelle de monsieur Jean Martin, historien à la Direction – Histoire et patrimoine du ministère de la Défense nationale, pour les informations de nature historique, ainsi que les riches discussions qui ont abouti à la rédaction de cet article. Merci. Je remercie également la petite-fille de monsieur Joseph Armand Stanislas Paillé, du Royal 22^e Régiment, qui s'est battu à Vimy en avril 1917.

Pascale Marcotte, Ph.D., est professeure associée et directrice du Comité de programmes des cycles supérieurs du Département d'études en loisir, culture et tourisme de l'Université du Québec à Trois-Rivières.





Collection d'art militaire Beaverbrook, MCG 19670070014

Unveiling Vimy Ridge Monument, 1936, par Georges Bertin Scott

NOTES

1. Il n'y a qu'en Grande-Bretagne, pendant la Seconde Guerre mondiale, qu'un nombre comparable de Canadiens s'est installé pour une aussi longue période.
2. La région de la Picardie comprend notamment le département de la Somme, où les Canadiens et les Terre-Neuviens ont combattu entre 1916 et 1918. Quant à la région du Nord-Pas-de-Calais, elle est constituée des deux départements français du Nord et du Pas-de-Calais.
3. John Frederick Bligh Livesay, *Canada's Hundred Days: With the Canadian Corps from Amiens to Mons, August 8-November 11 1918*, Toronto, Thomas Allen, 1919, p. 394.
4. Ibid., p. 348.
5. Voir le site Web de l'ambassade de France à Canberra, « Réouverture du musée de Bullecourt 1917, 1^{re} étape d'un chemin de mémoire australien », <https://ambafrance-au.org/Reouverture-du-musee-de-Bullecourt>.
6. Voir « À la découverte des lieux de mémoire », <http://www.cheminsdememoire.defense.gouv.fr/>, et « Chemins de mémoire de la Grande Guerre en Nord-Pas-de-Calais », <http://www.cheminsdememoire-nordpasdecalais.fr/>.



Un F35A pendant un vol de nuit au-dessus de la base aérienne Edwards, en Californie, le 25 avril 2013.

LA TEMPÊTE PARFAITE DANS L'OCÉAN DES ACQUISITIONS

Martin Shadwick

Il est déprimant, mais raisonnable de penser que les multiples controverses associées aux projets d'acquisition de Défense dans les dernières années (p. ex., le EH101, le Cyclone et le F-35, le patrouilleur hauturier pour l'Arctique [AOPS] et le sous-marin de la classe *Victoria*, le véhicule de combat rapproché [VCR] et divers autres programmes d'acquisition de camions) ont convaincu un public de plus en plus sceptique, sinon cynique, qu'il est pratiquement impossible de réaliser de grands – et beaucoup de pas si grands – projets d'acquisition de Défense dans les délais en respectant le budget et le devis. Le malaise du public est aussi attisé par des débats litigieux et souvent inélégants, mais clairement nécessaires, sur l'utilité perçue et la rentabilité des acquisitions proposées (ou abandonnées), du processus d'appel d'offres par opposition à l'acquisition auprès d'une source unique, du niveau pertinent de bénéfices industriels pour le Canada et de la place des acquisitions de Défense dans une stratégie industrielle canadienne plus globale, ainsi que sur la politisation du système d'acquisition de Défense, l'utilité et le bien-fondé d'un calcul d'un coût du cycle de vie qui s'étend sur plusieurs décennies et, finalement, sur la meilleure manière de réformer ce qui, à l'évidence, est un système d'acquisition de Défense dysfonctionnel. La seule vraie certitude dans cet environnement déroutant est que l'analyse des acquisitions de Défense devrait continuer d'assurer la sécurité d'emploi du personnel du bureau du vérificateur général et du bureau du

responsable du budget du Parlement, ainsi que des groupes de réflexion, journalistes et spécialistes de tous acabits.

Je ne prétends pas ici que les flammèches entourant les acquisitions de Défense sont un fait nouveau dans l'univers politique et militaire canadien. Bien au contraire, les controverses et les scandales entourant ces acquisitions sont aussi vieux que le pays lui-même. Il ne faudrait pas non plus croire qu'il ne se trouve pas quelques belles réussites dans le dépotier des épaves des projets d'acquisition échoués ou morts-nés. L'annulation du projet Arrow par le gouvernement Diefenbaker était d'une incompétence spectaculaire, mais ce même gouvernement est celui qui a pris les décisions éminemment raisonnables et rentables d'acquérir le Hercules et le Sea King. Le gouvernement Trudeau a mis au garage des CF-5 tous neufs, a fait les beaux yeux au petit véhicule d'appui-feu direct Scorpion et a connu des phases décidément malencontreuses durant le programme de l'aéronef à long rayon d'action (ALRA), même s'il a mieux réussi avec le programme des frégates de patrouille canadiennes et, en particulier, avec le CF-18 Hornet. Les succès de l'aire Mulroney incluent, selon le point de vue, le véhicule de reconnaissance *Coyote* et le ADATS, mais ce même gouvernement s'est tout à fait gouré dans le programme des sous-marins nucléaires (SSN) et a finalement été forcé, pour des raisons financières, de saborder presque tous les projets d'acquisition proposés dans son livre blanc dont l'encre était à peine sèche. Le gouvernement financièrement coincé de Jean Chrétien a coûteusement mis

fin, dans la controverse, au projet d'hélicoptères EH101 hérité des conservateurs, tandis que son rendement dans le programme d'acquisition à quatre volets mentionné dans le livre blanc de 1994 (le véhicule blindé léger VBL III, l'hélicoptère de recherche et sauvetage Cormorant, le sous-marin de la classe *Victoria* et le nouvel hélicoptère de remplacement du Sea King) va de très bon à piètre, à totalement gênant dans le cas du remplacement du Sea King. Essentiellement, ce dernier projet a été légué au gouvernement Martin par le gouvernement précédent, mais l'acquisition du Cyclone proposée par ce dernier est elle aussi atteinte de la fièvre de l'hélicoptère maritime (une fièvre vicieuse, peut-être même fatale, qui ne le limite pas qu'aux hélicoptères choisis par le Canada). Le gouvernement Harper a obtenu du succès avec le C-17A, le C-130J et le *Leopard 2*, mais n'a pas fait aussi bien avec d'autres projets (p. ex., le patrouilleur hauturier pour l'Arctique [AOPS], le navire de soutien interarmées (NSI), le VCR et le projet de l'avion de recherche et de sauvetage [ASAR]). En toute honnêteté, certains de ces derniers projets étaient des projets plus ou moins mal ficelés hérités des gouvernements libéraux antérieurs.

Je ne veux pas non plus laisser entendre que le Canada exerce un genre de monopole malsain des programmes d'acquisition de Défense mal conçus, surbudgétés, retardés à outrance, surpolitisés ou mal gérés. Nous avons peut-être un don particulier pour transformer nos bourdes d'acquisition – ou bourdes *perçues* – en un genre de sport de salon, mais un rapide coup d'œil suffit à révéler que nous sommes en bonne compagnie internationale dans ce domaine lorsqu'on regarde la liste des choix d'acquisition de Défense moins que spectaculaires faits par d'autres pays. N'importe quel pays qui a fait l'acquisition ne serait-ce que d'un fusil automatique a des histoires d'horreur à raconter. Pour chaque programme d'acquisition réussi, il y a tout un éventail de F-111B, de *Sergeant York* ou d'aéronefs d'alerte lointaine Nimrod.

Ce que je *veux* cependant dire, c'est que si les Canadiens ont fondamentalement perdu confiance dans le processus d'acquisition de Défense – et, plus largement, dans les choix de matériel faits pour les Forces armées canadiennes – cette perte de confiance ne pourrait pas tomber à un plus mauvais moment, compte tenu du besoin de recapitalisation graduelle de presque toute la Marine royale canadienne, d'éléments très importants de l'Aviation royale canadienne et d'éléments substantiels de l'Armée canadienne. Les défis à la survie d'un établissement de défense polyvalent, apte au combat et interarmées se multiplient lorsqu'on constate l'absence d'un consensus national large sur les futures priorités de défense du Canada. Sur quoi les Forces armées canadiennes doivent-elles se concentrer à une époque où les piliers traditionnels de notre défense, par exemple nos liens avec l'OTAN et les Nations Unies, sont gravement érodés, ou lorsque nos rôles quasi militaires et non militaires de longue date, dans le domaine de la surveillance des pêches et de la recherche et sauvetage, ont été privatisés ou semi-privatisés? Est-ce qu'une économie dont la solidité fondamentale est incertaine pourra financer le coût d'un établissement de Défense polyvalent, apte au combat et interarmées, ou devons-nous inévitablement accepter des compromis exceptionnellement douloureux en matière de politique militaire et de défense? La « néozélandisation » de la Défense nationale, ou quelque variante canadienne de ce processus,

n'est pas à écarter d'emblée. La perte de confiance dans un système d'acquisition de Défense dysfonctionnel, des niveaux accrus de stupéfaction face aux coûts, l'incertitude ou le manque de consensus touchant les grandes priorités de la Défense nationale et la réduction des ressources fiscales dans une économie affaiblie convergent tous vers une période difficile pour la défense du Canada. Si toutes ces tendances convergentes se combinent en une tempête parfaite, le défi sera d'autant plus grand.

En attendant, certains progrès importants ont quand même été accomplis sur le front des acquisitions. En juin 2013, Ottawa annonçait le choix d'une version canadienne du navire de soutien de la classe *Berlin* fabriqué par ThyssenKrupp Marine Systems pour remplacer les pétroliers ravitailleurs d'escadre vieillissants que sont le *Protecteur* et le *Preserver*. Dans la compétition pour le navire de soutien interarmées (NSI), les navires bien éprouvés et à faible risque de la classe *Berlin*, le *Berlin* et le *Frankfurt am Main*, mis en service en 2001 et 2002 respectivement, et le beaucoup plus récent *Bonn*, mis en service en 2013, l'ont emporté devant un nouveau concept proposé par BMT Fleet Technology. Le *Bonn* intègre les leçons retenues par ses navires-sœurs après une dizaine d'années d'expérience, notamment un nouveau groupe propulseur, et sera à la base de la variante canadienne. Les dessins publiés de la variante canadienne montrent tout un éventail de modifications, notamment des systèmes d'armes rapprochées *Phalanx* à la proue et à la poupe, mais, curieusement, ne montrent pas une des caractéristiques distinctives de la classe *Berlin*, à savoir une deuxième grue lourde et des modules polyvalents amovibles (p. ex., pour un hôpital) immédiatement devant le pont. L'absence de ces caractéristiques découle peut-être d'un besoin énoncé du Canada (ou d'un manque de financement), mais il semblerait extrêmement prudent d'installer le nécessaire (c.-à-d. CVCA, infrastructure de plomberie et électrique) ou, au moins, de prévoir l'installation du nécessaire pour accueillir des modules amovibles pour un hôpital ou une autre fonction (p. ex., les communications interarmées). Ces mesures ne transformeraient pas le navire en un vrai navire de soutien interarmées – une désignation qui reste trompeuse –, mais le rapprocheraient du statut d'AOR+ plutôt que de le confiner



Wasserbild – Navire de soutien interarmées canadien – soumission de Thyssen Canada.

au strict statut d'AOR. Certains ont critiqué le fait que les navires de la classe *Berlin*, par comparaison à la classe *Protecteur*, ne comptent que deux mâts (pour le ravitaillement en mer), moins de postes d'hélicoptères (deux plutôt que trois hélicoptères moyens) et un moins grand réservoir de combustible pour le ravitaillement. En réponse à cette dernière critique, les fonctionnaires d'Ottawa affirment que la quantité de combustible transférable est « semblable », puisque les navires de la classe *Protecteur* ne peuvent

transférer toute leur charge de combustible sans créer d'instabilité pour le navire.

La décision tardive de faire construire deux navires de la classe *Berlin* est la bienvenue (un troisième navire de cette classe est théoriquement possible, mais peu probable à ce stade-ci), mais deux points sont à souligner. Premièrement, le temps écoulé entre les premiers reflets projetés par les programmes ALSC (capacité de soutien logistique en mer) et NSI au début des années 1990 et la livraison du deuxième navire canadien par les chantiers maritimes de Vancouver signifient qu'il aura fallu presque 30 ans pour remplacer deux AOR par deux AOR. La quantité de temps, d'énergie et d'argent gaspillée dépasse l'entendement. Deuxièmement, en décidant d'acheter essentiellement encore des AOR et de ne pas leur adjoindre un ou des navires mieux adaptés au transport par mer et à diverses formes de soutien crédibles aux forces interarmées à terre, le Canada continuera d'être considérablement et dangereusement déphasé par rapport aux tendances bien établies au sein des marines étrangères.

La phase définition du contrat pour la flotte de patrouilleurs hauturiers pour l'Arctique (AOPS) progresse, mais non sans attirer de plus en plus l'attention des médias et d'autres critiques sur ce qui est décrit comme un coût indûment élevé pour des navires relativement modestes. J'ai depuis longtemps des réserves face aux compromis complexes qu'exige un concept hybride, par exemple le AOPS, mais je maintiens un appui prudent au projet pour le motif qu'une marine équipée pour deux océans est franchement ridicule dans un pays bordé par trois océans. Chaque réduction de capacité dans le concept du AOPS, pour des raisons financières ou autres, érode cependant mon appui. Il est difficile d'être en désaccord avec la récente plainte exprimée par Ken Hansen au sujet de la perte progressive du volume d'espace et de la capacité de transport de combustible du AOPS. Dans un article publié dans le volume 9, no 1 (2013) de la *Canadian Naval Review*, Hansen reconnaît que : « ... il est compréhensible que les planificateurs de la Marine cherchent à maximiser le nombre de [patrouilleurs hauturiers pour l'Arctique] acquis à même une enveloppe budgétaire fixe en réduisant les capacités du concept. En effet, le nombre de navires offre une plus grande souplesse pour la programmation des opérations et réduit le risque de ne pas avoir de navire disponible lorsque des tâches imprévues vont se présenter. Cependant, l'austérité et la sévérité de l'environnement maritime nordique confèrent beaucoup d'importance à la taille, à la capacité et à l'autonomie des capacités de soutien, et ce, dans une mesure qui n'est comparable à rien que la Marine a connu depuis que le [NCSN *Labrador*] a quitté la flotte [en 1957]. Il est évident que les leçons de cette époque n'ont pas été retenues et intégrées à la doctrine par la génération actuelle des chefs de la Marine ». [TCO] Dans son analyse candide et réfléchie, Hansen conclut que : « ... la Marine voit son rôle dans l'Arctique comme un rôle secondaire qui menace d'enlever des ressources à ses capacités traditionnelles ». [TCO]

On est douloureusement tenté de suggérer de recommencer à zéro le processus du AOPS, peut-être en séparant les besoins dans l'Arctique et les besoins hauturiers en deux classes, mais cela entraînerait tout un éventail de ramifications politiques, industrielles, opérationnelles et financières. Accorder la priorité à la *qualité* plutôt qu'à la *quantité* en proposant un maximum de quatre AOPS corrigerait certaines lacunes, mais en créerait d'autres, particulièrement du côté hauturier. L'abandon de l'Arctique par la Marine ferait plaisir à certains, au sein de la Marine royale canadienne (MRC), et aussi à l'extérieur, mais manquerait gravement de vision, ne libérerait pas automatiquement des budgets pour d'autres priorités de la Marine et ne rapprocherait certainement pas la MRC du gouvernement Harper. Il reste peut-être seulement deux certitudes concernant ce programme d'acquisition : la première, que l'approche actuelle du AOPS est déficiente à divers égards, et la deuxième, qu'il n'y a pas de correctif rapide et sans douleur à ces déficiences.

La page du grand livre des acquisitions pour l'Aviation royale canadienne (ARC) est relativement sans tache depuis quelque temps, peut-être en partie à cause d'une certaine fatigue au combat de la part des médias face au dossier du F-35 – juste se tenir au courant des derniers développements globaux touchant le F-35 est une occupation à temps plein aujourd'hui –, mais surtout parce que la décision du gouvernement Harper d'examiner d'autres options de remplacement des chasseurs a, au moins temporairement, éteint la critique du F-35. La controverse sans cesse croissante concernant la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale (SNACN)



Un CH147F *Chinook* des Forces armées canadiennes.

Photo du MDN. FA2013-2001-01

a également détourné l'attention des médias et d'autres critiques du programme des chasseurs. Les problèmes originaux entourant l'acquisition proposée du F-35 – le besoin ou l'absence perçue d'un besoin de cet aéronef, son coût unitaire et le coût de son cycle de vie (un facteur inévitablement important dans les concepts furtifs) – ne sont certainement pas disparus. Il ne fait aucun doute que le CF-18 devra un jour être remplacé, mais il est difficile de ne pas rester convaincu que les Américains se seraient fait une grande faveur opérationnelle et financière, ainsi qu'à leurs alliés, s'ils n'avaient pas essayé de développer des variantes disparates pour la USAF, la USN et le USMC à partir d'une plate-forme commune. Au minimum, les besoins spéciaux du USMC auraient dû faire l'objet d'un aéronef distinct. Le Canada et d'autres pays font maintenant face à un choix difficile entre un F-35 de

cinquième génération – un aéronef coûteux et monomoteur possédant cependant des capacités très intrigantes de RSR et autres – qui est moins furtif et moins à l'épreuve du futur, et d'autres aéronefs quand même très puissants de la génération 4.5, par exemple les versions évoluées du F/A-18E/F Super Hornet. Je soupçonne que le F-35 sera éventuellement le choix du Canada, mais que le nombre d'aéronefs sera moins élevé que souhaité, ce qui concédera à ses partisans un genre de victoire à la Pyrrhus.

Sur les autres fronts, le CH-147F Chinook continue d'être livré au 450^e Escadron, ce qui rétablit une capacité qui n'aurait jamais dû être perdue au départ, tandis que d'autres rapports laissent entendre que d'autres Aurora, peut-être quatre, seront mis à niveau et prolongés. Ce développement des plus favorables prolongerait la vie active de la flotte d'aéronefs de patrouille maritime/RSR et repousserait le besoin de choisir rapidement un remplaçant (ou des remplaçants, puisque les UAV vont certainement faire partie de l'équation, jusqu'à un certain point). Beaucoup verront le P-8 *Poseidon* comme le choix évident, mais on peut aussi penser qu'un appel d'offres compétitif pour le remplacement du Aurora pourrait bien ressembler à l'appel d'offres compétitif pour les aéronefs de patrouille à long rayon d'action APLRA des années 1970, où on se demandait quelle capacité de lutte anti-sous-marine (LASM) était nécessaire (et même si cette capacité était nécessaire) et où des pressions s'exerçaient pour choisir un aéronef fabriqué au Canada. Pensons par exemple aux aéronefs des séries Q et C de Bombardier. Des progrès visibles et quantifiables sont urgemment requis dans le choix du successeur ASAR des aéronefs Buffalo et Hercules – surtout pour rétablir une mesure de crédibilité dans le système de SAR canadien, mais également pour rétablir un minimum de crédibilité dans le système d'acquisition de Défense du Canada. Dans une proportion beaucoup plus importante, le rétablissement d'un minimum de crédibilité exige également des décisions rapides et définitives concernant l'hélicoptère maritime Cyclone. Si on parvient à corriger le tir de manière satisfaisante dans le programme du Cyclone, dans un délai acceptable, tant mieux, mais s'il faut un troisième programme de remplacement du Sea King, la crédibilité de la stratégie d'acquisition nationale sera gravement minée.

Les acquisitions de l'Armée canadienne ont tendance à attirer moins l'attention que les programmes de l'Aviation royale et de la Marine royale, en partie à cause du coût généralement moins élevé du matériel de l'Armée de terre, en partie à cause du fait que ce matériel est moins spectaculaire que les aéronefs et navires, à cause aussi du fait que certains équipements de l'Armée de terre sont, par définition, plus polyvalents que nécessaire, que l'on souhaite une Armée de terre apte combat ou une armée constabulaire de gardiens de la paix (par exemple les camions), et en partie aussi parce que l'Armée de terre a réussi à gérer discrètement et avec compétence des projets comme celui de l'obusier M777 (une acquisition qui a chevauché le gouvernement Martin et le gouvernement Harper). La fin des opérations de combat du Canada en Afghanistan a également réduit l'attention des médias dans ce domaine. Cela ne veut pas dire qu'il manque de programmes d'acquisition douteux, torturés et souvent retardés au sein de l'Armée de terre. Les retards répétés dans

l'acquisition de camions logistiques de modèle militaire standard, une importante partie de l'objectif de mobilité du gouvernement Harper en 2006, sont difficiles à croire.

Des retards et d'autres controverses ont également accablé le projet du véhicule de combat rapproché plus récent. Dévoilé au public en 2009, le programme du VCR cherche à fournir aux forces terrestres canadiennes « un véhicule blindé de poids moyen, à la fois hautement protégé et mobile sur le plan tactique. Le VCR comblera une lacune entre les parcs de véhicules blindés légers (5 à 25 tonnes) et de véhicules blindés lourds (plus de 45 tonnes) actuels, ce qui apportera à l'Armée canadienne une capacité opérationnelle qui peut fonctionner en étroite symbiose avec le char de combat principal ou indépendamment dans un environnement très actif » [TCO]. Dans un rapport de septembre 2013 au Canadian Centre for Policy Alternatives et au Rideau Institute, les auteurs Michael Byers et Stephen Webb demandaient que le projet du VCR soit annulé « ... parce qu'il est fondé sur une doctrine la guerre des blindés dépassée qui remonte à la guerre froide » et « ... qu'il procurerait en double une capacité que le Canada possède déjà par suite de la récente mise à niveau des VBL III » [TCO]. Les économies réalisées, environ 2 milliards de dollars, serviraient à atténuer les effets des réductions budgétaires sur l'instruction. Même si les raisons invoquées ne sont pas nécessairement les mêmes – certaines conclusions techniques et tactiques du rapport sont certainement contestables – l'annulation du programme VCR est également recommandée par certains officiers retraités et, supposément, par l'Armée de terre elle-même. Le gouvernement Harper pourrait bien faire la sourde oreille à ces conseils pour le motif qu'une telle annulation, comme le souligne le journaliste David Pugliese « ... donnerait un autre œil au beurre noir au processus d'acquisition militaire » [TCO]. C'est possible, mais les économies découlant de cette annulation – ou du report de ce projet – pourraient probablement être mieux utilisées ailleurs.

Martin Shadwick enseigne la politique de défense canadienne à l'Université York. Il est un ancien éditeur de la Revue canadienne de défense et le commentateur de défense en résidence auprès de la Revue militaire canadienne.

RMC



Le ministère de la Défense nationale a reçu le premier VBL III modernisé de London, en Ontario, le 24 janvier 2013.

Engineers of Victory – The problem solvers who turned the tide in the Second World War

par Paul Kennedy

Toronto: Harper Collins Publishers Inc., 2013

435 pages et 16 planches, 34,99 \$

ISBN 978-1-55468-305-5

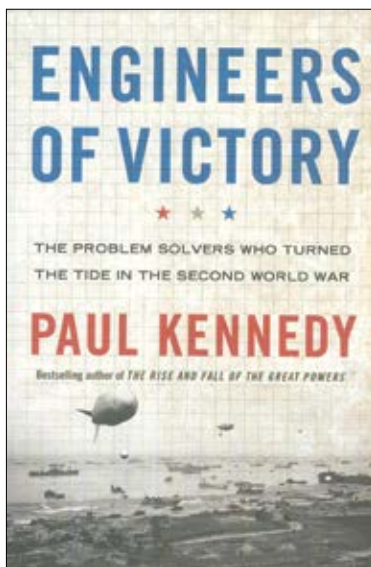
Critique de Mark Tunnicliffe

La Deuxième Guerre mondiale était en tous points une entreprise colossale : la géographie, les combattants, les pertes, la portée et les ressources. Les historiens qui veulent l'étudier s'attellent à une tâche monumentale, et la plupart adoptent l'une des deux approches suivantes : la perspective « descendante », qui part d'un récit général ou d'une grande optique stratégique ou économique; ou la perspective « ascendante », qui se fonde sur l'expérience d'une personne ou d'une unité en particulier, sur une campagne ou bataille clé, ou sur l'influence d'une technologie donnée. Le professeur d'histoire Paul Kennedy de la Yale University, auteur du livre *Rise and Fall of the Great Powers*, qui a été couvert d'éloges, a quant à lui adopté une autre approche – il a commencé par le milieu. Dans *Engineers of Victory*, Kennedy s'interroge quant à la façon dont les institutions alliées ont mis en commun les personnes, les organisations, la doctrine et la technologie dont elles étaient dotées pour riposter de façon concluante aux succès des forces de l'Axe dans les premières années de la guerre. Il définit ses « ingénieurs » comme des personnes qui mènent à bien une entreprise à l'aide de stratagèmes habiles et savants, et non selon la définition technologique et universitaire qu'on en fait usuellement. Dans cet ouvrage illustré à l'aide de cartes (mettant en évidence les concepts) et de planches (représentant des personnes et des technologies), Kennedy affine cette définition dans le contexte de la guerre en y incluant les concepts, idées, personnes et technologies qui ont aidé à résoudre des problèmes militaires fondamentaux.

Dans cette logique, Kennedy restreint son étude au milieu de la guerre, et examine, comme autant d'études de cas, cinq problèmes clés auxquels étaient confrontés les alliés à cette époque – gagner la bataille contre les sous-marins allemands dans l'Atlantique, dominer l'espace aérien en Europe, mettre fin à la blitzkrieg, diriger des opérations amphibies et exécuter des opérations à longues distances dans le Pacifique – tous présentés comme des défis pratiques d'ingénierie. Kennedy analyse les décisions et processus radicaux qui ont fait appel à quelques personnes et équipes motivées, à une doctrine ou un concept fondamental, et à une ou des technologies clés qui ont assuré le succès de ces décisions. En d'autres mots, il adopte une approche systémique intrigante pour la résolution de problèmes de fond à l'égard de l'un des plus grands défis du XX^e siècle : la victoire de la Deuxième Guerre mondiale. Comme Kennedy le souligne dans son introduction, le poids relatif des ressources dont disposaient les alliés les destinaient à la victoire, mais en repérant les problèmes clés et en trouvant une solution technique, ils y sont probablement parvenus plus tôt et à moindre coût.

Kennedy se fonde sur des sources secondaires, dont des histoires officielles, des examens de cas typiques, des histoires de campagne, des récits personnels, et des études technologiques. Il explore aussi les sources Internet (plus particulièrement Wikipedia) et des publications centrées sur la technologie, comme les livrets d'Osprey Press. Il assume pleinement cette sélection de sources éclectique, car elle lui permet de développer une thèse fondée sur un examen approfondi, tant au niveau personnel qu'au niveau des campagnes.

La méthode adoptée pour chacune de ces études de cas est d'examiner des exemples précédents d'une campagne semblable et d'en dégager les éléments de succès et d'échec afin d'introduire le problème donné de la Deuxième Guerre mondiale. Certains de ces brefs contre-exemples proviennent d'époques anciennes (les opérations anti-piratage dans la Méditerranée à l'époque romaine comme préface aux convois de l'Atlantique, par exemple), mais des exemples plus détaillés sont tirés d'affrontements qui ont eu lieu plus tôt durant la guerre. Ainsi, la tentative infructueuse des Allemands pour s'arroger la maîtrise des airs lors de la bataille d'Angleterre est le prélude à la campagne aérienne des alliés trois années plus tard, et, naturellement, Dieppe est un exemple instructif de ce qu'il faut éviter de faire en prévision d'un débarquement amphibie.



De temps à autre, Kennedy semble dévier de son sujet. Dans le segment concernant la façon de mettre fin à la blitzkrieg, par exemple, il semble régler le problème dès les premières pages (soit la nécessité d'une couverture géographique et d'une profondeur stratégique suffisantes). Il consacre la suite de l'examen de cette campagne terrestre à une question différente : comment recouvrer le terrain perdu à la blitzkrieg. De plus, il achoppe parfois sur les détails, ce qui peut être frustrant par moment. Ainsi, lorsqu'il qualifie le Junkers Ju52 (un aéronef de transport) et le Messerschmitt Bf110 de bombardiers moyens ayant joué un rôle clé dans la bataille d'Angleterre, par exemple, il laisse le lecteur perplexe quant à la rigueur de sa recherche. L'erreur d'identification du Bf110 est tout particulièrement regrettable, car elle gâche l'occasion de souligner l'incidence du développement réussi du P51 Mustang comme chasseur d'escorte à long rayon d'action pour la poursuite de la guerre aérienne en Allemagne. Il existait une variante chasseur-bombardier du Bf110, mais cet aéronef avait d'abord été conçu comme chasseur à long rayon d'action. D'ailleurs, son utilisation comme escorte de bombardiers au-dessus de l'Angleterre s'est soldée par un échec, en raison des limites inhérentes à sa conception, adaptée au combat aérien dans ce théâtre. Une comparaison des projets d'élaboration des deux aéronefs serait venue appuyer la thèse de Kennedy selon laquelle l'agencement judicieux des personnes, des concepts et de la technologie a joué un rôle clé pour faire pencher la balance de l'issue de la guerre.

Le style de Kennedy se lit facilement et est franchement souple : il passe de l'analytique au familier, en passant presque par le sentimental parfois (lorsqu'il décrit les derniers jours de certains des acteurs principaux). Ces différents styles sont probablement un rappel approprié de la diversité des questions que l'auteur inclut dans son étude. On pourrait ergoter quant à son usage de la terminologie et à certains points de vue (ses critiques visant le char T34 comme technologie semblent se fonder sur l'utilisation qui en a

été faite plutôt que sur la conception elle-même). N'empêche la caractérisation que fait Kennedy du problème général que présentait la Deuxième Guerre mondiale, soit la gestion de la distance, et de « l'ingénierie » comme solution à ce problème, mérite réflexion. C'est aussi le cas de sa proposition selon laquelle ce type d'ingénierie pourrait être utile dans d'autres entreprises humaines.

En définitive, n'est-ce pas là ce qu'on attend d'un livre, qu'il donne au lecteur matière à réflexion?

Le capitaine de frégate (retraité) Mark Tunnicliffe, CD, est scientifique de la Défense pour Recherche et développement pour la défense Canada (RDDC), au Quartier général de la Défense nationale à Ottawa.

War from the Ground Up: Twenty-First Century Combat as Politics

par Emile Simpson

Oxford University Press, 2012

256 pages, 34,15 \$ (couverture rigide)

ISBN 13 : 978-0199327881

ISBN 10 : 0199327882

Critique de Michael Goodspeed

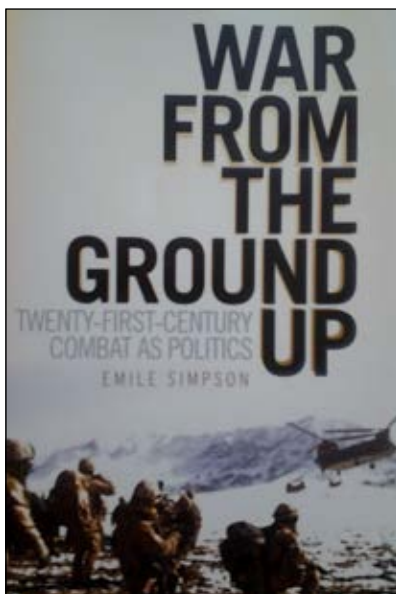
Au cours des 20 dernières années, une pléthore de nouvelles théories ont surgi à propos de la guerre et de son évolution récente. Depuis la chute du mur de Berlin, la guerre moderne se décrit à grands renforts de néologismes, qui témoignent de la vaste étendue de la pensée conceptuelle sur le sujet : guerre asymétrique, guerre réseaucentrique, cyberguerre, info-guerre, guerre à trois volets, Révolution dans les affaires militaires, révolution COIN, longue guerre, grande guerre contre le terrorisme et guerre de quatrième génération, pour n'en nommer que quelques-uns. Ces termes ont tous une certaine validité en ce sens qu'ils correspondent à des pièces d'un même grand casse-tête. L'une des études les plus pénétrantes et rigoureuses de la guerre moderne, issue du courant moderne dont il est question ici, a été publiée dans un ouvrage récent intitulé *War from the Ground Up: Twenty-First Century Combat as Politics*. Cette étude d'importance traite de la façon dont les armées, mais aussi les sociétés libérales, doivent envisager la mutation de la guerre moderne.

War from the Ground Up a été écrit par M. Emile Simpson, un capitaine récemment retraité du Royal Gurkha Rifles. Avant d'écrire cet ouvrage, Simpson a pris part à trois déploiements en Afghanistan, au niveau de la compagnie, puis a passé toute une année comme chercheur boursier à l'Université Oxford. L'ouvrage éclairé sur lequel porte la présente critique est le fruit de ces déploiements et de cette année de recherche.

Même si *War from the Ground Up* contient de nombreuses références à l'expérience personnelle de l'auteur, il n'est pas un récit autobiographique. Simpson voit beaucoup plus grand. Il conjugue sa propre expérience de la contre-insurrection à une analyse indirecte du « paradigme clausewitzien » et en vient à la conclusion que les théories de Clausewitz ne sauraient expliquer ni décrire ce que la guerre est devenue.

À l'instar des théoriciens de la guerre qui l'ont précédé, tels que Thomas Hammes et Rupert Smith, Simpson croit que la nature de la

guerre ayant changé, les modèles fondés sur la guerre interétatique conventionnelle ne correspondent plus à la réalité. Simpson s'éloigne toutefois de ses contemporains lorsqu'il postule que l'Occident doit approfondir sa compréhension et son expertise du maniement de ce qu'il appelle les « discours stratégiques », soit les communications destinées aux « publics stratégiques » du conflit. Pour lui, les publics stratégiques d'une guerre sont les groupes clés d'une zone de guerre, de même que toutes les factions touchées par la guerre. Poursuivant sur ces deux axes de réflexion, il évalue la nature « kaléidoscopique » de la contre-insurrection et des divers groupes ou publics que touche l'insurrection à l'ère moderne. En cela, Simpson considère la guerre moderne non pas selon la dimension polarisée que lui donnait Clausewitz, mais plutôt comme une arène politique : elle est considérablement plus complexe, plus polymorphe et plus dynamique que l'opposition relativement simple entre les deux parties adverses d'un conflit interétatique. Il s'ensuit que, comme dans une campagne politique, le vainqueur d'une insurrection moderne ne parviendra pas à satisfaire toutes les factions ou tous les publics, de sorte qu'il ne peut pas aspirer à la victoire absolue.



Simpson consacre une bonne partie de son ouvrage à l'étude des thèmes interreliés des « discours » et des « publics », envisagés selon de nombreux points de vue différents, dont ceux de la mondialisation, de la stratégie et de l'État libéral, des dimensions éthiques de la guerre moderne et des niveaux de stratégie. De fait, son livre se veut moins un *traité sur la conduite de la guerre* qu'un *examen abstrait de la façon de distinguer les moyens et les effets de la guerre moderne*. Simpson appuie son argumentation en partie sur sa propre expérience et sa propre compréhension de la campagne menée en Afghanistan, de même que sur d'autres campagnes. Il s'inspire surtout de Bornéo et de Dhofar, mais fait aussi brièvement référence à quelques autres campagnes.

L'un des principaux arguments qu'avance Simpson est que les États libéraux modernes se méprennent souvent sur la nature de la guerre et que, ce faisant, ils ont amalgamé la guerre et l'action politique internationale. À son avis, la guerre est passée du concept de *la politique par d'autres moyens* de Clausewitz à celui de *la politique internationale* par d'autres moyens. Il résume son argument de la façon suivante :

La confusion des moyens et des effets se rattache directement à l'interprétation du postulat de Clausewitz selon lequel la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Une interprétation étroite de cette affirmation réduit l'usage réel de la force à un « instrument » que la guerre fournit à l'exercice de la politique. Toutefois, la guerre proprement dite, comme structure interprétative qui donne son sens à la force employée, est également un instrument. Un stratège

qui n'a pas assimilé cette réalité assortit un « message » à un moyen déterminé. Cette confusion des moyens et des effets est indissociable de la conception de la guerre comme une structure unique et fixe dans laquelle les actions des forces armées seront interprétées en fonction de leur importance militaire. [TCO]

D'aucuns diront que cette insistance sur une analyse plus fine de la fin et des moyens n'a rien de très nouveau. Après tout, l'idée bien établie de vaincre une insurrection « en gagnant le cœur et l'esprit » du peuple plutôt qu'en « infligeant des pertes » comprenait déjà en elle cette notion, et le concept de la complexité de la guerre n'est assurément pas original. Depuis la nuit des temps, les États membres d'une coalition ont toujours combattu pour des motifs fort distincts et mené la guerre avec des visées radicalement différentes. De même, dans les conflits inter-sociétaux complexes, les groupes et les classes perçoivent les motivations, la conduite et les conséquences de la guerre de façons très différentes. En revanche, l'ouvrage est original et utile parce que Simpson y brosse un portrait exhaustif des conceptions, des répercussions et de l'utilité de la guerre, puis fait valoir avec éloquence la pertinence d'approfondir notre réflexion sur les conflits et sur la façon d'exprimer les actions et les messages concernant la guerre. Il prétend que les sociétés occidentales n'ont pas réfléchi assez sérieusement à propos de l'usage de la force dans la conduite de la politique internationale, et que les démocraties libérales ne font pas la distinction entre la guerre interétatique ou « clausewitzienne » et la guerre d'insurrection moderne.

Simpson se garde de faire de grandes déclarations, mais il exhorte implicitement à une approche moins bornée à l'égard de la guerre et des affaires internationales. Comme il le montre en prenant pour exemples tant l'Iraq que l'Afghanistan, beaucoup trop d'officiers, de diplomates et de politiciens ont été surpris par l'insurrection qui a suivi l'invasion et l'occupation initiales. Les stratèges étaient trop peu nombreux à avoir pris au sérieux les idées de Galula – ou même à sembler comprendre l'expérience des grandes puissances dans des conflits longs et difficiles comme ceux du Vietnam et de l'Irlande du Nord, voire celle de la Russie en Afghanistan même.

Du point de vue du Canada, où la réflexion des dirigeants sur la complexité de la guerre et l'instabilité internationale est d'une maladresse et d'un flou notoires depuis les années 1960, à tout le

moins, cet ouvrage s'avère particulièrement pertinent. Cela tient peut-être au fait que nous avons la plupart du temps choisi nos guerres et que, pour la majorité des Canadiens, notre participation aux conflits en Corée, dans le Golfe, au Kosovo et en Afghanistan était apparemment sans conséquence, ces lieux étant si éloignés que la guerre n'avait pas d'incidence sur leur vie de tous les jours. Pourtant, dans notre environnement intensément mondialisé, la chute d'un État, un soulèvement populaire et des actes de violence commis par des extrémistes peuvent avoir des répercussions très rapides à une distance considérable. Il est donc particulièrement important que nos dirigeants se familiarisent d'avance avec les enjeux, les écueils et la nature des conflits modernes. *War from the Ground Up* représente un apport substantiel pour quiconque souhaite comprendre cet aspect du comportement humain.

S'il s'agit d'une lecture passionnante, elle n'est toutefois pas rapide. L'analyse de Simpson est posée, extrêmement méthodique et parsemée d'aphorismes invitant le lecteur à la réflexion sur les implications de ses propos. Disons même que certaines de ses affirmations les mieux tournées ont de bonnes chances de passer à l'histoire parmi les citations militaires les plus mémorables. À cause de sa densité, *War from the Ground Up* risque peu d'attirer la faveur du grand public. Cet ouvrage est néanmoins un livre d'importance dont pourrait profiter la majorité des officiers militaires, des journalistes aux affaires internationales, des diplomates, des universitaires et des politiciens fédéraux.

Les technologies nouvelles telles que les drones armés et les techniques de surveillance de pointe changent la nature des conflits et nous contraignent par le fait même à repenser les concepts stratégiques que sont les fins, les moyens, les publics et les discours. Il s'agit là d'un processus sans cesse renouvelé, de sorte que *War from the Ground Up* ne doit pas être perçu comme un résumé définitif de la portée et des répercussions de la guerre moderne. Cet ouvrage nous fournit cependant un cadre de référence utile qui orientera notre réflexion sur les conflits et leur nature changeante.

Le lieutenant-colonel (à la retraite) Michael Goodspeed, CD, est romancier et historien en plus d'être un ancien officier d'infanterie. Il contribue aussi régulièrement à la Revue militaire canadienne. Il vit dans l'Est de l'Ontario.

The Phantom Army of Alamein

par Rick Stroud

London, Bloomsbury Publishing, 2012

275 pages, 30 \$

ISBN : 978-1-1088-2910-3

Critique de Debbie Miller

Si quelqu'un vous demandait votre avis sur l'opération *Bertram*, sauriez-vous de quelle opération il s'agit? Je doute que le commun des mortels le sache, sauf bien sûr s'il est un féru historien ou un mordu de l'art du camouflage.

Ce livre est un ouvrage bien rédigé et annoté qui traite du jumelage de deux thèmes fort hétéroclites : l'art du décor théâtral sur fond de guerre, en particulier la campagne nord-africaine de la Deuxième Guerre mondiale, et les événements qui ont mené à la deuxième bataille d'El Alamein.

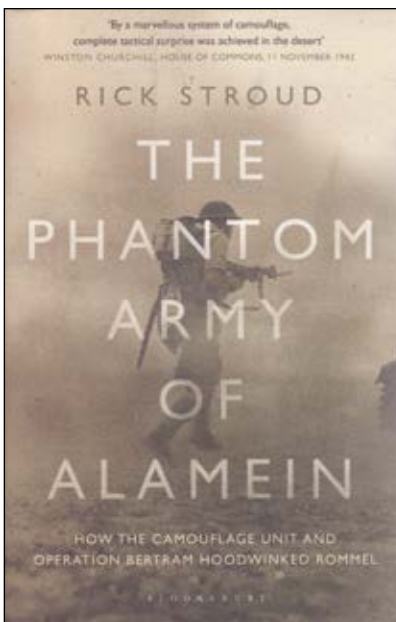
Nous sommes en 1940, et le Major Geoffrey Barkas a rassemblé un groupe d'ensembliers de théâtre, de cinéastes, de sculpteurs, de modélistes, d'artistes et de peintres de décors qui formera le noyau de la toute nouvelle unité de camouflage. *The Phantom Army of Alamein* raconte, pour la première fois et en détail, comment certains des hommes les plus créatifs de la Grande-Bretagne ont mis de côté leurs pinceaux, leurs crayons et leurs caméras pour rejoindre la lutte contre les Nazis menée par le reste du monde, et comment ils ont joué un rôle essentiel dans la victoire. Cette unité avait pour mandat de soutenir la 8th Army britannique à l'aide d'un mélange de camouflage et de dissimulation, en utilisant tout ce qu'elle avait sous la main, dans une zone et à une époque où les ressources étaient très rares. Par exemple, aux tout premiers débuts de l'unité, pendant le siège de Tobruk, les membres ont fait en sorte qu'une usine de dessalement vitale ait l'apparence d'une usine bombardée par les Allemands. À partir de ce moment, ils ont mis à profit leur créativité pour créer un tissu d'intrigues et de mesures de déception; pour faire apparaître des choses et en faire disparaître d'autres, le tout pour tromper l'ennemi et donner l'avantage aux Alliés. Imaginez disposer d'un plateau de tournage de la grandeur du désert occidental, plat et presque dénudé, bordé par la mer méditerranée et par la

dépression de Qattara, sur lequel il est possible de créer les illusions voulues. Le principal projet de l'unité en 1942 est devenu une arme cruciale du General Bernard Montgomery sur le champ de bataille, ce dernier ayant demandé à l'unité de concevoir un plan pour masquer et dissimuler tous les préparatifs requis pour la deuxième bataille d'Alamein.

L'opération *Bertram* à El Alamein a été la plus importante campagne de déception visuelle. C'était une entreprise monumentale de tromperie dans l'Histoire, et elle est au cœur de ce récit. Donc, qu'ont fait au juste ces soldats-artistes-modélistes-camoufleurs? Comment ont-ils dupé ce renard du désert allemand qu'était Erwin Rommel? La réponse à ces questions constitue la meilleure partie du livre. En général, je crois qu'il convient d'affirmer que les membres de l'unité ont eu recours à deux approches. Premièrement, ils ont fait disparaître l'armement principal — non pas en le faisant se *volatiliser*, mais en lui donnant une *autre apparence*, celle d'un objet moins menaçant, inoffensif. Les chars d'assaut ont été transformés en camion. L'artillerie de campagne a été camouflée sous d'autres formes. La nourriture, le carburant et les autres approvisionnements ont été recouverts et empilés de façon à ressembler à des véhicules de transport inoffensifs. Deuxièmement, à d'autres moments, pour d'autres raisons, ils ont fait exactement le contraire. Utilisant savamment les matériaux les plus simples, ils ont construit des *trompe-l'oeil* (chars, artillerie, véhicules de soutien) pour créer une scène illusoire, pour faire apparaître des choses inexistantes — une illusion d'optique. Ainsi, ils ont fait croire à l'ennemi que les forces alliées étaient rassemblées à des endroits et à un moment bien loin de la réalité. Lors de la deuxième bataille d'El Alamein, où ces méthodes ont été utilisées, les Alliés ont remporté leur première victoire terrestre d'importance. Entre autres, Rommel avait été dupé par une armée faite de fils, de paille et de bouts de bois.

Rick Stroud présente admirablement bien la nature épique des tactiques de déception utilisées dans le cadre de l'opération *Bertram* et le rôle de ces dernières dans la bataille d'El Alamein. Certains se plaisent à affirmer que les Britanniques ne sont pas des gens inventifs et « ne fabriquent pas grand-chose ». Ce récit bien figé

va au-delà de plusieurs ouvrages sur la Deuxième Guerre mondiale que j'ai consultés dernièrement, et il représente le mélange parfait de sujets inusités et de recherches sérieuses, le tout couronné d'un bon vieux style de rédaction réfléchi. Stroud décrit l'atmosphère et le chaos de la guerre dans le désert, les héros du récit allant et venant dans la zone de guerre à bord de véhicules camouflés. Ils ont construit des merveilles avec des morceaux de rebuts, comme dans un épisode de *MacGyver*. Ces hommes étaient des génies. Leur esprit d'improvisation et leur fibre artistique étaient grandioses, et les enjeux étaient très élevés. Devoir accomplir cette tâche alors que la bataille faisait rage et que les armées se déplaçaient en tout sens dans le désert devait relever du cauchemar. Fort de la victoire remportée à El Alamein, la première victoire britannique de la Deuxième Guerre mondiale remportée sans l'aide des États-Unis, Winston Churchill a affirmé devant la Chambre des communes le 11 novembre 1942 : « Grâce à un merveilleux système de camouflage, nous avons été en mesure d'orchestrer une surprise tactique totale dans le désert [TCO]. »



Plus je lisais et relisais ce livre, plus un mantra souvent cité de Sun Tzu me revenait à l'esprit. Le grand philosophe militaire disait au sujet de la déception en temps de guerre : « Lorsqu'on peut attaquer, l'ennemi doit croire qu'on ne le peut pas; lorsqu'on utilise nos forces, nous devons sembler inactifs; lorsque nous sommes près, nous devons sembler loin; lorsque nous sommes loin, nous devons faire croire à l'ennemi que nous sommes près. » Je ne crois pas qu'il existe de meilleure description de ce que les « magiciens » alliés ont accompli que cette citation vieille de plusieurs centaines d'années, crevante de vérité tant à l'époque de Sun Tzu ou pendant la Deuxième Guerre mondiale qu'aujourd'hui au XXI^e siècle...

Le lieutenant-colonel Deborah Miller, OMM, CD, est actuellement l'officier supérieur d'état-major – planification stratégique à l'Académie canadienne de la Défense à Kingston. Elle est titulaire d'une maîtrise en Histoire, ainsi que d'une maîtrise en Études de la défense du Collège des Forces canadiennes.

The Last Lion. Winston Spencer Churchill – Defender of the Realm, 1940-1965

par William Manchester et Paul Reid

New York, Little, Brown and Company, 2012

1 232 pages (32 pages de photographies en noir et blanc, 8 cartes)

couverture en toile, 44 \$ CA

ISBN : 978-0-31654-770-3

Critique de Bernd Horn

Cet ouvrage est remarquable. Il s'agit du dernier des trois volumes qui composent cette magnifique biographie de Sir Winston Churchill rédigée par William Manchester. M. Manchester a achevé ses recherches et entamé la rédaction en 1988; au cours des dix années qui ont suivi, il a terminé environ 100 pages. Voyant son état de santé se détériorer, il a passé le flambeau au journaliste primé Paul Reid, qui a complété le volume en 2003. William Manchester est mort l'année suivante. Néanmoins, Paul Reid a brillamment accompli la tâche et a composé un ouvrage digne des volumes précédents de M. Manchester.

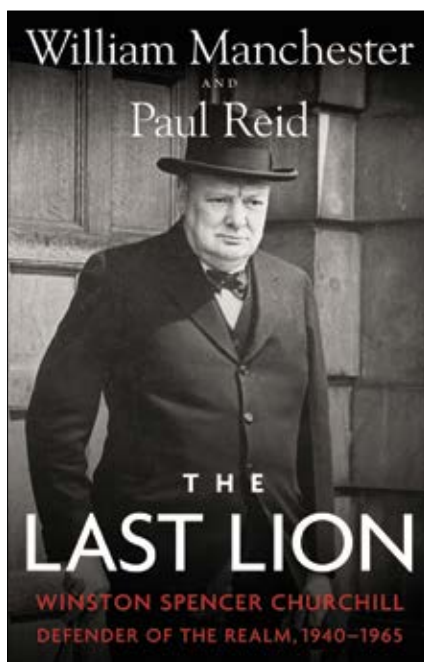
Même s'il s'agit d'une biographie, l'auteur a savamment restitué l'essence de l'époque, à savoir la Seconde Guerre mondiale et le commencement de la guerre froide. À bien des égards, ce

livre donne un aperçu du processus décisionnel stratégique de la Grande-Bretagne et des alliés. L'ouvrage aide à comprendre les circonstances entourant les décisions et les événements, et à mieux cerner les protagonistes. Il ne manque jamais de capter l'intérêt immédiat du lecteur.

Le livre commence par un profil personnel très détaillé de Churchill offrant une représentation fidèle de cet homme. Au moyen d'anecdotes personnelles, de relations, et d'observations des autres, l'auteur dépeint un portrait très précis, qui établit le contexte pour la suite de l'ouvrage. La capacité de l'auteur à révéler la personnalité de Churchill d'une manière si exhaustive et personnelle est admirable, ce qui aide le lecteur à contextualiser l'ensemble du récit.

L'auteur relate ensuite la vie de Churchill, de son ascension au poste de premier ministre, à sa croisade apparemment personnelle contre Hitler, et jusqu'à ses vieux jours durant l'après-guerre. Le style est concis et le rythme est rapide tout au long de l'ouvrage. L'utilisation magistrale de la langue et de la narration fait de cette biographie chronologique une lecture si captivante qu'il est difficile de s'arrêter. Le récit du déroulement de la guerre, en commençant par l'invasion de l'Europe de l'Ouest, raconté du point de vue de Churchill en tant que seigneur de guerre britannique, est tout simplement prodigieux. L'information fournie sur des sujets tels que la chute de la France, le Blitz, l'obtention de l'appui des États-Unis, les difficultés avec les partenaires de la coalition, l'établissement de la stratégie, la conciliation des impératifs politiques et militaires, pour n'en nommer que quelques-uns, permet de mieux comprendre le conflit, ses participants, et les décisions qui ont été prises. En outre, l'utilisation

de la correspondance et de lettres personnelles et officielles de Churchill, de journaux personnels, ainsi que d'entrevue avec des membres de son entourage, expertement agencés et intégrés au récit, a pour effet de donner l'impression au lecteur de recevoir les confidences personnelles de Churchill.



Comme on pouvait s'y attendre, l'ouvrage porte principalement sur la Seconde Guerre mondiale. En fait, 930 pages de la partie narrative, qui en compte environ 1 053, sont consacrées à ce conflit. Le reste du livre traite des débuts de la guerre froide et des dernières années de la vie de Churchill. Il ne s'agit ici aucunement d'un reproche puisque les enseignements sur les niveaux politique et stratégique de la guerre sont tout simplement inestimables.

Le livre contient également huit superbes cartes détaillées et 32 pages de photographies en noir et blanc qui représentent bien les principaux acteurs, certains événements clés, mais surtout, la personnalité de Churchill. De plus, le volume comprend des notes exhaustives, ainsi qu'un index très détaillé et précis. En conclusion, ce livre devrait être lu par tout historien ou officier militaire, et quiconque s'intéressant à la Seconde Guerre mondiale, à l'histoire militaire, ou aux relations civilo-militaires et à la prise de décisions au niveau stratégique.

Le colonel Bernd Horn, OMM, MSM, CD, Ph. D., a pris sa retraite de la Force régulière des FAC en 2013. Il est maintenant directeur du Centre de perfectionnement professionnel du COMFOSCAN, ainsi que professeur adjoint du Département d'histoire du Collège militaire royal du Canada et de la Norwich University.

Iron Man: Rudolf Berthold: Germany's Indomitable Fighter Ace of World War I

par Peter Kilduff

London, Grub Street, 2012

192 pages, 26,47 \$US

ISBN-978-1-908117-37-3

Critique de David L. Bashow

Le thème du courage et de la vaillance sur le champ de bataille transcende les frontières et le temps. Rudolph Berthold, fils de forestier, se classe au 6^e rang des as du pilotage allemands de la Première Guerre mondiale, avec à son actif 44 victoires en combat aérien.

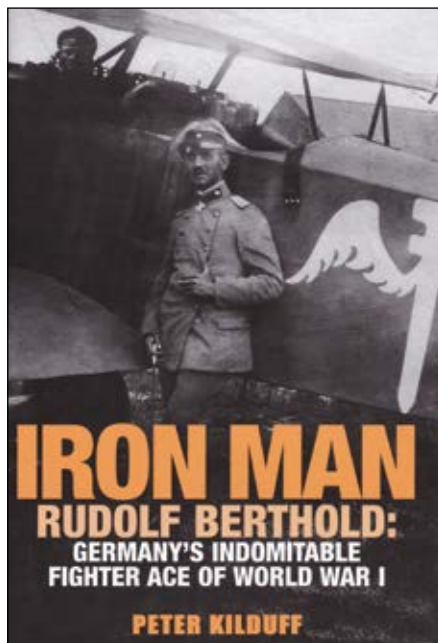
Depuis plus de cinquante ans, l'auteur américain Peter Kilduff fait des recherches sur l'histoire de l'aviation militaire. Dans sa quête de faits et son refus absolu des suppositions, il a été pendant dix-huit ans réviseur et rédacteur pour la revue américaine *Cross and Cockade Journal*. Il est devenu membre fondateur de la League of World

War I Aviation Historians en 1986, et a été le premier rédacteur en chef de sa revue trimestrielle de renommée internationale, *Over the Front*. Il est actuellement le critique littéraire de ce périodique, ainsi que rédacteur en chef invité. Auteur prolifique, il a signé 15 livres portant sur l'histoire de l'aviation, plus particulièrement sur le Service aérien de l'Armée impériale allemande, et s'est mérité de nombreux prix pour ses recherches exceptionnelles. Il a aussi été nommé membre de l'Ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne. Somme toute, ses qualifications et sa crédibilité sont immaculées. En ce qui a trait à la rigueur de sa recherche, il étaye son ouvrage de longues notes en fin de texte, qui fournissent non seulement des références, mais force détails supplémentaires, qui résisteront au plus critique des examens.

Mais retournons à Rudolph Berthold... Né en 1891, il commence sa carrière militaire comme fantassin du 3^e régiment d'infanterie de Brandebourg en 1910, avant d'apprendre à piloter, à ses frais, en 1913. Cette même année, il se qualifie officiellement comme pilote. Lorsque la guerre éclate en août 1914, Berthold est transféré au Service aérien de l'Armée allemande et est envoyé en missions de reconnaissance aériennes, d'abord en tant qu'observateur, puis en tant que pilote. Il se forge rapidement une réputation de guerrier brave, ingénieux et extrêmement persévérant, et reçoit très

CRITIQUES DE LIVRES

tôt la croix de fer, première et deuxième classes. En septembre 1915, il s'est déjà lié d'amitié avec Hans-Joachim Buddecke, un membre fondateur de la première vague des as du pilotage de chasse allemands, qui comprenait aussi Max Immelmann et Oswald Boelcke. Lorsque Buddecke est envoyé au front turc peu après, Berthold hérite d'un chasseur Fokker *Eindecker* (un monoplane), et à la fin d'avril 1916, il cumule déjà cinq victoires aériennes et une blessure grave au combat, la première de plusieurs. En effet, grâce à une force intérieure et une volonté à toute épreuve, il survit à des blessures, à des tirs ennemis qui abattent son aéronef, et à six écrasements. Il reçoit la plus terrible de ses blessures le 10 octobre 1917, dans un combat tournoyant, quand une balle vient lui fracasser le haut du bras droit. Cet incident a lieu le même jour où on lui attribue le 10^e rang dans une liste de 81 aviateurs récipiendaires de l'*Ordre pour le mérite* (le légendaire « max bleu »), la plus haute distinction de l'Allemagne impériale pour la vaillance au combat, et l'équivalent allemand de la Croix de Victoria. À ce moment, il cumule 28 victoires aériennes confirmées. Il refuse toutefois de s'avouer vaincu, et continue de participer à des vols opérationnels, même lorsqu'il a besoin d'être soutenu pour se rendre à son aéronef et en revenir. Il renonce à toute intervention chirurgicale, refuse même qu'on lui enlève la balle logée dans son bras, car il croit que la chirurgie l'empêchera de continuer à piloter. Souffrant constamment de ses blessures non soignées, il persévère avec entêtement, et donne ainsi un exemple éclatant de courage à



ses contemporains et aux hommes sous son commandement.

Grand patriote, après la guerre, Berthold embrasse avec ardeur les idées nationalistes, qui l'amènent à se joindre au corps franc anti-communiste. Il y fonde la sous-unité *Fränkische Bauern-Detachment Eiserne Schar Berthold* réunissant 1 200 hommes en avril 1919. À la tête de cette formation, il participe à plusieurs démonstrations et luttes contre les factions communistes adverses, jusqu'au jour où il est tué par balle, le 15 mars 1920, à Harburg en Allemagne, au cours d'une émeute entre les factions nationaliste et communiste allemandes. Le surnom *chevalier de fer* sied parfaitement à Rudolph Berthold, en sa qualité de guerrier remarquable. L'un de ses jeunes disciples pendant la guerre résume sa personnalité ainsi : « Un chevalier de fer – et une volonté de fer qu'absolument rien ne fera plier » [TCO].

En somme, Peter Kilduff capture avec maestria les exploits du chevalier de fer Rudolf Berthold, de l'homme et de l'héritage qu'il laisse. La lecture de son ouvrage est chaudement recommandée.

Le lieutenant-colonel (à la retraite) David L. Bashow, OMM, CD, ancien pilote de chasse, est professeur agrégé au Collège militaire royal du Canada, et rédacteur en chef de la Revue militaire canadienne.



Grâceuseté de David Bashow

Un avion de chasse allemand Fokker D.VII, le type d'avion que Rudolf Berthold a piloté avec grand succès à la fin de la guerre.

DND photo CX2013-0241-60 by Corporal Pierre Létourneau



Le capitaine Patrick Pollen, pilote du 425^e Escadron d'appui tactique Bagotville, exécute des acrobaties aux commandes du CF18 de démonstration, pendant le spectacle aérien de Comox présenté le 17 août 2013.

Photo du Cplc Marc-André Gaudreault, MDN IS2013-2006-054



Le caporal-chef Stéphane Fortin, technicien médical de la 2^e Ambulance de campagne de Petawawa et membre de l'équipe d'intervention en cas de catastrophe des Forces armées canadiennes, examine les amygdales d'un jeune enfant, le 21 novembre 2013, à Sara (Philippines), dans le cadre de l'opération Renaissance.